

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux ..... p. 3

Dialogue  
avec des militants "soviétiques" (III) ..... p. 19

Après le Forum social mondial  
de Porto Alegre ..... p. 27  
(Par Jean-Pierre Raffi)

Le Forum de Porto Alegre  
et sa signification  
pour le mouvement ouvrier brésilien ..... p. 40  
(Une correspondance de Julio Turra)

Le VII<sup>e</sup> Congrès de Socialist Organizer  
face au tournant de la situation politique  
aux Etats-Unis ..... p. 49

Trois congrès de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(Espagne, Mexique, France),  
trois contributions à la préparation  
du Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale ..... p. 67

Le trotskysme au Sri Lanka  
(contribution à une discussion, deuxième partie) ... p. 89  
(Par Jean-Marc Schiappa)

John Archer (1909-2000) ..... p. 101

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

**Chronique des événements mondiaux** ..... p. 3

**Dialogue  
avec des militants "soviétiques" (III)** ..... p. 19

**Après le Forum social mondial  
de Porto Alegre** ..... p. 27  
(Par Jean-Pierre Raffi)

**Le Forum de Porto Alegre  
et sa signification  
pour le mouvement ouvrier brésilien** ..... p. 40  
(Une correspondance de Julio Turra)

**Le VII<sup>e</sup> Congrès de Socialist Organizer  
face au tournant de la situation politique  
aux Etats-Unis** ..... p. 49

**Trois congrès de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(Espagne, Mexique, France),  
trois contributions à la préparation  
du Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale** ..... p. 67

**Le trotskysme au Sri Lanka  
(contribution à une discussion, deuxième partie)** ... p. 89  
(Par Jean-Marc Schiappa)

**John Archer (1909-2000)** ..... p. 101

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- John Archer (1958-2000) ..... p. 101  
(traduction de la discussion, deuxième partie) (en français)
- Les trotskistes au 21<sup>e</sup> siècle  
(traduction de la discussion, deuxième partie) (en français) ..... p. 88
- de la IV<sup>e</sup> internationale ..... p. 87
- Les conditions de la révolution  
travailleuse mondiale  
et la révolution mondiale  
travailleuse mondiale ..... p. 87
- Le VII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste  
de Chine en situation politique  
aux États-Unis ..... p. 48
- Le mouvement ouvrier prolétarien  
et la révolution mondiale  
travailleuse mondiale ..... p. 40
- Le Forum de Porto Alegre  
et la révolution mondiale  
travailleuse mondiale ..... p. 37
- Dialogues  
avec les militants "soviétiques" (III) ..... p. 19
- Changement des événements mondiaux  
et la révolution mondiale  
travailleuse mondiale ..... p. 3

# Chronique des événements mondiaux

Le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est réuni à la fin du mois de janvier 2001. Il a décidé des axes de la préparation du prochain congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce V<sup>e</sup> Congrès se tiendra au début de l'année 2002 (1).

Le conseil général est l'organisme qui assure la direction politique de l'Internationale entre deux congrès. Le congrès mondial réunit des délégués de toutes les sections nationales de la IV<sup>e</sup> Internationale et décide de l'orientation d'ensemble de l'Internationale et de ses sections, et élit le conseil général.

Les principes d'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale sont ceux du bolchevisme, les principes du centralisme démocratique, c'est-à-dire l'entière liberté de discussion, l'application commune des décisions prises à la majorité.

Dans une conférence où il revenait sur l'expérience de sa vie militante (conférence dont nous reproduisons des extraits dans ce numéro de *La Vérité*), John Archer, militant trotskyste britannique depuis 1934, décédé il y a quelques mois, rappelait ces principes en évoquant le IV<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale :

*"Au IV<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, au printemps 1999, j'ai pris part à de sérieux débats politiques (...). Le congrès prêta un soin pointilleux — au point de paraître trop généreux — à l'égard des camarades qui étaient en minorité. Mais la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas un cercle de discussions perpétuelles : ses activités sont décidées par la majorité dans ses congrès (...). Nous existons pour agir dans la lutte de classes."*

## Une discussion ouverte

Il correspond sans aucun doute à la fonction de la revue de la IV<sup>e</sup> Internationale de donner toute sa place à la préparation du congrès de l'Internationale. Mais n'est-ce pas, malgré tout, un événement trop "interne" pour ouvrir cette chronique ?

Certes, la IV<sup>e</sup> Internationale est une association libre de militants regroupés sur la base de principes, le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les décisions que prennent ces militants n'engagent que ceux qui sont organisés dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. La IV<sup>e</sup> Internationale, qui s'associe, sans autre condition que le respect du principe de l'indépendance de classe, à toute action, à toute initiative qui va dans le sens de la défense des intérêts des travailleurs, de la défense de leurs organisations, n'a nullement l'intention d'imposer ses positions. Mais elles constituent un élément de la discus-

---

(1) Le IV<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est tenu du 27 mars au 2 avril 1999.

La IV<sup>e</sup> Internationale a été fondée en septembre 1938. Il s'est tenu un II<sup>e</sup> Congrès mondial au lendemain de la guerre et un troisième en 1951. C'est là que le courant révisionniste et liquidateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, animé notamment par Pablo et Mandel, provoqua la dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale, rejetant ses principes et son programme, le stalinisme se trouvant chargé par eux de "réaliser le socialisme à sa manière". Les héritiers de ce courant sont aujourd'hui l'axe du "centrisme réactionnaire", engagé dans la liquidation de l'indépendance des organisations de la classe ouvrière.

Après le III<sup>e</sup> Congrès mondial, les organisations et les militants regroupés sur la base du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale ont combattu pour sa reconstruction. Ce combat a abouti à la conférence de proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1993.

sion nécessaire entre tous ceux, entre toutes les forces, tous les courants, qui partagent comme point de départ de leur action le fait que *“l’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes”*.

Les questions qui sont au cœur de la discussion dans la IV<sup>e</sup> Internationale ne sont-elles pas celles qui se posent à tous ceux qui, face à l’offensive généralisée contre les conditions de vie, les droits, les organisations des travailleurs et la crise sans précédent du mouvement ouvrier, cherchent à contribuer à organiser la résistance ? Alors que, de toute part, on répète qu’il faut bien s’adapter à ce qu’on appelle la mondialisation, qu’il faut redéfinir les règles du jeu social — et que l’on constate pourtant que la seule “règle” conforme aux besoins du système d’exploitation capitaliste c’est la destruction de tous les acquis, de toute réglementation limitant sa voracité —, que faire ? Faut-il, en effet, “s’adapter” à ce qui est présenté comme “inévitable” ? Faut-il résister ? Et en s’appuyant sur quelle perspective ?

Le système d’exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production constitue-t-il un “horizon indépassable”, ou le combat pour son abolition — qui a été le point de départ de la constitution du mouvement ouvrier — est-il réaliste ?

Cette question était au centre de la discussion du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le *Rapport introductif sur la situation politique mondiale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale* commençait par expliquer :

*“Premièrement, que veut dire le fait que la révolution prolétarienne est à l’ordre du jour ? Cela signifie intégrer, dans toutes ses conséquences, la compréhension de l’impasse destructrice dans laquelle est entré le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. Il s’agit de saisir cette réalité en relation avec la compréhension de la capacité des masses — par la réalisation de leur lutte de classe — à ouvrir une autre issue pour l’humanité.*

*Et comprendre cette capacité des masses à s’ouvrir une autre issue, sur tous les continents et dans tous les pays, y compris en Afrique, dévastée par la politique de l’impérialisme, y compris dans l’ex-URSS, y compris en Yougoslavie (...). Capacité qui s’exprime aussi au cœur de l’un des dispositifs centraux de l’impérialisme, au Moyen-Orient, dans le soulèvement du peuple palestinien, dont la place et la signification ont été largement analysés (2).*

*Mais cette compréhension est indissociable de la compréhension du deuxième facteur, je veux dire la politique des appareils. Le manifeste du IV<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale a établi clairement que sur tous les continents et dans tous les pays, la politique des appareils est l’instrument obligé, indispensable, sans lequel la politique de destruction de l’impérialisme ne pourrait être mise en œuvre. Et il faut inclure, comme un appendice jouant un rôle de plus en plus important, la place du centrisme réactionnaire.*

*Troisième aspect, la place des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Sans la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la ligne de la transition dans la construction du parti, inscrite dans une politique de front unique dans la lutte de classe, pas de combat possible pour la révolution prolétarienne victorieuse.*

*C’est dans notre capacité à assimiler la combinaison de ces trois facteurs et à en déduire les tâches pratiques qui en découlent que les problèmes que nous avons à résoudre peuvent trouver leur solution. Il s’agit, dans ce conseil général, non pas de résoudre toutes les questions, mais d’essayer de définir un certain nombre de pas en avant, pratiques, découlant de cette compréhension d’ensemble et de leur application particularisée.”*

C’est à partir de là, des tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, que le rapporteur, analysant les développements les plus récents, constate : *“Ce conseil général intervient à un moment d’accélération de tous les processus à l’échelle mondiale.”* Il ajoute :

*“Lorsque le président de la Federal Reserve Bank, Alan Greenspan, fait état d’un risque réel de récession pour le capitalisme le plus puissant, ce n’est pas une annonce artificielle. On assiste depuis quelques semaines ou quelques mois à l’effondrement (annoncé par nous, mais par nous seuls) de la prétendue nouvelle économie. Le Nasdaq, qui avait pris le relais du Dow Jones l’an passé, s’est effondré de plus de 50 % de sa valeur dans les douze derniers mois.*

*L’économie japonaise, laminée depuis plus de dix ans, ne parvient pas à se relever de ses décombres. En Europe, l’euro apparaît de plus en plus directement comme un instrument du pillage par l’impérialisme américain.”*

(2) Lire, dans le précédent numéro de *La Vérité*, *“La portée mondiale de l’irruption des masses palestiniennes”* (compte rendu d’un cercle d’études marxistes sur la Palestine). *La Lettre de La Vérité* a également publié un recueil des textes et des déclarations de la IV<sup>e</sup> Internationale de 1947 à aujourd’hui.

Il s'agit là, non d'un accident de conjoncture, mais de l'expression de la crise de décomposition du système impérialiste mondial :

*"Cette crise de décomposition met à nu le caractère parfaitement artificiel (mais réel dans son contenu destructeur) de ce volant d'entraînement parasitaire qu'a été la nouvelle économie. La situation actuelle vérifie plus que jamais le caractère central de la question des forces productives. Elle exprime l'incapacité du régime capitaliste pourrissant à leur donner un nouvel essor dans le cadre du maintien de la propriété privée des moyens de production. D'où la tendance destructrice généralisée de l'impérialisme, destructrice des classes ouvrières et des peuples comme levier essentiel pour récupérer des parts de plus-value qui ne parviennent plus à être extorquées dans la mise en valeur classique du capital. Et, d'autre part, destruction du cadre même des nations et des Etats, cadre des nations pourtant constitué par la bourgeoisie dans sa phase ascendante et qu'aujourd'hui elle disloque elle-même en résultat de cette crise de décomposition.*

*Cette situation d'ensemble trouve aujourd'hui, sur chaque continent et dans chaque pays, ses points d'application.*

*En Asie, dans la préparation du prochain sommet de l'APEC qui se tient au printemps prochain, s'accumulent tous les éléments de déstabilisation de la situation du continent, au premier rang desquels il faut placer l'offensive de démantèlement d'une des plus grandes nations asiatiques, l'Indonésie. Cette offensive de démantèlement intervient comme réponse de l'impérialisme au mouvement révolutionnaire qui a chassé la dictature et comme levier pour l'offensive contre toutes les classes ouvrières de la région.*

*Sur le continent américain, le plan Colombie constitue à la fois un plan d'intervention militaire direct de l'impérialisme, mais également un plan de mise sous tutelle militaire, mais aussi économique, social et politique, fondé sur la remise en cause des nations souveraines de la région.*

*En Europe : la mise en place du cadre de l'Union européenne, avec ses traductions dans chaque pays (en France, le rapport Mauroy, l'Europe des régions), se combine avec l'accentuation du protectorat américain sur les Balkans, pour démanteler tout le cadre des nations existantes.*

*Enfin, si l'on regarde du côté du continent africain, ce qui s'est passé ces derniers mois en Côte-d'Ivoire, ce qui se passe au Congo, témoigne d'une poursuite du processus par lequel l'impérialisme tend à disloquer, piller, démanteler et tailler dans la chair des nations.*

*En même temps, dans cette offensive centrale contre la classe ouvrière, l'impérialisme se trouve confronté, malgré l'appui des appareils, aux processus de la lutte de classe, en Corée comme en Indonésie, en Afrique du Sud, en Allemagne, en Europe, à la grève générale en Argentine, à la signification du soulèvement révolutionnaire en Equateur, aux processus dans la classe ouvrière américaine... C'est donc, comme nous l'avons indiqué, un processus en cours qui n'est pas achevé, mais dans lequel la IV<sup>e</sup> Internationale a un rôle historique à jouer."*

## D'une minute de silence à une période de deuil

Ce rôle, la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut le jouer que si elle ne sépare pas son activité de la prise en compte de tout ce qui, dans l'action de la classe ouvrière mondiale, au sein de ses organisations, tend à renforcer, exprimer, organiser "la capacité des masses — par la réalisation de la lutte des classes — à ouvrir une autre issue pour l'humanité" (rapport au conseil général cité plus haut).

Comme le proclamait le manifeste adopté par le IV<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale (27 mars-2 avril 1999) :

*"Dans l'effroyable crise de décomposition qui frappe le mouvement ouvrier mondial, la IV<sup>e</sup> Internationale s'affirme fidèle à son programme, mais n'entend l'imposer à personne (...).*

*La IV<sup>e</sup> Internationale constate que, dans le monde entier, sous les formes les plus diverses, des courants, des groupes, des organisations, des militants se dégagent de la crise des vieilles organisations, qui cherchent la voie de l'indépendance des organisations ouvrières.*

*C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale est partie prenante du regroupement large intitulé l'Entente internationale des travailleurs et des peuples pour l'Internationale ouvrière. L'Entente est un regroupement large de partis, d'organisations et de militants de toutes tendances rassemblés pour défendre l'indépendance des organisations ouvrières, combattre contre la guerre et l'exploitation, réunissant tous les courants qui entendent, dans le respect mutuel, le libre débat et la recherche de l'action commune, aider à faire avancer la cause de l'indépendance de classe.*

*Cette orientation n'est pas conjoncturelle pour la IV<sup>e</sup> Internationale, qui a toujours cherché à inscrire son action dans ces processus de recomposition du mouvement ouvrier à une large échelle."*

Orientation qui se matérialise aujourd'hui avant tout dans la participation résolue des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale à la préparation de la conférence mondiale de Berlin contre la déréglementation, à égalité de droits et de devoirs avec toutes les composantes engagées dans cette initiative et dans le respect des spécificités de chacune de ces composantes.

Non seulement l'activité des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais la discussion préparatoire au V<sup>e</sup> Congrès mondial ne sont pas séparables de cette tâche, car la conférence mondiale contre la déréglementation s'inscrit au centre même du mouvement réel de la lutte des classes, appuyé et exprime un mouvement déjà engagé dans la lutte des classes d'aujourd'hui, sur une ligne de défense des conquêtes et des garanties ouvrières existantes et de reconquête de l'ensemble de ce qui a été perdu.

Les événements qui se sont déroulés depuis la tenue du conseil général — à peine trois mois — témoignent bien de *"l'accélération de tous les processus à l'échelle mondiale"*. Brièvement, nous en évoquerons quelques-uns dans cette chronique. Chacun pourra constater que ces développements se situent dans le cadre tracé par le rapport et les conclusions du conseil général (*"l'incapacité du régime capitaliste pourrissant à donner un nouvel essor aux forces productives"*), d'où *"la tendance destructrice généralisée de l'impérialisme, destructrice des classes ouvrières et des peuples, comme levier essentiel pour récupérer des parts de plus-value qui ne parviennent plus à être extorquées dans la mise en valeur classique du capital"*.

Examinons, de ce point de vue, d'abord l'évolution de l'économie américaine, dont on assurait qu'elle se préparait à un *"atterrissage en douceur"*.

L'hebdomadaire britannique, *The Economist*, daté du 10 mars, appelait ses lecteurs à *« observer une minute de silence, le 10 mars, à l'occasion du premier anniversaire du sommet atteint par l'indice Nasdaq. Dans l'année qui s'est écoulée, cet indice, naguère considéré comme le phare de la "nouvelle économie américaine", a chuté de 55 %. Le plus important indice des marchés boursiers américains a, pour sa part, perdu plus de 20 % de sa valeur. »*

*The Economist* ajoutait :

*"Dans le monde, en moyenne, les marchés se situent à environ un cinquième en dessous des niveaux atteints l'année dernière, car la valeur des actions a baissé de Tokyo à Francfort et de Sao Paulo à Séoul. Durant l'année dernière, près de 4 trillions de dollars ont été enlevés à la valeur des seules actions américaines, une somme équivalente à 40 % du PNB des Etats-Unis. L'écroulement de la valeur des actions, après le krach boursier de 1987, n'était qu'à moitié aussi important, se situant à 20 % du PNB."*

Ce même hebdomadaire revenait sur la place des marchés boursiers dans l'économie mondiale :

*"Aujourd'hui, la chute du prix des actions affecte les économies plus que par le passé parce que le marché des actions est partout plus important, non seulement en termes absolus, mais en rapport avec le revenu national. L'un des résultats, c'est que l'économie américaine peut encore faire face à une récession qui n'aurait pas dû avoir lieu (...).*

*La décennie des années 1990 restera comme celle du début de l'âge de l'Internet, mais aussi celle où le monde entier — et pas seulement les Etats-Unis — a découvert les actions. La capitalisation globale des marchés boursiers a atteint 35 trillions de dollars l'année dernière, 110 % du PNB mondial, en hausse de 40 % par rapport à 1990.*

*Les Bourses étaient naguère vues comme réservées à des agents de change en costumes trois pièces rayés et à leurs clients fortunés. Ce n'est plus le cas. Plus de la moitié de la population américaine détient des actions, deux fois plus que lors du krach de 1987 (...)."*

Le 24 mars, *The Economist* était amené à constater la vitesse avec laquelle s'étendait, s'approfondissait, la crise.

*"Le monde s'avance-t-il vers une récession ? Les banques centrales de l'Amérique et du Japon sont inquiètes. Cette semaine, la Federal Reserve Bank a réduit son taux d'intérêt de 0,5 % pour la troisième fois depuis le début de l'année. La Banque du Japon a dans les faits ramené son taux à zéro (...). En dépit de ces mesures, les deux pays pourraient entrer en récession cette année. Si c'est le cas, ce sera la première fois depuis 1974. Durant les trois récessions précédentes aux Etats-Unis, l'économie japonaise était en plein essor. Et quand l'économie japonaise a reculé en 1998, le moteur économique américain tournait à plein régime. Aujourd'hui, c'est une autre histoire (...)."*



Les milliards de dollars volatilisés sur les marchés boursiers équivalaient alors au PNB des Etats-Unis.

*The Economist* revient sur ce qu'il abordait au sujet de la place des actions dans la population :

*"La chute du prix des actions a entraîné une réduction de la richesse détenue par les ménages américains en 2000, pour la première fois depuis cinquante-cinq ans. Cette chute entame la confiance des consommateurs : d'après une enquête de l'université du Michigan (faite avant le dernier épisode de la chute des Bourses), les deux tiers des personnes interrogées considéraient que les Etats-Unis étaient déjà entrés dans une période de récession."*

Ainsi, tous les commentateurs sont amenés à constater que les Etats-Unis et le Japon sont, pour le moins, "au bord de la récession". Faut-il pourtant croire le commissaire des affaires économiques et monétaires de l'Union européenne, Pedro Solbes, qui déclare que "l'Europe est aujourd'hui le havre de grâce du monde développé" ? Pourtant, les uns après les autres, les instituts et les gouvernements doivent constater que l'Europe n'est pas à l'abri de la tempête qui se déchaîne sur le monde entier, et qu'il faut prévoir, selon la litote usitée, "un ralentissement de la croissance".

C'est plus nettement que le président de General Motors prévoit l'aggravation de la situation :

*"General Motors, le plus grand fabricant d'automobiles du monde, a condamné l'espoir d'un retour imminent des profits en Europe (...). Il a indiqué que les ventes totales de l'industrie dans la région diminueraient d'un million d'unités cette année, c'est-à-dire plus de 6 %. C'est le signe le plus récent que l'Europe, tout comme les Etats-Unis, est menacée d'un brutal ralentissement" (Financial Times, 9 avril).*

L'*International Herald Tribune*, daté du 26 mars, traite le problème de l'Europe, non sans ironie :

*"Pourquoi les marchés financiers mondiaux continuent-ils à préférer le dollar à l'euro, alors que l'économie américaine apparaît proche d'une récession ? Le sommet de l'Union européenne qui s'est tenu à Stockholm a fourni au moins deux réponses : d'une part, Pedro Solbes a informé les utilisateurs de la Bourse qu'ils vivaient dans l'erreur. Imitant le style du roi normand Canut, qui intima l'ordre aux marées de refluer, M. Solbes a annoncé que les marchés seraient obligés de changer d'avis."*

*Une deuxième explication est sans doute plus proche de ce que perçoivent les marchés : le sommet de Stockholm n'est pas parvenu à de grands résultats quant à l'ouverture des marchés de l'Union européenne (...). Dans un climat d'incertitude quant à d'éventuelles baisses des taux d'intérêt et alors que l'Union européenne a tardivement et à regret reconnu qu'elle suivait la même voie que les Etats-Unis en ce qui concernait le ralentissement de la croissance, les déclarations sur une situation meilleure de l'Europe perdaient largement de leur crédibilité."*

## A huit mois de l'euro, la marche à l'abîme

Couronnement de la rhétorique sur "l'unité de l'Europe", dans huit mois, l'euro entrera en vigueur comme "monnaie unique" des pays de la "zone euro". D'ores et déjà, puisque les taux de change sont bloqués entre elles, les différentes monnaies ne sont plus que des déterminations de l'euro. Il n'y a plus, pour chaque bourgeoisie, la possibilité d'user de la dévaluation. Pour reprendre une expression de Léon Trotsky, qui disait des gouvernements bourgeois qu'ils étaient "comme des assassins attachés à une même chaîne", les bourgeoisies de l'Union européenne sont toutes liées à l'euro, dont la dégringolade indique leur tendance à l'effondrement. La seule variable dont elles disposent, c'est le "coût du travail", qu'elles cherchent toutes à faire baisser. Cet objectif commun n'empêche pas les conflits entre elles, une lutte qu'exaspère encore la faiblesse de leur position mondiale et la réduction des marchés, objets de leur convoitise.

"L'Union européenne", l'ensemble de ses institutions, de ses mécanismes, se révèle plus que jamais comme une machine de guerre contre les travailleurs et les peuples d'Europe. C'est là qu'est le dénominateur commun des politiques de tous les gouvernements (ceux gérés par un parti de la bourgeoisie, comme le gouvernement Aznar en Espagne, ceux confiés à des partis de l'Internationale socialiste, parfois avec l'appui, comme en France, de la "gauche plurielle" —, c'est-à-dire avant tout des formations issues de la crise des anciens partis communistes subordonnés à la bureaucratie stalinienne).

Le diktat américain, répété sur tous les tons et par toutes les institutions internationales, FMI, OMC, OCDE, c'est que l'Europe souffre d'une trop grande réglementation, d'un excès de la place du secteur public... En d'autres termes, ce dont il faut faire table rase, c'est de l'ensemble des conquêtes arrachées par les classes ouvrières d'Europe, en particulier de celles qui ont été assurées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

C'était en fait le souci particulier du sommet de Stockholm réunissant les chefs d'Etat de l'Union européenne. Qu'a discuté ce Conseil européen, réuni les 23 et 24 mars ? En ce qui concerne l'énergie (gaz et électricité), "ils approuvent l'objectif d'ouvrir les marchés de ces secteurs", c'est-à-dire privatiser et déréglementer, placer les pays d'Europe dans la situation où la privatisation et la déréglementation ont plongé la Californie.

Il en va de même pour les "marchés nationaux du transport ferroviaire de marchandises et de voyageurs", qui, eux aussi, doivent être ouverts : ici, c'est l'Angleterre qui indique l'avenir...

Mais l'*International Herald Tribune* n'a pas tort de constater que cela ne satisfait pas les "marchés". Les mauvais coups portés aux travailleurs et à la démocratie ne suffisent pas. Encore faut-il appliquer les mesures décidées, et cela n'est pas facile. La grève déterminée des travailleurs du rail en France contre la mise en marche d'un processus de privatisation l'indique. Et pourtant, il faut aller plus loin, beaucoup plus loin.

C'est pourquoi les travailleurs d'Europe font aujourd'hui face à des attaques généralisées et coordonnées sans précédent, qui visent à détruire des acquis parfois séculaires. La Commission de Bruxelles édicte des instructions, que les divers gouvernements appliquent.

C'est ainsi que le gouvernement de la "gauche plurielle" de Jospin a rétabli le travail de nuit dans l'industrie pour les femmes, remis en cause les congés de maternité et réintroduit dans le Code du travail la notion de "travail des enfants".

Les attaques sont aussi dirigées contre l'ensemble des lois du travail (Code du travail), contre la Sécurité sociale, contre les retraites et pensions, contre la protection des chômeurs.

C'est ainsi qu'en Allemagne — expliquent les militants qui sont à l'origine de l'appel à la conférence de Berlin —, le gouvernement Schröder met en place une réforme des retraites. En quoi consiste-t-elle ?

« Le 26 janvier, le gouvernement fédéral, dirigé pour le SPD par Gerhard Schröder, a fait voter au Parlement allemand sa "réforme" des retraites. C'est une véritable contre-réforme. En abaissant le niveau des retraites et en imposant une couverture vieillesse prélevée sur les salaires des travailleurs, elle casse le système des retraites basé sur la solidarité, conquête historique du mouvement ouvrier et pièce centrale de l'Etat social.

Le gouvernement Schröder veut faire passer cette contre-réforme contre la population, contre la large résistance des travailleurs, de cinq cents mille manifestants, comme le souligne l'IG-Metall, contre la volonté de la majorité des membres du SPD et des syndicats. De la même façon, le gouvernement prépare la déréglementation et la privatisation des autres grandes conquêtes des travailleurs : le système de santé, l'éducation...

La "nouvelle économie", vantée comme une "arme miracle", est avant tout un encouragement au développement aventureux de la spéculation et multiplie le travail précaire (non protégé par les lois sociales et les conventions collectives) aux dépens des emplois normaux. C'est ainsi qu'au congrès Internet du syndicat de la poste, Oskar Lafontaine a expliqué qu'avec la flexibilité de l'emploi, la prétendue new economy consiste avant tout à apporter le démantèlement social et à léser les droits ouvriers, qu'il s'agit toujours d'exiger la modération salariale.

Est-ce la tâche des représentants des travailleurs que de prêcher la "nécessité" de la flexibilité, de la déréglementation des lois et du Code du travail, la "nécessité" de la différenciation et de la dislocation des conventions collectives nationales de branche et des statuts des fonctionnaires, de la subordination des libres négociations collectives aux directives de l'Union européenne, qui dicte "une politique de conventions collectives orientée vers la modération en matière d'emploi" ?

La désagrégation plus avancée des conventions collectives et des relations normales de travail à l'Est doit servir de levier pour leur destruction dans toute l'Allemagne. C'est pourquoi il faut soutenir l'appel du président du syndicat du bâtiment et député SPD au Bundestag, Klaus Wieseühgel, à défendre le système des conventions collectives et le Code du travail et à faire qu'il s'applique de façon uniforme dans toute l'Allemagne ; d'autant plus

que sur la lancée de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est, les bas niveaux de salaire et de réglementation de l'Europe de l'Est menacent de faire exploser la réglementation du travail en Allemagne.

*Nous sommes attachés aux principes fondamentaux d'un système de retraite basé sur la solidarité (en rapport avec les cotisations, par répartition, financement paritaire, niveau permettant une vie décente) et saisisons toute occasion de rétablir ce système.* » (« La "réforme" des retraites en Allemagne », déclaration de la conférence nationale contre la déréglementation, Francfort, 10 et 11 février 2001.)

Il s'agit aussi de dénoncer les chômeurs. C'est ainsi que Schröder s'est déchaîné contre ceux qui refusaient d'occuper un "emploi acceptable". C'est ainsi que le chômeur cesse d'être un travailleur privé de son emploi du fait du fonctionnement de la société capitaliste et qui a des droits, pour devenir un délinquant en puissance que l'on "assiste", jusqu'à ce qu'il prenne un emploi, quel qu'il soit, et dans n'importe quelles conditions.

C'est le contenu de la convention entrée en vigueur en France le 1<sup>er</sup> janvier auquel fait référence l'accord signé le 22 mars entre le patronat et des organisations syndicales, accord dont la fédération patronale (MEDEF) s'est félicitée. En effet, comme l'explique *Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du Parti des travailleurs (France), dans son numéro 480, en date du 28 mars,

*« cette nouvelle convention a modifié de fond en comble la logique de l'assurance chômage. Aux droits collectifs des chômeurs à être indemnisés, est substituée l'individualisation, en subordonnant les indemnisations au fait que le chômeur accepte n'importe quelle "formation" ou "petit boulot". »*

Malgré les rodomontades sur la "solidité" de l'économie européenne, chacun est amené à reconnaître que les pays d'Europe vont subir les conséquences de la nouvelle convulsion mondiale de l'économie capitaliste en décomposition. Pourtant, contre les avis pressants de nombre de "spécialistes" représentant les intérêts de telle ou telle fraction de la bourgeoisie, la Banque centrale européenne, qui décide dans les faits du cadre dans lequel se situera l'action de chaque gouvernement, a refusé une fois encore de baisser les taux d'intérêt, mesure que l'on présentait comme un moyen de relance. La question n'est pas de savoir jusqu'à quand cette mesure pourra être différée, mais de comprendre la logique qui inspire Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne. Celui-ci a critiqué les gouvernements, le patronat et les représentants des travailleurs pour n'avoir pas mis en œuvre des "réformes économiques structurelles". Il n'est pas inutile de noter à cet égard que, lorsqu'en août 2000, Greenspan, le président de la Federal Reserve Bank, lançait un avertissement aux gouvernements d'Europe, en particulier à ceux d'Allemagne et de France, les taçant pour n'être pas allés assez loin dans la déréglementation et les privatisations, Wim Duisenberg était à ses côtés. Très clairement, Duisenberg annonce la couleur : la résistance des travailleurs a entravé et ralenti la marche du rouleau compresseur européen. Il faut maintenant, face à la crise, brûler les étapes. Ce qui est donc à l'ordre du jour, quels que soient les risques politiques encourus, pour tous les gouvernements, c'est la multiplication des attaques contre la classe ouvrière.

Risques politiques que révèle, par exemple, la situation du gouvernement de la "gauche plurielle" en France, après les élections municipales qui ont constitué un rejet massif de sa politique, manifesté notamment par le caractère massif de l'abstention ouvrière. Abstention qui, déstabilisant tout particulièrement le Parti communiste français, déstabilise tout le dispositif gouvernemental.

Risques manifestés, par exemple, en Suisse, par la cuisante défaite de la tentative de faire ratifier par un référendum l'accélération de l'entrée dans l'Union européenne. L'Union des cercles pour une politique ouvrière (affiliée à l'Entente internationale), au lendemain du référendum du 4 mars 2001, commentait ainsi les résultats :

### **"Le rejet de tout un peuple !"**

*« 76,7 % des votants ont exprimé le 4 mars leur refus de l'initiative "Oui à l'Europe" qui demandait que le Conseil fédéral ouvre "sans délais" les négociations d'adhésion à l'Union européenne. La participation est de 54 %, le non l'a emporté dans tous les cantons. Le rejet est massif.*

*Le vote du 4 mars, c'est le rejet massivement exprimé par les travailleurs, par tout un peuple, de l'Union européenne et de sa politique (...).*

*Le vote du 4 mars est un vote ouvrier et populaire, il confirme au niveau de tout le pays ce qu'expriment, à un autre niveau, les pétitions contre les fermetures des bureaux de la poste, contre les restructurations dans les chemins de fer fédéraux, la mobilisation contre la politique de privatisation du secteur de l'énergie. Rien que dans le Haut-Valais, 7 000 signatures contre la fermeture des bureaux de poste, récoltées à l'initiative du PS et de l'Union syndicale cantonale du Haut-Valais, ont été remises au département de Moritz Leuenbergezr.*

*Quand la majorité des travailleurs et de la population s'expriment de manière si claire, c'est un appel pressant aux organisations du mouvement ouvrier (syndicats et partis) pour qu'elles s'engagent dans la voie de la rupture avec la politique de l'Union européenne et les exigences du grand capital. »*

Risques politiques manifestés par ce qui se passe aujourd'hui en Espagne. Le gouvernement Aznar espérait obtenir l'assentiment de toutes les organisations syndicales à une nouvelle réforme des retraites, diminuant celles-ci, rendant flexible la fixation de l'âge de la retraite, diminuant le volume de celle-ci et préluant à la liquidation du système des pensions et retraites existant actuellement. Il s'agit dans les faits de substituer au système des retraites par répartition celui des fonds de pension.

Or, malgré les pressions, et alors que les Commissions ouvrières, la centrale syndicale liée par ses origines au parti stalinien en Espagne, acceptaient la réforme, l'UGT, la confédération dont l'origine est liée à celle du mouvement ouvrier en Espagne, la refusait.

Tout indique que la période qui s'ouvre en Europe sera celle de convulsions et d'affrontements entre les classes.

Au sommet de Stockholm, les chefs d'Etat, conscients de cette situation, consacraient un paragraphe entier de leurs conclusions au "rôle des partenaires sociaux dans la gestion des changements (...). La participation résolue et active des partenaires sociaux est indispensable pour la mise en œuvre de la réforme en cours."

L'action unie contre la déréglementation, c'est l'action pour préserver la fonction des organisations syndicales comme organisations de défense des intérêts de leurs adhérents.

## **C'est toute l'économie américaine qui est touchée**

Pour en revenir aux Etats-Unis, la crise financière qui a commencé par la chute brutale des actions de la "nouvelle économie" s'est ensuite étendue à l'ensemble, volatilisant des sommes équivalentes au PNB annuel des Etats-Unis. On parle d'une économie "virtuelle". Mais elle est bien réelle en termes de destructions. Les centaines de milliards disparus doivent être, pour les grands spéculateurs, récupérés d'une manière ou d'une autre, et la chute des revenus des petits actionnaires est, elle aussi, bien réelle.

Si le signe annonciateur de la crise a été, aux Etats-Unis, le ralentissement de l'activité économique générale, et donc une détérioration de la situation de l'emploi, cela s'est aggravé avec l'irruption de la crise financière. Comme pour se rassurer, les journaux financiers se réjouissent un jour de la remontée des cours boursiers, pour s'attrister le lendemain d'une nouvelle chute. La réalité, c'est que, dans les derniers mois, 100 000 travailleurs de l'industrie américaine ont perdu leur emploi, que la firme de construction automobile Daimler-Chrysler entend réduire le nombre de salariés qu'elle emploie de 20 %, que, d'après *Business Week* (12 février), General Electric se prépare à supprimer 75 000 emplois.

Le *Financial Times*, daté du 7 avril, titre : "La montée des suppressions d'emplois augmente la crainte d'une récession aux Etats-Unis" et souligne que

*« la situation de l'emploi constitue le signe le plus net jusqu'à présent indiquant que la faiblesse de l'économie des derniers mois s'est étendue à l'ensemble de l'économie (...). Un ingénieur d'une entreprise d'informatique explique : "Beaucoup de commentateurs disent que c'est un ralentissement modéré. Mais, pour moi, il s'agit d'une récession aiguë, rapide et globale". »*

Si, comme nous l'avons vu, l'impérialisme américain va chercher à faire retomber au maximum les conséquences de sa situation sur les autres pays, il est aussi contraint de tenter de "faire payer sa classe ouvrière".

L'offensive contre celle-ci frappera tout particulièrement les couches les plus exploitées de la classe ouvrière et notamment les travailleurs noirs. Dans les conditions d'insta-

bilité créées par la manière dont s'est déroulée l'élection présidentielle, cette offensive ne peut qu'engendrer la tension la plus extrême. La répression brutale exercée contre les manifestants noirs de la ville de Cincinnati, se dressant contre les assassinats commis par la police, indique la place que la "question noire" occupe déjà et va occuper de plus en plus dans le combat des travailleurs américains et dans le combat pour la défense de la démocratie aux Etats-Unis. Plus que jamais, l'action unie pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal s'inscrit dans le mouvement profond de la classe ouvrière américaine et requiert l'amplification de la mobilisation unie à l'échelle internationale.

## La présidence de Bush

Nous revenons, dans ce numéro de *La Vérité*, à propos du congrès de l'organisation des militants américains de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur les conditions dans lesquelles Bush a été élu président. Il se retrouve d'emblée (dans une situation marquée par la crise politique aux Etats-Unis) face aux développements de l'économie mondiale, dont les conséquences sont immenses, aussi bien à l'échelle mondiale qu'aux Etats-Unis.

L'impérialisme américain est placé dans une situation où sa supériorité qualitative, à la fois économique, militaire et diplomatique, sur tous ses partenaires et rivaux est telle qu'on peut à juste titre parler d'un "protectorat américain". Il est du même coup la clé de voûte de la domination impérialiste à l'échelle mondiale, le principal bénéficiaire du pillage des peuples du monde et de l'exploitation de plus en plus forcenée de la classe ouvrière. Mais il l'est dans une période de l'histoire du système capitaliste où celui-ci connaît les conséquences d'une profonde décomposition, dont l'impérialisme américain n'est pas exempt. Contradictoirement, du fait de sa puissance mondiale, il parvient à maintenir aux Etats-Unis mêmes une base plus stable à sa domination, mais, en même temps, il est directement tributaire et partie prenante de toutes les crises à l'échelle mondiale et, en dernière analyse, il ne peut assurer ce rôle, comme nous l'avons vu, qu'en poussant encore beaucoup plus loin l'offensive contre la classe ouvrière américaine elle-même, contre ses droits, contre l'indépendance de ses organisations.

Le traité signé avec le gouvernement chinois sur les conditions d'entrée de la Chine dans l'OMC signifie la remise en cause des fondations mêmes de l'économie chinoise, inséparable de la collectivisation des grands moyens de production, résultat de la révolution chinoise, qu'aujourd'hui, la bureaucratie au pouvoir dénature et décompose, mais sans être parvenue à le détruire. Mais ce traité est aussi dirigé contre les travailleurs américains. Comme dans le cas du traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (ALENA), que Bush, à la suite de Clinton, veut aujourd'hui étendre à l'ensemble des Amériques (ALCA), ces machines de pillage et de destruction des travailleurs et des peuples de tout le continent constituent aussi une arme prioritairement dirigée contre le prolétariat américain.

Dans l'article consacré au congrès de Socialist Organizer, il est précisé l'importance pour les développements politiques aux Etats-Unis — et donc à l'échelle mondiale — de l'action pour une expression politique organisée de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour un Labor Party s'appuyant sur les syndicats et rompant avec les deux partis de la bourgeoisie, le Parti démocrate et le Parti républicain, nécessité que les dernières élections ont rendue encore plus urgente et plus concrète. On le sait, la classe ouvrière américaine est puissamment organisée au niveau syndical par l'AFL-CIO, mais la direction de celle-ci se refuse à rompre politiquement avec le Parti démocrate.

Mais l'AFL-CIO repose et n'existe que sur la base des conquêtes arrachées par les luttes des travailleurs américains. Ces conquêtes sont aujourd'hui incompatibles avec les besoins de l'impérialisme américain à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale. La généralisation de la précarité, la multiplication d'atteintes aux prérogatives des organisations syndicales ne suffisent plus. Il faut, et la crise actuelle a de ce point de vue une force contraignante, faire baisser dans des proportions qualitativement nouvelles le coût de la force de travail. Aller jusqu'au bout dans cette voie est incompatible avec l'existence même de l'AFL-CIO. Placée dans cette situation, la direction de l'AFL-CIO cherche à desserrer l'étreinte et à différer la menace. Au moment de la signature du traité

de libre commerce, et bien que ce fût alors le démocrate Clinton qui exerçait la présidence, la direction de l'AFL-CIO avait condamné ce traité, du fait de ses conséquences négatives pour les travailleurs. Certes, elle assurait que si une certaine "dimension sociale" avait été prise en compte, elle aurait pu réagir autrement. Mais, constatant l'absence de toute protection des travailleurs sacrifiés au libre commerce, elle s'opposait à l'extension de ces traités. C'est dans ces conditions que l'AFL-CIO mena en 1997 une campagne contre la demande faite par Clinton, de se voir accorder les pouvoirs spéciaux pour accélérer la signature de traités commerciaux (*fast track*).

Aujourd'hui, Bush récidive, et le comité exécutif de l'AFL-CIO est amené à donner la même réponse.

A juste titre, les militants et responsables syndicaux américains, membre du comité de suivi de la conférence de San Francisco, qui déclarent qu'ils seront présents à la conférence mondiale de Berlin contre la déréglementation, soulignent que cette déclaration de l'AFL-CIO, qui appelle au rejet de l'accord de libre commerce des Amériques, peut servir de levier pour une organiser le combat contre ces accords, non seulement en Amérique, mais à l'échelle internationale.

Le comité de suivi de la conférence de San Francisco appelle également à soutenir et à participer à la conférence trinationale contre la déréglementation et les traités de libre commerce (Etats-Unis, Mexique et Canada), qui a été appelée par un large éventail de syndicalistes, de militants et d'organisations au Mexique (nous reproduisons par ailleurs cet appel).

## Le combat révolutionnaire du peuple palestinien

Dans les conclusions adoptées par le conseil général à la fin de ses travaux, il était écrit :

*"Sur la base d'une large discussion sur la signification de la révolution en Palestine, le conseil général a vérifié dans les processus mêmes de cette révolution la validité de l'axe du combat pour une Palestine laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine, seul moyen de réaliser l'aspiration légitime à la nation du peuple palestinien, aspiration qui intègre le mot d'ordre du droit au retour pour tous les réfugiés, notamment ceux de 1948, se dresse contre la proposition de deux Etats, qui n'est rien d'autre que la poursuite de la partition et de la dislocation. La publication en arabe de la brochure Palestine — soulignons que nous sommes le seul courant à même de publier nos documents depuis 1947 — est un levier de ce combat. Son utilisation dans toutes les langues est un moyen de construire la IV<sup>e</sup> Internationale, notamment en direction des Palestiniens exilés à travers le monde."*

Au moment où se réunissait le conseil général, il y avait quatre mois qu'avait commencé ce qu'on a appelé "la seconde Intifada", par référence au mouvement de 1987. Quatre mois tragiques pour le peuple palestinien, et qui depuis ont été suivis par une aggravation de la répression, des assassinats, des bombardements et de la détérioration brutale de la situation des Palestiniens des territoires, privés d'emploi et de ressources, victimes d'un blocus criminel. Depuis, l'armée israélienne, avec ses tanks, est entrée en force à l'intérieur des camps de réfugiés de la bande de Gaza, pourtant formellement situés en territoire palestinien.

C'est un fait que cette répression n'est pas parvenue à avoir raison d'un mouvement enraciné dans une lutte longue et difficile pour les droits nationaux du peuple palestinien. Certes, mais on ne saurait se contenter de cette affirmation. Ce que subit le peuple palestinien ne relève pas d'une fatalité, mais bien d'une politique d'ensemble. Une politique d'ensemble qui, au nom de la préservation de l'ordre établi, et donc des équilibres existants, et pour les mêmes raisons, appelle partout les organisations de la classe ouvrière à "accepter ce qui est inévitable" et éventuellement à "l'humaniser", organise l'isolement de la révolution palestinienne.

Lorsque la IV<sup>e</sup> Internationale a défini les caractéristiques du mouvement qui était en cours, elle a tout d'abord insisté sur le fait que ce mouvement intégrait, à une échelle jusqu'alors sans précédent, le soulèvement du million de Palestiniens d'Israël composés en majorité de travailleurs. Un autre trait distinctif tenait à l'expérience faite par le peuple palestinien de ce qu'avaient signifié les accords d'Oslo, signés sous la houlette de l'impé-

rialisme américain. En fait, c'est contre ces accords qui morcelaient encore plus le peuple palestinien, déniaient ses droits nationaux les plus élémentaires — à commencer par le droit au retour —, séparant ceux qui se trouvaient dans les limites de pseudo-territoires autonomes, dont toutes les fonctions étaient contrôlées par Israël, les Palestiniens d'Israël, ceux des camps de réfugiés dans les pays arabes et ceux dispersés dans le monde, que se dresse le peuple palestinien.

Contre ces accords, le peuple palestinien a réaffirmé son unité, et en particulier l'unité entre ceux des Palestiniens demeurés en Israël et les Palestiniens des territoires. Lors des élections qui ont vu la victoire de Sharon, 95 % des électeurs palestiniens ont boycotté. Ils affirmaient ainsi la continuité de leur combat avec les manifestations qui avaient marqué le début du soulèvement du peuple palestinien tout entier et qui avaient coûté la vie à treize Palestiniens d'Israël. C'est aussi sous le signe de l'unité du peuple palestinien qu'a été commémoré, le 30 mars 2001, la Journée de la terre, dont c'était le 25<sup>e</sup> anniversaire. (En 1976, les Palestiniens d'Israël avaient manifesté contre l'expropriation des terres palestiniennes par l'Etat d'Israël. L'armée avait ouvert le feu, faisant six morts parmi les manifestants.)

La durée même de ce soulèvement a mis en cause tout l'édifice diplomatique établi par l'impérialisme américain, a affaibli tous les éléments de ce dispositif : l'Etat d'Israël plongé en pleine crise, les Etats de la région menacés dans leur stabilité par la volonté des peuples d'apporter un soutien véritable au peuple palestinien, l'"Autorité palestinienne" elle-même.

Dès l'élection de Bush, il a fallu que la nouvelle administration donne toute son attention à ce qui se développait au Moyen-Orient. Colin Powell, ancien chef d'état-major de la coalition conduite par l'impérialisme américain qui déchaîna le fer et le feu contre le peuple irakien en 1991, et qui est maintenant le remplaçant de Madeleine Albright comme secrétaire d'Etat, s'est rendu au Moyen-Orient. Parlant devant le Congrès des Etats-Unis, le 27 février 2001, juste avant son départ, il a déclaré :

*"Nous allons promouvoir nos valeurs et la paix et nous avons besoin d'une armée forte pour défendre la paix (...), la liberté est exportée chaque jour quand nous exportons nos produits."*

Ces belles paroles étaient suivies d'un sanglant bombardement de Bagdad par l'aviation américaine, avec un soutien britannique.

Colin Powell a, d'après la presse américaine, *"fait un brillant début diplomatique à l'occasion de sa tournée de six pays au Moyen-Orient"*. Mais il n'a pu dénouer la crise. Il a enjoint à Arafat de mettre fin à la violence, reconnu le bien-fondé de l'attitude du gouvernement d'Israël, tout en lui recommandant d'être mesuré, mais rien n'est pour autant réglé.

Lorsqu'il a pris ses fonctions, Colin Powell avait déclaré :

*"Aucune nation au monde ne dispose de la puissance qui est la nôtre. Nous sommes contraints de diriger (...). Nous ne pouvons diriger sans nos forces armées. La puissance économique est essentielle, l'habileté politique et diplomatique nécessaire, la puissance de nos idées et de nos valeurs est indispensable pour réaliser nos buts, mais la présence de nos armes pour soutenir ces autres éléments de notre puissance est aussi importante pour nous que la liberté à laquelle nous tenons."*

Cette puissance sans pareille place l'impérialisme américain au centre de toutes les contradictions. Comme en Amérique latine, comme en Afrique, comme en Europe, la situation au Moyen-Orient appelle — quel qu'en soit le coût politique — à l'intervention directe de l'impérialisme américain.

### ***"La prééminence américaine sur l'OTAN ne saurait être discutée"***

C'était *Le Figaro*, daté du 14 février, qui rappelait : *"Le président Bush a dit clairement que la prééminence américaine sur l'OTAN ne saurait être discutée."*

Colin Powell vient de passer par Paris avant de se rendre en Macédoine. Il y avait eu, au moment de l'élection de Bush, beaucoup de commentaires sur le fait que la nouvelle administration républicaine, considérant que les Balkans n'étaient pas une zone où les

intérêts vitaux des Etats-Unis étaient en cause, adopterait une politique de retrait à l'égard de cette région. Comme on peut le constater, il n'en est rien, et c'est bien la "prééminence américaine", aussi bien militaire que diplomatique et économique en Europe, qu'il s'agit de réaffirmer.

Cette prééminence s'exerce dans le cadre d'une politique qui vise à la dislocation des nations. De ce point de vue, la situation dans les Balkans est particulièrement illustrative. De bout en bout, et après avoir provoqué, avec le concours de la bureaucratie "titiste" en décomposition, la ruine de la République fédérale de Yougoslavie par l'application des plans du FMI, la privatisation et la spéculation, l'impérialisme a entretenu, attisé, manipulé les conflits entre les peuples. Il a ainsi abouti à constituer sur l'ancien territoire de la Yougoslavie une collection de principautés mafieuses, toutes dépendantes et contrôlées par l'impérialisme, mais où les "circonstances exceptionnelles" permettent de faire l'économie de tout droit du travail. C'est cette même réalité qui domine en Albanie, qui menace l'ensemble des Balkans. Les bombardements de l'OTAN contre la Serbie et le Kosovo, comme l'intervention en Bosnie, furent justifiées par la nécessité de s'opposer à un "découpage ethnique". Quel est le résultat ? La séparation ethnique a été poussée jusqu'au bout, en Bosnie comme au Kosovo, sous l'égide de l'ONU et de l'OTAN. Aujourd'hui, les conflits qui ensanglantent la Macédoine posent directement la question de la dislocation de la dernière république "pluri-ethnique" existant encore sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie. En même temps, cette conséquence programmée de la politique de l'impérialisme et de l'occupation par les forces de l'OTAN de la région ne peut que renforcer la nécessité de leur présence comme seul facteur d'ordre.

La tournée de Powell a pour but de le rappeler, mais aussi de rappeler aux différents gouvernements d'Europe que les plans militaires américains ne se discutent pas. Colin Powell s'était déjà rendu en Europe, précisément à Bruxelles, pour rencontrer les ministres des Affaires étrangères des autres pays de l'OTAN. A ce sujet, le journal britannique *Financial Times* notait : "*La plupart des pays d'Europe sont opposés au système antimissiles de Washington.*" Mais, ajoutait sagement ce journal : "*Il faut se résigner à ce que certaines choses se passent.*" En d'autres termes, comme le remarquait au même moment *Le Monde*, il n'est pas question de s'opposer à ce projet, car, "*massivement derrière l'administration américaine, le complexe militaro-industriel américain voit l'occasion de maintenir sa prépondérance commerciale et technologique.*"

D'ailleurs, le président Bush n'avait laissé place à aucune ambiguïté. Dans une allocution prononcée devant les ambassadeurs des pays alliés, il avait précisé que les Etats-Unis attendaient d'eux "*qu'ils agissent comme un seul homme en matière de diplomatie, de technologie, de défense antimissiles, de conduite de la guerre et de prévention des conflits.*"

## Les pseudo-zapatistes contre l'unité de la nation mexicaine

Le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale a été amené à discuter de la place tenue par ce que nous définissons comme le centrisme réactionnaire dans les conditions actuelles, c'est-à-dire en particulier du rôle du Secrétariat unifié comme axe politique du centrisme réactionnaire et de la place qu'il tient, alors que s'accroissent "*les processus visant à l'intégration des organisations ouvrières*" (rapport au conseil général). Dans ce numéro de *La Vérité*, deux articles traitent de la signification du Forum de Porto Alegre et de la manière dont sa tenue est aujourd'hui utilisée comme un moyen d'accélérer l'offensive corporatiste contre l'indépendance des organisations ouvrières. Dans le rapport présenté au conseil général, d'autres exemples de la politique du Secrétariat unifié sont donnés. Par exemple :

*« Lorsqu'on parle du centrisme réactionnaire, il s'agit d'un processus qui ne fait que s'accroître. Je voudrais citer ici le début de l'éditorial du dernier numéro de Rouge, le journal de la LCR, qui commence ainsi : "Il est tout à fait possible de construire des munitions capables de pénétrer les blindages sans utiliser l'uranium appauvri, qui, s'avérant doublement toxique, risque de tuer soldats et civils des années après la bataille."*

*Ainsi donc, le journal de la LCR donne des conseils à l'impérialisme sur la manière que la LCR qualifie elle-même d'"humanitaire" dans la façon de massacrer le peuple irakien, de massacrer les populations des Balkans, de mener les guerres dans le monde entier sous une forme qui serait "humanitaire". Ce serait une erreur de voir là quelque chose d'anecdotique.*



*Il y a une logique. Le pablisme, qui s'est cristallisé comme un courant révisionniste liquidateur, ne peut trouver sa place aujourd'hui en utilisant le fonds de commerce du trotskysme qu'à la condition non pas d'être l'accompagnement, non pas d'être le flanc gauche, mais d'être la pointe avancée de l'offensive corporatiste.*

*Ce n'est pas un hasard, par exemple, et on aura peut-être l'occasion d'y revenir, si l'expérience dite du budget participatif de Porto Alegre, qui était l'apanage des pablistes de Porto Alegre, est aujourd'hui la ligne générale du Parti des travailleurs brésilien dans ses municipalités. Ce n'est pas un hasard si cette politique est reprise par le gouvernement Jospin en France dans un projet de loi où il propose d'institutionnaliser les conseils de quartier mettant en place la démocratie participative à l'instar de Porto Alegre et finalement servant de modèle à toutes les initiatives de subsidiarité à l'échelle européenne et internationale.*

*Ce n'est pas un hasard si la politique du même Secrétariat unifié sur la question du Chiapas offre un levier majeur pour aider l'impérialisme à mettre en œuvre la politique de démantèlement des nations, en commençant par la nation mexicaine. »*

Les aspects profondément réactionnaires du mouvement prétendument "zapatiste" sont fournis dans la résolution du congrès de la section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont des extraits sont publiés dans ce numéro. Nous voudrions ici ajouter quelques éléments.

*Le Monde diplomatique*, qui est le journal officieux d'ATTAC, avait dépêché sur les traces de la marche du sous-commandant Marcos son directeur, Ignacio Ramonet. Cette marche a eu lieu en accord et avec l'appui du président nouvellement élu, le président Vicente Fox (qui, avant d'être président du Mexique, était président de la branche mexicaine de la multinationale Coca-Cola). Fox fut le premier chef d'Etat à qui le président Bush, aussitôt son élection confirmée, rendit visite. Sans aucun doute, Fox a dû son élection au rejet par le peuple mexicain du PRI, au pouvoir depuis plus de soixante ans, embourbé dans la corruption et, surtout, instrument de la pénétration impérialiste et du pillage du pays au travers de l'ALENA, dont il était signataire. Mais le mandat confié par l'impérialisme à Fox, dirigeant du parti réactionnaire, le Parti d'action nationale (PAN), est d'aller jusqu'au bout sur cette voie. Ignacio Ramonet ne tarit pas d'éloges sur Fox, qui,

*"contrairement aux lourds soupçons de fraude et de corruption qui avaient pesé sur l'élection des deux derniers présidents, a été unanimement reconnu comme reflétant la vérité des urnes. Pour la première fois depuis longtemps, M. Fox, qui a donc pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre 2000, est un président dont la légitimité apparaît incontestable."*

Le Mexique est le pays d'Amérique latine où la révolution bourgeoise est allée le plus loin dans la voie de la constitution de la nation mexicaine et de l'indépendance. La révolution, après la chute du dictateur Porfirio Diaz (1911), mobilisant les travailleurs et les masses de la paysannerie, a avancé très loin dans la réalisation des tâches démocratiques. Mais elle n'aurait pu triompher qu'en mettant en cause l'ensemble des structures fondées sur la propriété privée des moyens de production, en donnant le pouvoir, non à la bourgeoisie nationale, qui restait, malgré les contradictions, liée à l'impérialisme, mais aux travailleurs des villes et des campagnes. Le sous-commandant Marcos, prêchant pour des autonomies indiennes, nie tout l'héritage progressiste de la révolution mexicaine, qui allait dans le sens de l'unification de toutes les couches des travailleurs des villes et des campagnes dans la constitution de la nation mexicaine.

Dans une interview à l'hebdomadaire *Proceso*, le 9 mars, le leader de l'Armée zapatiste de libération nationale affirmait :

*"Toute cette mobilisation a pour objectif de convaincre cet homme (c'est-à-dire le président Fox) qu'il n'a rien à perdre, mais beaucoup à gagner à s'asseoir face à nous avec l'intention de résoudre le conflit (...). Nous représentons deux mondes diamétralement opposés (...). Nous, nous sommes en train de poser les marques pour la reconnaissance des différences, alors que lui suit le chemin de l'hégémonie, non seulement d'un seul pays, mais de la planète entière."*

"Alors, comment Fox peut-il avoir une place dans votre monde ?" demande le journaliste. Et Marcos répond :

*"Nous pensons que la libre entreprise peut aider à la construction de relations avec nous."*

Et il parle de la ville de Tephe, une station balnéaire de l'Etat de Hidalgo où, explique-t-il,

*"la population est en train de mettre en place un projet touristique dans lequel l'entreprise communautaire peut parfaitement affronter la compétition du marché (...). Ce qui est en jeu,*

*c'est la possibilité de construire d'autres types de relations, y compris au sein du marché, qui n'auraient rien à voir avec le capitalisme sauvage."*

Et il affirme :

*"Nous disons : ce n'est déjà plus le gouvernement qui prend les décisions fondamentales. Pourquoi, alors, nous préoccuper de savoir si celui-ci est de gauche ou de droite ou du centre, s'il existe vraiment un centre ? Nous considérons qu'au Mexique doit se reconstruire le concept de nation, et reconstruire, ce n'est pas revenir au passé, ce n'est pas retourner à l'époque de Juarez, ni à celle du libéralisme confronté au nouveau conservatisme. Là ne se situe pas l'histoire que nous avons à repêcher. Nous devons reconstruire la nation sur la base des différences, et ces bases consistent en la reconnaissance de la différence."*

Précisément, la révolution mexicaine mettait à l'ordre du jour la constitution de la nation, non sur la base des "différences", mais de l'égalité des droits. Le sous-commandant Marcos rejette cet héritage révolutionnaire et se prononce dans les faits pour la dislocation de la nation mexicaine.

Cela à un moment où le gouvernement Fox est engagé dans la réalisation du plan Puebla-Panama. Il s'agit d'une route stratégique percée à travers toute l'Amérique centrale pour faciliter l'exploitation des richesses de la région. Cet axe de communication traverserait certaines des provinces du Mexique, où se trouvent d'importants gisements encore non exploités. Il s'agit de zones qui, dans le cadre d'un accord Fox-Marcos, deviendraient "autonomes"...

L'appui du Secrétariat unifié, des forces qui ont organisé le sommet de Porto Alegre à une telle politique, confirme la définition donnée dans les conclusions du conseil général à propos du centrisme réactionnaire :

*« Il ne s'agit plus pour le centrisme réactionnaire de se constituer "simplement" en couverture gauche des appareils, en enveloppant d'un langage "trotskyste" une politique d'accompagnement des fronts populaires. Il s'agit d'autre chose (...). Le centrisme réactionnaire, relié à l'opération des ONG, vise directement à la destruction du mouvement ouvrier organisé à travers la transformation des organisations ouvrières en ONG, leur insertion dans la "société civile" et la mise en avant de toutes les formes de budget participatif. »*

## La construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections

Le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale, partant du rapport présenté et de sa discussion, a placé ses travaux sous le signe de la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, perspective inséparable de l'appréciation portée sur la situation mondiale et de la réponse donnée à la question : *"La révolution prolétarienne est-elle à l'ordre du jour ?"*

Il s'agit, pour les sections et les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, de mettre en œuvre, avec tous les autres courants et militants affiliés à l'Entente internationale, les décisions prises en commun : celle concernant la défense de Mumia Abu-Jamal ; celle procédant des décisions du Tribunal Afrique, à savoir la signature en masse de la lettre à Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, qui, au moment même où celle-ci couvre les déchirements les plus meurtriers en Afrique, ose convoquer à Johannesburg, le 31 août, un *"sommet mondial contre le racisme et la xénophobie"* ; celle d'organiser, en liaison avec la conférence de Berlin, une conférence internationale des femmes travailleuses ; celle de donner toute sa place à la construction d'une Internationale révolutionnaire de la jeunesse, à la suite de la conférence de Sao Paulo.

Pour les sections et les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, ces tâches sont reliées entre elles et concourent à donner toute sa définition à la conférence de Berlin. Dans ses conclusions, le conseil général écrivait à ce sujet :

*"La conférence de Berlin doit donc être conçue par nous comme le cadre de regroupement sur une ligne de front unique, dont l'axe est : la lutte contre la déréglementation, c'est la lutte pour la préservation de toutes les réglementations ouvrières, de toutes les conquêtes sociales et démocratiques, c'est la lutte pour la préservation des organisations ouvrières indépendantes. En ce sens, la lutte contre la déréglementation intègre et recoupe la lutte pour la défense de la démocratie, la lutte pour la défense des nations et la lutte pour la paix, contre la dislocation des nations, contre les guerres prétendument ethniques engendrées par l'impérialisme. Il est évident que sur cet axe de front unique, la responsabilité des sections de la IV<sup>e</sup>*

*Internationale ne peut se limiter à faire connaître l'existence de la conférence contre la déréglementation. Nous avons sur ce plan à prendre directement des responsabilités.*"

Pour les sections et les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'accomplissement de ces tâches est lié au renforcement de la IV<sup>e</sup> Internationale, et donc à la construction de ses sections. De ce point de vue, les conclusions du conseil général reviennent sur la signification de la discussion engagée, dans les colonnes de *La Vérité*, avec les militants russes, discussion qui se poursuit dans ce numéro.

*"Elle montre que même dans un pays qui connaît les ravages de la dislocation et de la destruction nées de l'effondrement du régime bureaucratique et de la véritable mafiosisation de l'économie, la classe ouvrière combat pour se préserver comme classe et se reconstituer en saisissant les segments des conquêtes et de l'ensemble des garanties issues d'Octobre 1917. Le recul imposé sur le projet de contre-réforme du Code du travail est le produit de la résistance de larges secteurs du mouvement ouvrier russe — résistance à laquelle, à la place qui est la nôtre et en relation avec l'activité des militants russes, nous avons contribué. Il a une portée à la fois russe et internationale. C'est l'expression en Russie et dans toute l'ex-URSS des processus de résistance par lesquels la classe, pied à pied, cherche à se reconstituer comme classe et à reconstituer ses institutions contre une mafia nomenklaturiste au service de l'impérialisme. Cette résistance se relie au mouvement d'ensemble qui voit, en Inde, en Afrique du Sud et dans le monde entier, les travailleurs chercher à préserver les Codes du travail, les lois du travail, les institutions ouvrières.*

*C'est sur cette ligne que la résolution du conseil général consacrée à la Russie a décidé de convoquer pour la fin de l'année la conférence russe de la IV<sup>e</sup> Internationale, en y associant à la fois les militants d'ores et déjà gagnés au programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et des camarades, courants et militants qui participent à cette discussion, sans pour l'instant avoir rejoint la IV<sup>e</sup> Internationale. D'ores et déjà, le conseil général a, par un vote, enregistré et accepté l'affiliation à la IV<sup>e</sup> Internationale d'une organisation ukrainienne, l'Union de la jeunesse d'Ukraine, qui se reconnaît dans le programme et la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, sur la base d'un texte joint à cette lettre."*

C'est cet ensemble de tâches qui donne son contenu à la discussion préparatoire au V<sup>e</sup> Congrès mondial. Dans ce numéro de *La Vérité*, à partir de l'activité et des discussions dans les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous avons cherché à donner un premier aperçu de cette discussion internationale. Il ne s'agit pas de conclusions, il s'agit d'un moment dans la détermination en commun des tâches et des moyens de les accomplir.

Démontrer le point atteint par la décomposition du système d'exploitation capitaliste et par les menaces qu'il fait peser sur l'avenir même de la civilisation, c'est-à-dire affirmer que *"la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour"*, tout en constatant les coups terribles qui frappent la classe ouvrière, c'est poser la question de la direction de la classe ouvrière. C'est sur cette base qu'a été constituée la IV<sup>e</sup> Internationale. Au lendemain de la défaite de la classe ouvrière en Allemagne, en 1933, Trotsky écrivait :

*"On peut l'affirmer sans la moindre exagération : l'ensemble de la situation mondiale est déterminée par la crise de la direction du prolétariat."*

Dans les conditions d'aujourd'hui, intégrant le point atteint par la décomposition du système capitaliste et l'ensemble des expériences, des victoires comme des défaites de la classe ouvrière, cette affirmation prend toute sa portée. Trotsky ajoutait :

*« La crise de la direction du prolétariat ne peut évidemment être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une très longue durée. Pas d'un processus purement "historique", c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques, organisationnelles, en vue de fusionner les éléments les meilleurs, les plus conscients, du prolétariat mondial, sous un drapeau sans tache, ces éléments dont il faut sans cesse augmenter le nombre et la confiance en eux, dont il faut développer et approfondir les liens avec de plus larges secteurs du prolétariat. »*

L'enjeu du V<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est précisément de constituer un maillon essentiel dans cette "chaîne".

## DOCUMENT

**"Nous serons présents à la conférence de Berlin"****Lettre ouverte des militants américains  
membres du comité du suivi de la conférence de San Francisco  
(11-14 février 2000)**

« A tous ceux qui ont soutenu la conférence mondiale ouvrière ouverte de San Francisco et qui défendent les droits internationaux du travail.

Le 14 février dernier, le comité exécutif national de l'AFL-CIO a adopté une déclaration s'opposant au FTAA (accord de libre commerce des Amériques — ALCA), un accord de "libre commerce" qui étendrait les mesures dévastatrices du NAFTA (accord de libre commerce du Nord de l'Amérique — ALENA) à l'ensemble du continent américain, nord et sud, d'ici à 2005, sinon plus tôt.

Nous pensons qu'il est important que l'ensemble des responsables et militants syndicaux, et défenseurs des droits ouvriers dans le monde entier, aient un exemplaire de ce document, dont nous pensons qu'il peut servir de levier pour organiser le combat contre ces accords de "libre-échange", non seulement en Amérique, mais à l'échelle internationale.

Le comité exécutif national de l'AFL-CIO appelle *"à rejeter le FTAA actuel, à renoncer au modèle du NAFTA de défense des privilèges des trusts qui a été un échec et à réorienter les négociations vers un nouveau modèle mondial donnant la priorité à la justice, la démocratie et à un développement durable"*.

La déclaration de l'AFL-CIO dénonce le NAFTA dans des termes sans appel : *"Tout indique que le FTAA reprend le modèle du NAFTA, un modèle qui, de notre point de vue, représente un échec total, qui n'a apporté aucun des bénéfices promis aux citoyens de chacun des trois pays d'Amérique du Nord. Le principal résultat du NAFTA a été de renforcer les capacités offensives et la puissance des multinationales, de limiter la possibilité pour les gouvernements de légiférer dans l'intérêt public et de forcer les travailleurs à se concurrencer plus sévèrement entre eux — ce qui accroît la pression pour abaisser leur niveau de vie, tout en diminuant leurs droits et leur niveau de protection."*

S'organiser pour bloquer le FTAA, pour faire abroger le NAFTA et pour promouvoir la législation des droits du travail impérative pour tous, tel est précisément le but de la conférence trinationale contre la déréglementation, "le libre commerce" et la privatisation, qui se tiendra à Mexico, les 26 et 27 mai 2001.

Cette conférence est organisée par un large éventail de syndicalistes, de militants et d'organisations du Mexique. L'appel à cette conférence a été contresigné par le comité de suivi de la Conférence mondiale pour la défense de l'indépendance des syndicats et des droits démocratiques.

Un autre but essentiel de la conférence trinationale de Mexico est d'organiser un large soutien au Mexique, aux Etats-Unis et au Canada pour la conférence internationale contre la déréglementation et pour les droits du travail pour tous, qui doit se tenir à Berlin en Allemagne en février 2002.

Nous appelons instamment tous les dirigeants et militants syndicaux, tous les défenseurs des droits du travail, à préparer et à participer à la conférence trinationale de Mexico, les 26 et 27 mai 2001, et à la conférence internationale contre la déréglementation de février 2002.

Nous serons présents et nous vous appelons à nous rejoindre pour qu'ensemble, nous puissions forger la réponse mondiale unie à l'offensive du capitalisme mondial.

Les travailleurs sont en mouvement. Plus de frontières. Par la lutte commune, nous vaincrons !  
Fraternellement. »

**Jack Henning, secrétaire général honoraire  
de l'AFL-CIO de Californie ;**

**Walter Johnson, secrétaire général de l'AFL-CIO de San Francisco ;**

**Baldemar Velazquez, président du Comité d'organisation des travailleurs agricoles (AFL-CIO) ;**

**Ed Rosario, coordinateur de la CMO,  
président du Comité pour la défense des travailleurs latino-américains de l'AFL-CIO  
à San Francisco ;**

**Nancy Wohlforth, secrétaire de l'OPEIU local 3  
(AFL-CIO), vice-présidente de la fédération de Californie de l'AFL-CIO ;**

**Frank Martin Del Campo, comité national exécutif du comité pour la défense  
des travailleurs latino-américains (AFL-CIO) ;**

**Alan Benjamin, coordinateur adjoint de la CMO, OPEIU local 3, et SF LCLAA (AFL-CIO).**

# Dialogue avec des militants "soviétiques" (III)

La discussion avec des militants "soviétiques", militants de Russie et d'autres républiques de l'ex-Union soviétique, avait commencé dans le n° 632 (septembre 2000) de *La Vérité*, sur la base d'une première réponse.

Cette réponse était adressée à des militants qui, sur bien des points, avaient des positions politiques différentes, mais qui partageaient la conviction qu'il fallait lutter contre la destruction par les privatisations signifiant une véritable catastrophe, que la révolution d'Octobre restait vivante et que sa légitimité était internationale (c'est ainsi que les camarades de l'Union de la jeunesse d'Ukraine écrivaient : "*Ce n'est qu'ensemble que nous avons une chance de mener à bien ce que nous avons entrepris en 1917*").

La discussion, depuis, s'est poursuivie. Elle s'est poursuivie en relation avec le combat des travailleurs russes, en particulier le combat contre l'adoption d'un nouveau Code du travail, qui aurait liquidé les droits des travailleurs russes. Ce combat, assurant l'unité sur ce point, refusant d'être dévoyé ou utilisé à d'autres fins, a contraint pour la seconde fois le gouvernement Poutine à reculer. Le projet de nouveau Code du travail n'a pas été présenté à la Douma...

Dans le n° 633 (janvier 2001) de *La Vérité*, ont été présentés une série de documents émanant de militants et de groupes agissant en Russie et dans d'autres républiques.

Cette fois, *La Vérité* publie deux textes : une lettre de la commission russe de la IV<sup>e</sup> Internationale adressée à tous ceux qui se sont associés à cette discussion et la déclaration de l'Union de la jeunesse d'Ukraine demandant son adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Poursuivons la discussion

Chers amis et camarades,

Nous avons engagé entre nous, depuis un temps plus ou moins long selon les cas, un dialogue qui, nous semble-t-il, a permis d'aboutir à plusieurs constats communs.

L'impérialisme a exercé une pression croissante sur l'URSS à partir de la présidence de Reagan et, sous cette pression, la nomenklatura s'est engagée ouvertement dans la voie de la restauration de la propriété privée des moyens de production. Elle porte donc la responsabilité première de l'effondrement de l'URSS et de la dislocation ultérieure de l'économie soviétique.

L'effondrement de l'URSS a incontestablement donné un coup de fouet à l'offensive du capital pour instaurer la déréglementation généralisée, pour démanteler dans le monde entier — y compris aux Etats-Unis — les conquêtes sociales et pour abaisser le "coût du travail". L'entreprise de restauration capitaliste dans l'ex-URSS a accéléré le processus engagé à l'échelle de la planète.

Ce faisant, elle a aussi accéléré considérablement et parachevé le processus de transformation de la nomenklatura en une couche de privatiseurs mafieux, qui pillent et détruisent l'économie de la Russie au compte de leurs intérêts particuliers et des intérêts généraux de l'impérialisme.

La privatisation-destruction, la politique de baisse systématique du travail, la fermeture des mines, l'offensive contre le Code du travail sont le produit d'une politique internationale de l'impérialisme, menée par ses organisations internationales (FMI, OMC, Banque mondiale, OTAN, etc.), qui agissent comme autant d'instruments du protectorat américain sur les différents pays. Ce protectorat améri-

cain menace l'existence des nations historiques : il a ainsi démantelé la Yougoslavie, disloquée aujourd'hui en six mini-Etats croupions. Cette tentative d'instaurer le protectorat américain prend des formes encore jamais vues ; ainsi, le Mexique a aujourd'hui comme président un ancien gérant de la firme Coca-Cola (Vincente Fox) et la Lituanie un émigré au nom américanisé, devenu citoyen américain, qui a servi trente ans dans les services fédéraux américains (Adamkus).

Cette politique, à l'échelle internationale, tente d'intégrer et de détruire les organisations de la classe ouvrière. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme — Lénine l'a depuis longtemps expliqué —, a parachevé la constitution d'une économie mondiale et d'un marché mondial. La politique du capital est donc plus que jamais mondiale, la solidarité internationale des travailleurs est donc un élément important de la résistance des travailleurs dans tous les pays.

Si nous sommes, semble-t-il, d'accord là-dessus, il nous faut ensemble poursuivre la discussion sur les conséquences de ces constats en confrontant nos points de vue, qui peuvent légitimement être différents sur de nombreux points, puisque nos traditions et notre héritage politiques sont différents.

La solidarité internationale des travailleurs est importante face à l'offensive du capital, comme le souligne Evgueny Kozlov dans le document qu'il a adressé à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples à propos du combat commun mené contre le projet gouvernemental russe de Code du travail, mais elle ne peut à elle seule suffire, même si elle fonde les possibilités de construction d'une véritable union internationale des travailleurs. La politique destructrice du capitalisme étant une politique mondiale menée par des institutions mondiales, la classe

ouvrière ne peut, en effet, organiser sa résistance globale à cette politique pour la mettre en échec que si elle se dote d'une organisation internationale de combat.

Pour notre part, nous considérons qu'une organisation politique de la classe ouvrière, surtout internationale, ne peut mener un combat efficace que si elle s'attache à comprendre les raisons de la situation en liaison avec l'évolution du capitalisme et les rapports de forces entre le capital et la classe ouvrière, et à définir une perspective historique.

C'est ce qui a caractérisé la formation de la Première, de la II<sup>e</sup>, de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> Internationales. Les trois premières sont mortes : la première a été tuée par l'écrasement sanglant de la Commune de Paris, sans avoir failli à sa tâche ; la deuxième s'est effondrée face à la première guerre impérialiste ; la troisième a été dissoute par Staline en mai 1943, dans le cours de la Seconde Guerre mondiale, menant ainsi, selon nous, à leur terme les conséquences de la proclamation du socialisme dans un seul pays (1), après que la III<sup>e</sup> Internationale se fut révélée incapable de mobiliser la classe ouvrière allemande face à la montée du nazisme, qui a ouvert la période de la préparation de la guerre ouverte contre l'URSS.

La IV<sup>e</sup> Internationale s'est constituée en 1938, à la veille de la guerre qui venait et de la dislocation prévisible de la III<sup>e</sup> Internationale. Elle s'est constituée en affirmant que le capitalisme pourrissant entraînait l'humanité dans la barbarie, que la bureaucratie (ou nomenklatura) entraînait l'URSS vers la restauration du capitalisme, que la défense indispensable de l'URSS — c'est-à-dire la défense des conquêtes d'Octobre — exigeait en même temps, comme une de ses conditions fondamentales, la lutte pour la révolution socialiste dans les pays avancés et la lutte pour l'indépendance des pays coloniaux. La IV<sup>e</sup> Internationale a dès le début affirmé qu'il y avait un lien indissoluble entre les intérêts des masses soviétiques et la défense de l'URSS, d'un côté, et, de l'autre, la lutte pour l'émancipation du prolétariat et des peuples opprimés dans le reste du monde. Ne faut-il pas constater que si la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas été en

mesure de modifier le cours des événements dans ce sens, pour des raisons qu'il importe de discuter, mais qui dépassent le cadre de cette lettre, l'analyse et les perspectives sur lesquelles elle a été fondée ont été vérifiées par l'histoire et restent donc valables et actuelles ?

Dans les années 1920, des milliers de cadres bolcheviques ont sincèrement cru qu'il était possible de combattre le capitalisme chez eux, quoi qu'il se passe à l'extérieur, en construisant une forteresse socialiste dans leur pays, l'Union soviétique, et en édifiant un mur face au capitalisme. Est-il possible de définir une perspective politique dans la Russie ou dans l'Ukraine d'aujourd'hui sans s'interroger sur les raisons qui ont mené à l'effondrement de cette forteresse, qui a pu résister à l'offensive militaire de la barbarie nazie, mais n'a pu finalement résister à la pression de l'impérialisme relayé à l'intérieur même du pays par la couche bureaucratique ?

On attribue parfois en Russie à un "complot" extérieur l'effondrement de l'URSS. Certes, dès le lendemain de la révolution d'Octobre, dès la formation de l'URSS, toutes les forces attachées à la propriété privée des moyens de production ont tenté de faire revenir le pays en arrière, de liquider la révolution et son héritage. L'URSS a pu de longues années résister à cette pression grâce à la socialisation de la propriété.

Mais la justification historique du socialisme est de constituer une forme économique et sociale supérieure au capitalisme ; s'il avait été possible de construire effectivement le socialisme en URSS, si l'URSS était réellement un pays socialiste, un complot extérieur et la trahison d'un bureau politique ou même d'un comité central ne pourraient renverser des rapports sociaux plus solides que ceux du capitalisme. N'est-il pas évident que les

(1) Rappelons qu'au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, présentant la politique de la NEP aux délégués des partis communistes réunis, Lénine affirmait le lien indissoluble entre la défense de l'URSS et les intérêts et les combats de la classe ouvrière internationale, dont il présentait la défense de l'URSS comme un élément constitutif (Lénine, *Œuvres complètes*).

forces concourant au rétablissement destructeur du capitalisme se trouvaient à l'intérieur même de l'URSS et ne se réduisent pas à une poignée de dirigeants politiques fascinés par l'Occident ou corrompus ? C'est pourquoi, à notre sens, il faut bien essayer de comprendre ce qui s'est passé hier pour agir aujourd'hui.

Certains d'entre vous défendent la mémoire de Staline. Nous nous sommes toujours prononcés pour la défense de l'URSS sans condition, tout en soulignant à quel point la politique de Staline affaiblissait, à notre sens, les capacités de défense mêmes de l'URSS. Ceux d'entre vous qui défendent la mémoire de Staline estiment qu'il a, à partir d'octobre 1941, dans des conditions très difficiles, organisé la résistance victorieuse des peuples soviétiques à l'agression nazie, pendant que les pays impérialistes alliés (les Etats-Unis et la Grande-Bretagne) refusaient obstinément d'ouvrir un second front en France, afin de laisser les nazis saigner l'URSS au maximum et de défendre l'empire colonial britannique et la mainmise américaine sur l'économie mondiale.

Ceux d'entre vous qui défendent ainsi Staline opposent l'image du défenseur de l'indépendance nationale pendant la guerre aux agents directs de l'impérialisme américain qui règnent sur la Russie depuis 1991. Mais nous posons la question : ne faut-il pas se demander d'où sortent ces derniers ? N'est-ce pas sous Staline que les Brejnev, Kossyguine, Souslov, Gromyko, Oustinov, Tchernenko ont commencé leur carrière, qui allait les mener à diriger l'URSS jusqu'au milieu des années 1980, avant de la transmettre à des hommes formés du même milieu, les Gorbatchev, Ligatchev, Iakovlev, Eltsine ?

Certes, la nomenklatura se conduisait plus modestement sous Staline : ses aspirations à restaurer la propriété privée étaient plus discrètes et étaient contraintes. Mais les mafias bureaucratiques ont commencé à se former alors. Lorsqu'en 1948, le comité du contrôle d'Etat s'en est pris à la mafia de Baguirov, l'ami de Beria, qui mettait l'Azerbaïdjan en coupe réglée, Staline a défendu Baguirov et désavoué le comité du contrôle d'Etat. C'est un fait que chacun peut vérifier.

L'Azerbaïdjan de Baguirov, la Géorgie de Mgueladzé — le secrétaire du PC de Géorgie, qui s'est fait construire un palais de marbre en rognant le magnifique jardin zoologique de Tbilissi — annoncent déjà les mafias qui prospèrent sous Brejnev — comme la mafia du coton de Rachidov, en Ouzbekistan —, qui se déchaînent sous Gorbatchev, ne se contentant plus de piller la propriété d'Etat et se la partageant à coups de kalachnikov sous Eltsine et Poutine.

Ces mafias se comportent comme les groupes similaires qui prospèrent dans l'économie capitaliste, au sein même d'une économie spéculative, dont les seuls éléments dynamiques sont le trafic de drogue, la prostitution et le développement fantastique du capital fictif (la spéculation boursière), trois des formes les plus aiguës du pourrissement du système capitaliste. Or ces mafias se sont constituées au cœur même de la nomenklatura nationale et sont en même temps un relais de la bourgeoisie mondiale, plus exactement aujourd'hui américaine.

Pour se défendre et se battre contre les conséquences du pourrissement du capitalisme, la classe ouvrière a besoin d'un parti à elle, indépendant de l'Etat et des patrons, et de syndicats indépendants, dont la défense ou la création sont un enjeu de la lutte des classes.

Or chacun de nous peut le constater : le mouvement ouvrier mondial traverse une effroyable crise. On ne peut, nous semble-t-il, discuter des perspectives d'organisation et d'action en oubliant la réalité internationale de cette crise.

Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale en soulignait déjà l'ampleur, aujourd'hui décuplée. Dans tous les pays où elles existent, les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale mettent au premier rang de leur combat et de leurs objectifs la défense de l'indépendance des syndicats et la constitution de partis ouvriers indépendants. Force est de constater que seules les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale mènent, à l'échelle du globe, un combat permanent à cette fin.

Le récent sommet de Porto Alegre, dont nous vous joignons une brève analyse,



montre que de nombreuses autres forces, qui se disent de "gauche", voire "révolutionnaires", tournent le dos à cette nécessité en voulant lier le mouvement ouvrier à la "société civile", c'est-à-dire à une organisation de la société où les classes et leurs intérêts antagoniques disparaîtraient, où patrons et ouvriers, licenciés et licenciés sont mis sur le même plan : c'est ce qu'en Occident nous appelons le "corporatisme".

Nous vous proposons de discuter avec nous de cette analyse et de ces prolongements pratiques.

Si nous sommes en effet d'accord pour considérer que la lutte contre le capital, la déréglementation, la désindustrialisation, la dislocation de la classe ouvrière — le cœur même des forces productives — est par essence internationale.

Si nous sommes d'accord pour considérer qu'elle ne naît pas d'aujourd'hui, ni des récents développements, mais qu'elle a ses racines mêmes dans toute l'histoire de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, de la lutte de la classe ouvrière pendant cette période et des difficultés qu'elle a rencontrées, des obstacles auxquels elle s'est heurtée.

Si nous sommes d'accord donc pour considérer que cette lutte s'appuie sur la tradition des générations antérieures, qu'elle doit la continuer et en tirer les leçons, nous vous proposons d'engager avec nous une discussion sur les formes d'organisation correspondant à cette nécessité.

Nous vous proposons de la mener dans le cadre d'une activité pratique exprimant cette réalité internationale et cette continuité, et nous vous proposons donc de

poursuivre la discussion avec nous autour de la question : est-il possible de construire en Russie une section russe de la IV<sup>e</sup> Internationale, se donnant comme objectif premier de participer au rassemblement de forces pour constituer un parti ouvrier indépendant de la classe ouvrière russe, disons le continuateur du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, fondé à Minsk en 1898 ?

Pour notre part, nous pensons que c'est à la fois utile, possible et nécessaire, pour les mêmes raisons pour lesquelles Lénine jugeait nécessaire, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de constituer en Russie un réseau de militants conscients dans le cadre et comme branche de l'organisation internationale de la classe ouvrière que constituait alors la Deuxième Internationale.

Les éléments d'un parti ouvrier indépendant existent, sans aucun doute, en Russie : les milliers de militants syndicaux qui se sont mobilisés contre le projet gouvernemental de Code du travail, ceux qui se sont rassemblés à Leningrad, par exemple, dans le Comité d'actions unies pour le retrait du Code du travail en sont des éléments constitutifs, à condition qu'existe une force qui se fixe l'objectif de les unir dans un parti de ce type. C'est en premier lieu pour développer cette activité, en liaison avec les forces qui la mènent à l'échelle internationale, que nous vous proposons de discuter avec nous de la possibilité de construire une section russe de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se fixe ce but en Russie comme dans les autres pays.

**La commission russe  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

## Lettre ouverte de l'Union de la jeunesse (Ukraine)

# **"Nous demandons l'adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale"**

"L'Union de la jeunesse" a été fondée en 1998-1999 par des étudiants et des jeunes ouvriers. Auparavant, la plupart de nos camarades étaient membres du syndicat d'étudiants "Action directe". Le syndicat unissait des représentants de différents mouvements politiques de gauche (des anarchistes, des staliniens, des trotskystes). En 1995, pour la première fois, nous sommes entrés en contact avec des camarades du Parti des travailleurs en France et, en octobre 1996, notre représentant a pris part à la III<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte, à Paris.

Mais en 1997, l'Ukraine, sous la pression du FMI, a adopté une loi antisyndicale. Cette loi a interdit de fonder des syndicats s'ils ne réunissent pas 80 % des ouvriers (ou des étudiants) dans 80 % des entreprises (ou des universités), des secteurs économiques (ou des établissements d'enseignement). En 1997, le syndicat "Action directe" n'était pas en mesure de réunir une telle quantité de membres (près de 500 000 étudiants). C'est pourquoi notre syndicat s'est disloqué. Des anarchistes, des staliniens ont fondé des petits groupes ou sont devenus membres des organisations existantes.

Mais les partis de "gauche" ou les syndicats officiels (partisans des syndicats soviétiques) ne nous convenaient vraiment pas. Au Parlement, les traîtres au socialisme, aux ouvriers (des partis "communistes", "socialistes", "sociaux-démocrates") ont fait la preuve de leur union totale avec les partis bourgeois qui soutiennent les plans du FMI concernant l'Ukraine.

Fin 1998-début 1999, des jeunes militants des organisations et des syndicats ouvriers et étudiants ont fondé une organi-

sation politique, l'Union de la jeunesse d'Ukraine. Pour le moment, nous sommes organisés à Kiev, à Soumé, à Gétomér, à Lougansk, dans la région de Vinétsia, à Donetsk, à Odessa.

Dans son activité, l'Union de la jeunesse a tissé des liens avec des militants d'organisations et de syndicats ouvriers (mineurs, métallurgistes, enseignants, médecins, ouvriers du métro, travailleurs du bâtiment, paysans, étudiants). La tâche essentielle de l'Union de la jeunesse est de contribuer à la fondation d'une organisation puissante, capable de lutter pour les droits des ouvriers et d'orienter le parti ouvrier suivant la pensée marxiste, révolutionnaire. C'est pourquoi nous nous efforçons de gagner des étudiants à notre cause.

L'Union de la jeunesse publie un bulletin. Auparavant, ce bulletin était diffusé à 300 exemplaires parmi des militants. Mais, en raison de difficultés financières, nous avons dû suspendre la publication sous cette forme. Pour l'heure, nous publions le bulletin à 50 exemplaires (sur commande des militants dans des régions) et il est accessible sur Internet (partout en Ukraine, il y a possibilité d'accès gratuit à Internet). Mais on ne peut pas remplacer une publication par un bulletin électronique : c'est pourquoi nous étudions la possibilité de faire repaître notre bulletin imprimé avec un tirage plus important pour en assurer la diffusion.

Nous voulons que notre organisation devienne populaire parmi les militants ouvriers et étudiants. Nous aspirons à exercer une influence et une autorité politiques auprès de militants des organisations ouvrières et syndicales.

Nous voulons que des ouvriers soutiennent nos idées. Pour chaque travailleur, la lutte va devenir essentielle. Cette tactique est l'activité essentielle de l'Union de la jeunesse.

---

## NOTRE POSITION

---

A ce passage du millénaire, nous voyons l'abîme béant entre riches et pauvres. La globalisation montre que, pour l'essentiel, le capitalisme ne change pas. Au contraire, la globalisation des relations capitalistes foule aux pieds les droits des travailleurs. La globalisation est un processus de distribution inégale de la richesse ; elle est un instrument de la compétition engagée par les Etats-Unis pour l'hégémonie économique sur le monde. L'ancien président américain, Clinton, dit que la globalisation est le déploiement économique le plus vaste de l'histoire des Etats-Unis.

Des guerres éclatent à cause de la privatisation globale, de la déréglementation et de l'aggravation des contradictions de l'économie capitaliste. La globalisation s'attaque aux droits ouvriers. En luttant pour leurs droits, les ouvriers de nombreux pays sont parvenus à reconquérir des garanties progressives de défense des intérêts du travailleur. La globalisation intègre la législation du travail dans un code de bonne conduite. FMI et Banque mondiale sont à la tête des processus de la globalisation qui, au nom des "réformes capitalistes" dans de nombreux pays du monde, détruit les garanties des travailleurs et les droits des ouvriers. C'est le symbole de la bourgeoisie qui veut tout contrôler.

---

## ACCENTUATION DES CONTRADICTIONS DE CLASSES EN UKRAINE

---

En Ukraine, l'union du grand capital de monopole avec le pouvoir d'Etat, le régime de notre pays, présente des traits "oligarchiques".

L'Union de la jeunesse s'est constituée depuis peu et les membres du parti sont des étudiants et des jeunes ouvriers.

Mais le but de notre existence est d'aider au travail de civilisation dans le milieu ouvrier. Nous nous efforçons de réunir autour de nous la partie progressive des militants du mouvement ouvrier, syndical, étudiant, pour fonder le centre unique de "nouvelle résistance" au régime politique.

Mais nous avons quelques problèmes. Premièrement, le rôle des étudiants dans la lutte des ouvriers pour leurs droits en Ukraine n'est pas assez important et il s'agit au contraire de la nature contre-révolutionnaire des étudiants ukrainiens. La bourgeoisie tient la plupart des établissements d'enseignement supérieur sous son contrôle. En fait, début 1995, on a pu noter la tendance à évincer les représentants des familles ouvrières et paysannes des établissements, qui deviennent les casernes de l'éducation de la nouvelle classe des riches.

Intervenant dans la jeunesse, nous estimons qu'en premier lieu les organisations marxistes doivent s'adresser aux jeunes ouvriers et étudiants qui sont ouverts à nos idées. La jeunesse doit collaborer avec le mouvement ouvrier et syndical. Ainsi, les étudiants, comme individus, peuvent devenir membres du mouvement ouvrier, lutter pour les droits. Cette tactique nous permet d'éviter le dogmatisme propre aux groupuscules des nouvelles "gauches" et des prétendus "trotskystes". Nous considérons que le mouvement ouvrier constitue par lui-même un programme.

Selon Marx, "*chaque pas pratique est plus précieux que dix programmes*". C'est pourquoi, dans les pays de l'ex-URSS, il faut refuser la méthode dogmatique de recherche de partisans dans le mouvement des "gauches".

Au cours des dix dernières années, des mouvements de jeunes socialistes (féministes, écologistes, antifascistes) se sont peu à peu développés. Ils peuvent être la base pour le nouveau mouvement de "gauche".

L'heure est venue pour de nouvelles organisations, qui reflètent les intérêts des jeunes, luttant contre la déréglementation mondiale et nationale.

Après la mise en application de la nouvelle législation sur les syndicats, en 1997, en Ukraine, le mouvement syndical indépendant de jeunes a été détruit.

Mais aujourd'hui, face à l'aggravation de la crise du capitalisme, il est temps de fonder le syndicat commun indépendant d'étudiants, qui unisse des organisations ouvrières et paysannes sous le drapeau du marxisme.

Nous, jeunes marxistes, nous devons nous unir. Ce n'est qu'en conjuguant nos efforts que nous pouvons atteindre la paix.

C'est pourquoi, nous, l'Union de la jeunesse, nous demandons l'adhésion de notre organisation à la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous avons besoin du soutien et de la solidarité mondiale. La conférence de l'Union de la jeunesse a examiné les documents programmatiques et politiques de la IV<sup>e</sup> Internationale et a décidé de s'y rallier.

Rappelons qu'il est impossible d'arrêter la déréglementation et de construire le socialisme dans un seul pays. C'est au niveau mondial que la révolution peut éclater. C'est en unissant toutes les forces progressives de la planète que nous remportons le succès dont rêvaient sans cesse nos prédécesseurs. Nous, la nouvelle génération, devons brandir ce drapeau et le faire connaître au monde entier. L'union fait la force.

# Après le Forum social mondial de Porto Alegre (25-30 janvier 2001)

Par Jean-Pierre Raffi

Dans notre précédent numéro, à la veille du Forum social mondial de Porto Alegre, nous portions une appréciation sur ce forum, qu'on nous présentait comme l'«*émergence d'un nouvel internationalisme*», et sur ATTAC, son principal organisateur. Nous dénoncions ce «*sommet*» bénéficiant des faveurs de l'ONU et de la Banque mondiale, où «*les organisations syndicales (étaient) conviées à participer — comme composantes parmi d'autres de la "société civile" — à l'élaboration de "propositions" incluant la "dimension sociale" des politiques d'ajustement structurel*». Le but d'une telle entreprise, expliquions-nous, était, au nom de l'«*humanisation de la mondialisation*», d'intégrer les organisations ouvrières indépendantes, et donc de remettre en cause leur existence elle-même.

«*N'y allez-vous pas quand même un peu fort ?*», nous dit-on parfois. Au regard des faits, nous ne le pensons pas. Mais c'est évidemment le droit de tout travailleur et de tout militant qui s'intéresse à notre courant d'exiger que nous prouvions par les faits — et même plutôt deux fois qu'une — les opinions que nous portons sur la situation et sur les actes des autres partis et groupements politiques.

Le Forum social mondial s'est tenu du 25 au 30 janvier 2001 sous les projecteurs médiatiques, couvert par un véritable feu d'artifice de louanges planétaires, avec, comme «*symbole fort*», le «*grand débat vidéo*» reliant Davos (le forum économique) à Porto Alegre (le forum social). Ses conclusions sont connues. Nous allons donc les examiner et montrer combien elles justifient le jugement que nous avons porté et, en conséquence, notre appel à combattre cette entreprise réactionnaire et à se regrouper sur le terrain de l'indépendance de classe pour la défense des organisations ouvrières indépendantes et des droits ouvriers.

---

**“NOUS NE SOMMES PAS  
CONTRE LA GLOBALISATION...”**  
(BERNARD CASSEN,  
PRÉSIDENT D'ATTAC)

---

Officiellement, il n'y a pas eu de déclaration finale du Forum de Porto Alegre. Plusieurs textes ont été néanmoins adoptés. L'un de ces textes est intitulé : “*Appel de Porto Alegre pour les prochaines mobilisations.*” Il invite à rejeter “*les politiques néolibérales de l'actuelle globalisation.*”

Les mots sont parfaitement pesés : “*politiques néolibérales*”, “*actuelle globalisation*”. Porte-parole d'ATTAC, M. Cassen, rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, s'en est expliqué à plusieurs reprises en se défendant d'être contre la globalisation :

*“Nous sommes contre la globalisation telle qu'elle se fait aujourd'hui.”*

Président du conseil scientifique d'ATTAC, René Passet, professeur d'économie politique à Paris-I, est même l'auteur d'un livre qui porte comme sous-titre “*L'éloge de la mondialisation*”. A l'émission “*Rue des entrepreneurs*”, le 27 janvier, sur France Inter, il revendiquait pleinement ce sous-titre en déclarant :

*“On nous présente souvent comme des antimondialisation ; je ne le supporte plus.”*

S'adressant au méga-spéculateur George Soros et aux autres représentants des multinationales présentes à Davos, M. Cassen les enjoignait

*“à redescendre sur terre. Etes-vous prêts à vous placer non plus du point de vue de la finance et des multinationales, mais du point de vue des sociétés, nous vous demandons simplement de revenir avec nous, dans la société, et non pas de continuer à voir la société comme une ressource pour vous, pour vos spéculations, pour vos profits.”*

Tous frères en Jésus-Christ au sein de l'“autre mondialisation” ! Le milliardaire spéculateur et le gosse du Bangladesh

condamné à travailler dès l'âge de 6 ou 7 ans pour trois fois rien, mais trois fois rien sans lesquels sa famille entière serait condamnée à mourir. Tous frères en l'“autre mondialisation” ! M. Jean-Marie Messier, P-DG de Vivendi Universal — qui déclarait à Davos : “*Si je suis invité l'an prochain à Porto Alegre, j'irai certainement*” —, et les milliers de salariés de ce groupe capitaliste, dont un article du *Financial Times* annonçait le même jour qu'ils faisaient l'objet d'un vaste programme de licenciements signé Jean-Marie Messier.

Cette idéologie à un nom : c'est le corporatisme, la soumission des intérêts ouvriers à ceux du capital, au nom du prétendu “*intérêt commun*”. C'est la négation de la lutte des classes, la recherche d'un consensus entre “*la société civile d'en bas* (Porto Alegre) et la société civile d'en haut présente au Forum économique mondial de Davos”, pour reprendre les termes du *Courrier d'information* d'ATTAC (n° 217, vendredi 9 mars).

Cette idéologie à un axe politique : pas question de remettre en cause la propriété privée des moyens de production. « *Le mythe “du passé faisons table rase” conduit à la barbarie. Il faut lier révolution et conservation* », écrit l'un de ses penseurs, Edgar Morin, interviewé dans *Libération*, le 5 février dernier, à propos de Porto Alegre.

S'il ne s'agit plus de “faire table rase” de l'exploitation et de l'oppression à laquelle, dans le monde entier, le capital soumet la classe ouvrière et les peuples, alors, il ne reste plus qu'à “accompagner”. C'est précisément ce à quoi se sont employés tous ceux qui s'étaient donné rendez-vous à Porto Alegre.

Parmi ceux-ci, M. Huwart, secrétaire d'Etat au “Commerce extérieur” du gouvernement de la “gauche plurielle” (1). Il est revenu de Porto Alegre parfaitement satisfait :

---

(1) Le gouvernement Jospin avait dépêché deux de ses ministres à Davos et deux autres à Porto Alegre. Complémentarité oblige. Les ministres “pluriels” François Huwart et Hascoët étaient à Porto Alegre ; tout aussi “pluriels”, Fabius et Moscovici étaient à Davos.

« *Le Forum social n'a pas débouché sur une "internationale rebelle" ou "sur une résistance mondiale à l'OMC", il y a là une inflexion dans la démarche et une preuve de maturité. De la contestation, on est passé à la conviction que (la) démocratie participative peut trouver une place au sein même des institutions internationales, sans en nier la légitimité.* »

Garantir la légitimité des "institutions internationales" (la Banque mondiale, l'Union européenne...) : comment ne serait-il pas satisfait, le représentant d'un gouvernement qui, au nom des directives de l'Union européenne, vient justement de rétablir le travail des enfants dès l'âge de 13 ans, remettre en cause les droits au congé de maternité des femmes au travail...

---

### LEUR PRINCIPAL SOUCI : "COMMENT ÉVITER L'EFFET BOOMERANG ?"

---

"*Les dangers d'un monde divisé*" : c'était le titre et le thème d'un article paru dans le *Financial Times* sous la plume du directeur du Forum économique de Davos.

S'adressant, depuis Davos, aux organisateurs de Porto Alegre, John Ruggie, représentant de l'ONU, alertait, lui aussi :

*"Nous avons créé uniquement un espace économique mondial dans lequel il n'y a pas place pour le social, l'environnement (...). Et, à moins que nous ne travaillions ensemble (...), il y aura un effet boomerang."*

### Davos-Porto Alegre : rencontre au sommet...

Au moment où ATTAC réunissait à Porto Alegre (Brésil) le Forum social mondial, se tenait à Davos (Suisse) le Forum économique mondial, qui réunit, depuis 1970, économistes, ministres de l'Économie, dirigeants de multinationales et leaders des institutions internationales du capital financier.

La coïncidence de date n'est pas fortuite, elle était même programmée par les organisateurs de Porto Alegre, qui, en retour, ont bénéficié d'un patronage de choix : celui du secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan. Dans une lettre au gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul, Olívio Dutra, M. Annan souhaitait "*tout le succès possible au forum*", qui, selon lui, s'inscrivait parfaitement dans la continuité du "*Sommet du millénaire des Nations unies, et la déclaration officielle adoptée par la réunion démontre que souligner les bénéfices inégaux de la globalisation et mettre en place des actions urgentes pour améliorer partout la vie des hommes sont parmi les plus hautes priorités de la communauté internationale*".

Rappelons que le "Sommet du millénaire de l'ONU" (septembre 2000) s'est conclu par un appel à "*la mise en œuvre de la libre concurrence dans le monde entier comme le seul véhicule viable pour la prospérité*", considérant qu'il est "*nécessaire d'étendre les avantages de ce système de libre commerce à l'ensemble des peuples*" (les travailleurs, dans tous les pays où la privatisation massive des entreprises publiques et nationalisées a provoqué des millions de licenciements, le chômage, la destruction massive de la production, apprécieront).

La "*prospérité des peuples*", parlons-en ! L'ONU, qui a donné son aval aux bombardements de l'OTAN contre le peuple irakien et ceux de l'ex-Yougoslavie, s'y connaît !

Reste que M. le Secrétaire général était bien soucieux : il savait où il voulait en venir : établir un "*bloc compact entre les chefs d'entreprise, la société civile et les Nations unies*". Mais alors qu'il s'y emploie déjà depuis pas mal de temps avec les autres institutions, la Banque mondiale, l'Union européenne... et les gouvernements, il ne savait pas trop bien comment y parvenir. Que lui manquait-il ? Il lui manquait le Forum de Porto Alegre, réunissant la "société civile", les ONG, des syndicats, une brochette de ministres, des chefs d'entreprise...

Ce qu'ils craignent, c'est que la résistance difficile, opiniâtre, constante, que les masses opposent à leurs plans explose et déborde tous les obstacles dressés sur son chemin.

L'OCDE a consacré un véritable manuel de stratégie et de tactique visant à répondre à ce problème. Un recueil d'instructions pour les gouvernements confrontés aux difficultés de la mise en œuvre d'un "plan d'ajustement structurel". Au chapitre "*Comment éviter les risques politiques ?*", les auteurs examinent ce qu'ils considèrent comme l'un des principaux obstacles :

*"Plus il existe des groupes d'intérêt puissants et bien organisés, plus la marge de manœuvre du gouvernement est réduite."*

Au premier rang de ces "groupes d'intérêt", les auteurs classent bien entendu "les syndicats". Il en découle la stratégie visant à réduire, démanteler ces "obstacles". Par exemple :

*"La réduction des salaires et de l'emploi dans l'administration et dans les entreprises parapubliques figure, habituellement, parmi les principales mesures des programmes de stabilisation. En principe, elle est moins dangereuse politiquement que la hausse des prix à la consommation : elle suscite des grèves plutôt que des manifestations."*

Mais, elle touche "*des secteurs où la proportion de syndiqués est la plus élevée (...), où la grève peut être une arme très efficace*". Le gouvernement devra agir afin

*"d'expliquer que le FMI imposant une baisse de 20 % de la masse salariale, le seul choix possible est de licencier ou de réduire les salaires et qu'il préfère la seconde solution dans l'intérêt de tous"*.

C'est l'argument du "bien commun", celui du "partage du travail et des revenus". Argument commun à l'Union européenne à la "gauche plurielle" en France et à tous les gouvernements au monde. Une politique qui vise à imposer aux organisations syndicales, au nom de l'"intérêt commun", l'abandon de la défense des intérêts de classe de leurs mandants. Autrement dit, leur suicide en tant qu'organisations de classe indépendantes.

---

## C'EST LÀ QU'INTERVIENT LA PRÉTENDUE "SOCIÉTÉ CIVILE"...

---

Pour "*atténuer*" les "*divisions sociales*", un récent rapport de la Banque mondiale (2000-2001) recommande donc de mettre

*"les parties adverses en présence dans le cadre de forums formels et informels, en canalisant les énergies par le biais des processus politiques, plutôt que de leur laisser l'affrontement comme seul exutoire"*.

C'est là qu'intervient la prétendue "société civile", les ONG, au rang desquelles ATTAC prend, après Porto Alegre, la place de leader.

*"Il convient, souligne le Rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde (2000-2001), que les institutions financières internationales et les autres organisations internationales poursuivent leurs efforts (...) pour mener un dialogue ouvert et régulier avec les organisations de la société civile, en particulier avec celles qui représentent les pauvres. Les organisations internationales doivent soutenir les coalitions mondiales de pauvres, afin qu'elles puissent être entendues dans le débat mondial."*

Se félicitant de la présence d'ONG, tant à Davos qu'à Porto Alegre, M. Claude Smadja invitait, dans *Libération* (26 janvier), à

*"établir de nouvelles formes de partenariat entre représentants des secteurs publics, privés et de la société civile. Il faut bâtir des structures permanentes de discussion."*

Plus direct, M. Hassen Fodha, directeur du centre d'information de l'ONU à Paris, mettait les points sur les "i", dans une tribune libre publiée dix jours auparavant dans le même journal : il s'agit de maintenir "*les aspirations populaires dans le giron des préoccupations gouvernementales*". On ne peut être plus explicite.

Résumons : l'impasse dans laquelle le régime de la propriété privée des moyens de production est entré l'oblige à s'engager toujours plus loin dans une politique



de destruction de la force de travail, des droits et garanties arrachés durant des décennies de luttes par les travailleurs et les peuples. Organisée, la classe ouvrière menace en permanence de retourner en "boomerang" cette offensive contre la classe capitaliste. Sans les appareils, s'employant à soustraire les organisations des mains de la classe ouvrières, à freiner, paralyser son action indépendante, le capital ne pourrait parvenir à ses fins. La "société civile", les ONG sont les instruments de cette politique.

Ce rôle dévolu aux ONG vaut bien, on l'admettra, les largesses de la Banque mondiale :

*"Plus de 70 % des projets soutenus par la Banque mondiale approuvés l'année dernière ont impliqué des organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile d'une certaine manière, alors qu'il y a cinq ans, moins de la moitié étaient dans ce cas, ce qui indique une tendance générale ascendante sur les deux dernières décennies (...). Les ONG*

*et d'autres groupes de la société civile peuvent demander des subventions de 1 000 à 15 000 dollars pour mener des activités telles que des conférences et des séminaires, des dépenses de lancement de publications ou d'autres efforts innovateurs" (The World Bank and Civil Society, septembre 2000).*

---

### LE CENTRISME RÉACTIONNAIRE : POINTE AVANCÉE DE L'OFFENSIVE CORPORATISTE

---

Nous l'avons dit, le choix de Porto Alegre pour tenir le forum social ne devait rien au hasard. Ignacio Ramonet, autre porte-parole d'ATTAC, s'en expliquait dans le *Monde diplomatique*, dont il est l'un des éditorialistes :

*"Pourquoi précisément là ? Parce que Porto Alegre est devenue, depuis quelques années, une cité emblématique (...), une sorte de laboratoire social que*

### **"Les ONG sont-elles devenues une industrie ?"**

Posée par une publication tout entière dévouée au marketing "ONGéiste" (1), la question ne manque pas de piquant, avouons-le :

*"A ce jour, quelque 135 000 organisations non gouvernementales (ONG) sont répertoriées dans le monde. 65 000 en Europe, 5 000 en France (...). Leurs budgets ont explosé et leurs effectifs aussi (...). Les ONG sont devenues un lobby politique puissant (...). Pour les orphelins de la politique, (l'humanitaire) est devenu une valeur-refuge, une morale minimaliste. Mais il devient aussi un marché. Le modèle d'entreprise gagne du terrain et les ONG rivalisent constamment d'imagination pour attirer les donateurs (spots télévisés, mailings, campagnes d'affichage, legs, etc.). En France, le "charity-business" est estimé à 10 milliards de francs par an. Parmi les donateurs, il y a aussi les gouvernements, ce qui place les ONG face à l'épineuse question de leurs ressources financières. Comment puiser dans les caisses des Etats (ajoutons également : de l'Union européenne et de la Banque mondiale, tous deux généreux sponsors des ONG, NDLR), bénéficier du soutien logistique des armées et prétendre à l'indépendance de décision et d'action ? En 1996, les ressources publiques des ONG représentaient 1,5 milliard de francs, soit 44 % de leur budget total."*

(1) Ces lignes sont extraites de *Politis* (22 février). *Le Monde* est entré récemment dans le capital de cette publication et la "gauche alternative", qui fonctionne depuis comme une sorte de supplément du *Monde*, à l'image d'*Aden*, le supplément spectacle du journal (elle en a le format et la mise en page). On connaît par ailleurs le rôle central du *Monde diplomatique* dans le lancement et la promotion d'ATTAC. *Politis*, c'est le supplément ONG du *Monde*.

*les observateurs internationaux regardent avec une certaine fascination."*

Depuis près de dix ans, Porto Alegre, la capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul (le Brésil est, rappelons-le un Etat fédéral, composé de vingt-six Etats et d'un district fédéral, Brasilia), est administrée depuis 1988 par une coalition de courants du Parti des travailleurs, au sein de laquelle les militants brésiliens du Secrétariat unifié occupent une place importante.

Ce qui "fascine" tous les "observateurs internationaux", c'est le "*budget participatif*", dont l'élaboration et la mise en œuvre reviennent incontestablement aux amis brésiliens de Krivine, Maïtan et compagnie. Une invention promise au plus fulgurant avenir, si l'on en croit la promotion que lui fait aujourd'hui la Banque mondiale (on lira par ailleurs, dans ce numéro, l'article de Julio Turra consacré à ce sujet).

Que cette trouvaille fonctionne comme un piège visant à entraver la lutte de classe et enchaîner les organisations ouvrières, c'est ce que montre cet extrait d'un dossier qui lui est consacré dans la revue *Alternatives économiques*, sous le titre "*Viva o orçamento participativo*" ("*Vive le budget participatif*", NDLR) :

*"La démocratie directe ne concerne qu'une partie du budget : les dépenses d'investissement. La structure des impôts, leur collecte, le financement de la dette de l'Etat et le paiement des fonctionnaires sont gérés de manière classique. Des grèves ont même éclaté récemment dans plusieurs secteurs de la fonction publique, déçus de ne pas mieux gagner leur vie après l'arrivée du PT au pouvoir. Ces mouvements traduisent clairement un nouveau conflit d'intérêts, qui oppose la fonction publique au peuple ou, plus justement, aux assemblées de l'«orçamento participativo». Dans une même enveloppe budgétaire, le gouverneur ne peut en effet augmenter les professeurs sans réduire les allocations du budget participatif. Bref, mieux les profs sont payés et moins il reste d'argent pour construire les écoles. La démocratie directe entre ainsi en conflit avec les syndicats, sous le regard amusé des députés de l'assemblée d'Etat, majoritairement conservateurs."*

Allègre et Lang en rêvent ! Ce n'est pas un hasard si, en France, cette "expérience" est reprise par le gouvernement Jospin dans un projet de loi se proposant d'institutionnaliser les "conseils de quartier" mettant en application la "démocratie participative" au service d'une politique de privatisations, de réduction des dépenses publiques et de destruction des bases mêmes de la démocratie communale, l'un des fondements de la démocratie.

Il y a en tout cela une logique. Pour trouver aujourd'hui sa place en exploitant frauduleusement le fonds de commerce du prétendu "trotskysme", le pablisme ne peut plus seulement se contenter d'être un courant révisionniste liquidateur, il ne peut plus se contenter d'être le flanc-garde des appareils, il lui faut désormais être la pointe avancée de l'offensive corporatiste.

A ceux qui seraient tentés de dire qu'en core une fois nous y allons un peu fort, nous conseillons la lecture de *La Lettre de La Vérité*, nos 161, 162 et 163 (2).

---

### LEUR FONDS COMMUN : "L'HORIZON INDÉPASSABLE" DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

---

Il y a un fonds commun à toute cette idéologie réactionnaire : la soumission à "l'horizon indépassable" de la propriété privée des moyens de production.

Lors d'un meeting convoqué à l'université de Jussieu par les JCR (organisation de jeunesse des pablistes en France), Michel Husson, présenté comme "*un économiste de la LCR*", expliquait, après s'être "*excusé de citer Marx*" en jurant qu' "*il n'en abuserait pas*" :

*"La mondialisation est un pas supplémentaire vers le marché mondial."*

C'est dire que le capital a encore un avenir devant lui. Pas étonnant, dans ces

(2) *La Lettre de La Vérité* est un bulletin hebdomadaire édité par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs.

### La "taxe Tobin" : mythe et réalité

On ne pouvait trouver plus démystificateur que cet article paru dans le journal espagnol *El Pais* et dans le *Courrier d'information* d'ATTAC, n° 213 (23 février), qui le présentait ainsi : "Voici un article paru en espagnol qui ne peut nous laisser indifférents. Conseillons-en la lecture à M. Fabius en particulier." Son auteur, Jesús Lizcano Álvarez, est directeur de la revue *Encuentros Multidisciplinares* ("Rencontres pluridisciplinaires"), titulaire de la chaire d'économie financière et comptabilité de l'université autonome de Madrid.

Rappelant "qu'il s'agit d'une proposition lancée à l'origine par l'économiste américain James Tobin, de l'université de Yale (prix Nobel d'économie 1981), qui consiste essentiellement à fixer une petite taxe fiscale, de l'ordre de 0,1 %, sur les transactions financières spéculatives, dans la pratique sur celles réalisées sur les marchés internationaux de devises", l'auteur entreprend de réfuter un à un les "mythes", qui, selon lui, sont entretenus autour de la fameuse taxe par ceux qui veulent la dénigrer :

« Premier mythe : la taxe Tobin est une proposition "de gauche". Cette affirmation est inexacte. En dehors de son origine nord-américaine, cette proposition ne peut être étiquetée exclusivement "de gauche" ; elle peut aussi bien être avancée par une droite qui se veut moderne, progressiste et libérale (libérale en ce sens qu'elle vise une certaine liberté pour les individus, en particulier les plus défavorisés) (...). De nos jours, les formations politiques de droite ne devraient pas laisser à celles de gauche le monopole d'une mesure à forte connotation positive comme la taxe Tobin ; celle-ci pourrait servir — en dotant substantiellement les pays les moins développés — à amplifier le libre commerce international et mettre face à face, en définitive, l'économie réelle et l'économie financière, question qui, plus que le débat classique entre économie de droite et économie de gauche, marquera le débat économique de ce nouveau siècle. » Histoire, comme dit M. Husson, de "maîtriser les rapports vis-à-vis du marché".

"Second mythe : la taxe Tobin est une utopie, sans aucun soutien dans la pratique. Cette fois encore, l'affirmation est fautive. Il suffit de rappeler à ce propos que, rien qu'au cours de l'année 2000, cette taxe a reçu d'importants soutiens, non seulement dans la société civile internationale, mais encore au sein d'institutions politiques nationales et internationales très diverses. Ainsi, le Parlement européen lui-même a-t-il débattu au mois de janvier une proposition sur la création de cette taxe, qui a recueilli 223 votes pour et 229 voix contre (avec 36 abstentions), ce qui donne une idée de l'équilibre politique au niveau européen autour de cette proposition. Il faut rappeler, par ailleurs, que des institutions comme le Parlement canadien ou le gouvernement finlandais ont adopté des propositions favorables à ce sujet, et que l'on a de même débattu de la taxe Tobin dans les Parlements de pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Brésil, tandis qu'un débat parlementaire est en préparation dans divers autres pays. Nous pensons que l'étendue de ces propositions et débats politiques sur la taxe Tobin vient contredire l'affirmation répandue selon laquelle la taxe ne serait que la proposition lunatique de quelques-uns." Avec un tel parrainage, s'il reste encore quelqu'un pour douter du caractère "rr...évolutionnaire" de ladite taxe, c'est à s'arracher les cheveux.

"Troisième mythe : la taxe Tobin n'est pas viable techniquement. Cette affirmation non plus n'est pas exacte. L'argument fondamental sur lequel elle repose est que la mise en place de cette taxe dans tous les pays du monde s'avérerait très complexe et bureaucratique, sans parler du fait que cela provoquerait la délocalisation des capitaux vers les paradis fiscaux qui refuseraient d'appliquer cette taxe. Face à cet argument, il convient de rappeler que, dans les faits, les marchés un tant soit peu efficaces et automatisés fonctionnent par transactions financières électroniques, réalisées par l'intermédiaire de banques et établissements financiers liés aux systèmes nationaux de règlement et supervisés par leurs banques centrales respectives (...). La Banque des règlements internationaux, organisme international de coopération monétaire entre banques centrales, pourrait jouer un rôle." Alors, si les banques, les banques centrales et même les institutions financières internationales s'y mettent... On peut avoir confiance.

"Quatrième mythe : la répartition des fonds créerait des tensions, des inégalités et de la corruption dans de nombreux pays. Cette affirmation est la moins rationnelle, et en tout cas la moins inquiétante de toutes (...). Nous sommes sûrs que la communauté internationale trouverait le moyen de parvenir à un consensus sur l'ordre des priorités et des actions à mener."

"Finalement, et en guise de résumé, conclut notre économiste, nous pensons que la taxe Tobin (...), en plus d'augmenter la stabilité et l'efficacité à long terme du système économique international, pourrait contribuer à convaincre de nombreuses personnes des bienfaits d'une société véritablement globale."

Sans commentaire.

conditions, que M. Husson poursuive en déclarant :

*"Nous ne sommes pas contre la mondialisation, nous sommes contre la manière dont elle se fait."*

C'est, on l'a vu, le regret de Cassen, le président d'ATTAC, de Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, et de bien d'autres...

*"L'alternative, c'est un nouvel internationalisme postulant la maîtrise des rapports vis-à-vis du marché mondial"* (Michel Husson). Comme c'est joliment dit, n'est-ce pas : il ne s'agit pas d'*"en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production"*. La *"maîtrise des rapports au marché"* suffira, voyez-vous, la maîtrise seulement. Fini *"le mythe du passé faisons table rase"*, comme dit Edgar Morin.

Pratiquement, cela donne ATTAC, au sein de laquelle militent d'ailleurs activement les adhérents du Secrétariat unifié. Devant l'université d'été d'ATTAC, en août dernier, à La Ciotat (France), M. Gustave Massiah, l'un des théoriciens de cette ONG, mettait à l'ordre du jour

*"la définition d'un nouveau modèle de développement (...). Au-delà des effets de mode, le développement durable offre une piste."*

Le *"développement durable"*, c'est très exactement le leitmotiv de la Banque mondiale, ce sont les plans d'ajustement destinés à *"remédier aux déséquilibres structurels"* que sont les déficits publics (lesquels exigent qu'on sabre dans les dépenses, les services et les emplois de fonctionnaires) et les déficits sociaux (lesquels exigent qu'on sabre dans les budgets de Sécurité sociale et de retraite, etc.).

*"Il est certain, ajoutait M. Massiah devant les participants attentifs à l'université d'été d'ATTAC, que la réduction des déficits budgétaires, indispensable dans de nombreuses situations, implique souvent des mesures impopulaires ; il reste que des choix sont possibles et que les orientations qui sont décidées doivent être discutées et appréciées. La réussite d'une politique d'austérité repose*

*d'abord sur la légitimité du pouvoir et l'adhésion populaire à sa politique. L'ajustement structurel imposé est certainement la plus mauvaise manière de répondre à ces impératifs."*

Est-il besoin de commenter ? C'est la transcription parfaite du "manuel stratégique et tactique de l'OCDE pour la réussite de l'ajustement structurel".

---

### **"MAÎTRISER LES RAPPORTS VIS-À-VIS DU MARCHÉ" : LA "TAXE TOBIN" ... AVEC LES BONS VŒUX DE SOROS**

---

*"L'appel de Porto Alegre"*, qui couronne, selon Rouge (8 février), *"le pari réussi du Forum social mondial"*, réclame *"l'introduction d'impôts sur les transactions financières"*. C'est la fameuse *"taxe Tobin"*, pour l'instauration de laquelle un "intergroupe parlementaire" s'est constitué à Strasbourg, auquel a aussitôt adhéré le député européen Krivine (3).

Une idée dont la portée "révolutionnaire" échappe encore aujourd'hui à son inventeur, l'économiste "néolibéral" James Tobin, qui déclarait encore récemment :

*"Je ne comprends toujours pas comment cette proposition a pu être prise pour une proposition de gauche."*

Ce qui nous vaut cet édifiant dialogue au cours du fameux débat vidéo Davos-Porto Alegre...

Bernard Cassen :

*"Vous nous demandez s'il y a un agenda alternatif, s'il y a des mesures à prendre. Bien oui, nous pouvons dès à*

---

(3) Nous ne nous attarderons pas ici sur les obscures raisons qui ont conduit Alain Krivine (LCR) et Arlette Laguiller (LO), parlementaires européens, à s'abstenir lors du vote sur *"la faisabilité de la taxe Tobin"*... De la laborieuse explication apportée par Krivine à un contradicteur lors du meeting de Jussieu, on a cru comprendre qu'en fin de compte, tous les votes au "Parlement européen" étaient piégés, soumis à la règle du "consensus"... C'est sûrement vrai, vu la fonction dévolue à cette institution, qui n'a de "parlement" que le nom. De là à se demander ce qu'ils y font...

*présent vous répondre, avant même la fin du Forum social mondial (...). Par exemple, nous disons, il faut taxer très lourdement la spéculation financière, sur les monnaies, il faut mettre en place une taxe Tobin, de manière non seulement à diminuer l'instabilité financière — je suis désolé pour vous, M. Soros, ça vous retirera du travail —, mais également pour produire des sommes qui serviront à satisfaire des besoins sociaux dont nous avons parlé."*

Réponse de George Soros (qualifié par Laurence Caramel, dans *Le Monde*, du 6 février, d'homme "qui poursuit aujourd'hui une double activité de généreux philanthrope et de spéculateur généralement avisé") :

*"Cela va peut-être vous surprendre, mais je suis en faveur de la taxe Tobin. C'est une question sur laquelle nous pourrions discuter, il y a des problèmes et des difficultés techniques, mais cela pourrait être très utile à l'organisation internationale qui s'occupe de combattre et de soulager les maladies infectieuses, de trouver des fonds pour les écoles, etc. C'est contre mes intérêts personnels en tant que spéculateur, mais une telle taxe est pour l'intérêt commun."*

Dénonçant "la dette externe des pays du Sud", l'appel de Porto Alegre demande

*"son annulation inconditionnelle et la réparation des dettes historiques, sociales et écologiques, comme pas immédiats vers une solution définitive des crises que provoque la dette externe".*

On ne peut être que favorable à l'annulation inconditionnelle de la dette non seulement des pays "du Sud", mais de tous les pays soumis aux diktats du FMI et des marchés financiers. "FMI, affameurs", "La dette n'est pas celle des peuples" : ces slogans de toutes les révoltes populaires dans le monde, nous les faisons nôtres.

Est-ce de cela qu'il s'agit ?

---

**"MAÎTRISER LES RAPPORTS  
VIS-À-VIS DU MARCHÉ"  
LA PRÉTENDUE  
"RÉDUCTION DE LA DETTE  
DES PAYS LES PLUS PAUVRES"**

---

L'an dernier, à Cologne, au sommet annuel du G 7, les gouvernements réunis et la Banque mondiale ont annoncé la mise en œuvre d'une initiative spectaculaire visant à la réduction de la dette "des pays les plus lourdement endettés", en majorité des pays africains.

Nombre des ONG présentes à Porto Alegre ont salué cette initiative comme un premier pas, certes insuffisant, mais qui allait dans le bon sens.

Un rapport établi par la commission Afrique du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale établit la réalité de cette "initiative spectaculaire" (voir encadré page suivante).

**Le forum des parlementaires...  
en attendant les subsides de l'Union européenne**

*"Les parlementaires ont apporté leur pierre à l'édifice (de Porto Alegre — NDLR) en tenant un forum, s'émerveille Rouge (8 février 2001). C'était la première fois qu'une telle initiative était organisée lors d'une conférence internationale de résistance à la mondialisation."*

Une dépêche de l'AFP rapportait à ce propos le commentaire de M. Francis Wurtz (PCF), président du groupe de la "Gauche unitaire" européenne. On y trouve l'information suivante, dont nous ne voudrions pas priver nos lecteurs : "Le principe a été admis que le Parlement européen (autrement dit, l'Union européenne — NDLR) assurera la coordination technique du réseau pour des raisons de moyens financiers."

Comme on le voit, ces gens-là sont d'une totale "indépendance".

Rappelons que la "dette" des pays africains s'élève à plus de 300 milliards de dollars. Et que le paiement annuel du service de la dette s'élève à plus de 30 milliards de dollars par an :

#### "Réductions" envisagées

Créanciers bilatéraux et commerciaux	14,1 milliards de dollars
Banque mondiale	6,3
FMI	2,3
BAD/FAD	2,2
BID	1,1
Autres	2,2

Même cette réduction a minima ne s'est pas concrétisée. Les créanciers bilatéraux et commerciaux censés participer pour 14,1 milliards de dollars à la réduction de la dette n'ont finalement contribué qu'à la hauteur de 326,5 millions de dollars, moins de 5 % de ce qui a été promis.

Le Congrès des Etats-Unis a refusé d'accorder à l'administration Clinton les 210 millions de dollars promis.

La Banque mondiale a considéré qu'effacer la dette affecterait sa position de "prêteur garanti".

La Banque de développement interaméricaine a jusqu'à maintenant refusé d'allouer ses propres fonds.

L'Union européenne s'est refusée à confirmer l'utilisation de fonds non dépensés venant du Fonds européen de développement parce qu'elle considère que les Etats-Unis devaient fournir une "part honnête" à l'abaissement de la dette.

Rappelons, par ailleurs, que les pays d'Afrique les plus lourdement endettés (en chiffres absolus) n'étaient pas concernés par cette initiative officielle de réduction de la dette. En particulier, n'étaient pas concernés l'Égypte, l'Algérie, l'Afrique du Sud. Ce dernier pays doit retenir particulièrement notre attention, dans la mesure où il s'agit de la dette héritée du régime de l'apartheid, qui a servi à financer la guerre contre l'Angola, le Mozambique et la répression.

Quand l'appartheid s'écroula en 1994, ce système laissa derrière lui une dette qui est désormais la plus grande composante des dépenses annuelles de l'Afrique du Sud après l'enseignement. Dans le budget 1997-1998, le paiement du service de la dette signifierait sur toute l'année une dépense de 8,8 milliards de dollars.

De plus, il convient d'ajouter que cette initiative officielle de réduction de la dette s'accompagne de la mise en œuvre par le FMI et la Banque mondiale de nouvelles conditionnalités. Les pays qui veulent accéder à cette réduction se doivent d'appliquer avec succès un "cadre stratégique de lutte contre la pauvreté" (CSLP). De quoi s'agit-il ? En réalité, "le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté" n'est qu'un plan d'ajustement structurel (PAS) renforcé, comme le prouve un document du Fonds monétaire international "à ne pas communiquer au public" (SM/99/290, 12 janvier 2000). Ce document a été adressé aux membres du conseil d'administration du FMI. On peut lire, en particulier à propos du CSLP :

*"Nombreux sont les domaines qui nécessiteront une action concomitante des services du FMI et de la Banque, par exemple, en vue de l'instauration d'un environnement propice à l'épanouissement de l'initiative privée, à la libéralisation des échanges et au développement du secteur financier (...). Partant de cette description, le CSLP présenterait une analyse des facteurs macro-économiques structurels, sociaux et institutionnels qui font obstacle à l'accélération de la croissance et au recul de la pauvreté. Elle mettrait en relief les obstacles à une croissance rapide et durable et les politiques convenues pour promouvoir une accélération de la croissance : réformes structurelles visant à créer des marchés libres et plus ouverts — libéralisation du commerce, privatisations et réforme fiscale — et mesures propres à créer un environnement stable et prévisible pour l'activité du secteur privé (...).*

*Les arbitrages à réaliser seraient précisés. Les nouvelles priorités de dépenses devront être compatibles avec la capacité d'exécution et non inflationnistes. Le CSLP devra, par conséquent, tenir compte de la mesure dans laquelle il est possible de réaffecter les dépenses et d'en accroître l'efficacité, de mobiliser de nouvelles ressources sans créer de distorsions et d'obtenir davantage de concours extérieurs. Etant entendu que l'objectif ultime est de faire reculer la pauvreté, il est inévitable que, dans certains cas, les mesures macro-économiques et structurelles nécessaires pour accélérer la croissance et corriger les déséquilibres extérieurs et intérieurs aient, dans un premier temps, un impact négatif sur les groupes vulnérables."*

Il s'agit donc bel et bien de tous les ingrédients classiques des plans d'ajustement structurel (PAS), rebaptisés "lutte contre la pauvreté" ; lequel plan, de l'aveu même du FMI, aura un "impact négatif sur les groupes vulnérables" !

Un autre document conjoint du FMI et de la Banque mondiale reconnaît que l'initiative en faveur des pays très endettés (PPTE) et les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CLSP) ne sont que prétextes à la mise en œuvre d'un ajustement structurel renforcé. Ce document cite en exemple deux pays, le Bénin et le Mali.

Concernant le Bénin, "les autorités ont fait savoir qu'elles souhaitent obtenir un allègement de leur dette au titre de l'initiative PPTE renforcée. Par suite de retards dans la mise en œuvre de réformes structurelles majeures, il n'a pas été possible d'effectuer dans les délais prévus l'examen requis au titre de la deuxième FRPC annuelle. Parmi les réformes qui ne sont pas terminées, figurent la libéralisation du secteur cotonnier (qui influe fortement sur la stratégie de lutte contre la pauvreté en milieu rural) et l'adoption d'un système de rémunération fondé sur le mérite et d'un nouveau barème des traitements dans la fonction publique."

Concernant le Mali, "une mission conjointe Banque-Fonds s'est rendue au Mali en octobre 1999 pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mesures préalables à l'accession au point d'achèvement au titre du cadre PPTE initial. Les membres de la mission sont parvenus à la conclusion que le Mali n'avait pas appliqué ces mesures, particulièrement celles qui concernent les secteurs structurels et sociaux" (Rapports d'avancement sur l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés [PPTE] et les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté [CSLP]), 15 avril 2000, Development Committee (joint ministerial Committee of the Boards of Governors of the Bank and the Fund Transfer of Real Resources to Developing Countries).

Les ONG, qui, comme d'habitude, avaient organisé un "contre-sommet" à l'occasion de la réunion du G 7 à Cologne, qui a débattu et mis en œuvre le plan "officiel" de réduction de la dette, sont depuis particulièrement discrètes. Et pour cause ! Les ONG ("société civile") sont appelées à jouer un rôle central dans la mise en œuvre de ce PAS renforcé qu'est le CSLP. Dans le document du FMI "à ne pas communiquer au public", cité plus haut, on peut lire :

"(Il s'avère nécessaire) l'inclusion d'un éventail de participants de la société civile et d'autres parties prenantes aussi large que possible, de manière à représenter les points de vue des pauvres. Il est souhaitable que la société civile participe au suivi de la mise en œuvre de la stratégie et de la réalisation des indicateurs de performance."

Il s'agit d'une participation payante, comme l'explique le *World Bank Operational Manual*, publié en février 2000, où on peut lire :

"Il est souvent rentable, du point de vue des coûts, d'utiliser les ONG. Elles ne devraient néanmoins pas être considérées comme une "alternative à bas prix" par rapport à d'autres types d'application. Le fait que certaines ONG cofinancent des projets ou donnent des conseils ou des services gratuits a abouti à une certaine ambiguïté quant au statut des ONG et quant aux sommes qui devraient leur être versées. Toutes les parties concernées devraient comprendre la nature exacte de l'implication des ONG (c'est-à-dire conseillers informels et sans salaire), consultants salariés de la Banque ou du gouvernement dès le début et, comme cela est nécessaire, établir des charges et des coûts mutuellement acceptables. On ne devrait pas attendre des ONG qu'elles fournissent des services contractuels gratuits ou qu'elles acceptent des compensations inférieures au taux existant sur le marché."

Un rappel, donc, que la dette qui tue les peuples est aussi composée de l'argent qui sert à financer les ONG !

---

## REGROUPER À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE LES FORCES QUI SE SITUENT SUR LE TERRAIN DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

---

A cette politique réactionnaire, nous opposons le regroupement international des forces qui se situent sur le terrain de

l'indépendance de classe et de la défense des droits ouvriers et de la démocratie.

La signification de la conférence mondiale contre la déréglementation, c'est de traduire un mouvement déjà engagé dans la lutte des classes sur la ligne de défense des garanties et des droits ouvriers existants, mouvement de reconquête de l'ensemble des droits et des institutions ouvrières détruites.

La signification de cette conférence, c'est la généralisation du mouvement qui a imposé un recul au gouvernement Poutine, qui prétendait remettre en cause le Code du travail en Russie. Résultat concomitant à la rupture de la COSATU (la centrale syndicale sud-africaine) avec le gouvernement ANC-PC sud-africain, sur la question précisément du Code du travail. Concomitant également avec la mobilisation des travailleurs indiens avec leurs confédérations syndicales contre la "réforme du Code du travail" et avec le processus qui voit, en Allemagne, de larges secteurs de la social-démocratie et de la centrale syndicale DGB se dresser contre la "réforme des systèmes de retraite".

La ligne de la conférence mondiale, c'est précisément de faire converger l'ensemble de ces processus, qui posent la question de l'indépendance des organisations ouvrières.

*"Nous partons de la mise en œuvre des moyens politiques et d'organisation pour aider les exploités et les opprimés à vaincre, dans et par leur lutte de classe, le système décadent de l'impérialisme mondial",*

était-il écrit le 12 janvier dernier dans une note préparatoire au conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale :

*« Ce qui fonde la possibilité de "vaincre" pour le prolétariat et les masses opprimées, c'est la réponse à cette première question : les conditions objectives sont-elles réunies pour assurer la victoire du prolétariat ?*

*Ce qui amène à une seconde question, à laquelle il serait erroné de ne pas intégrer les conséquences de l'offensive de destruction de la force de travail générée par le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production : les conditions de la lutte de classe sont-elles toujours réunies pour répondre positivement aux tâches découlant des principes du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, lequel définit dans son premier chapitre : "La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat" ?*

*Le marxisme nous enseigne que le développement des forces productives est*

*le facteur fondamental du progrès historique. Le facteur fondamental, les forces de production mises en œuvre par la force de travail, se reflète dans le domaine idéologique. Abandonner le critère des forces productives, c'est abandonner la perspective historique, la méthode du marxisme historique telle que Marx l'a établie :*

*"Selon notre conception, tous les conflits de l'histoire ont leur origine dans la contradiction entre les forces productives et le mode d'échange.*

*Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe, pour le reste ils se retrouvent ennemis dans la concurrence.*

*Les individus acquièrent leur liberté simultanément à leur association, grâce à cette association et en elle.*

*L'histoire est le développement des forces productives, du développement des forces des individus eux-mêmes.*

*C'est ce qui explique également pourquoi la conscience peut anticiper les rapports sociaux, si bien que les luttes de classe peuvent s'appuyer sur la conscience théorique qui se dégage des besoins, de la nécessité de détruire les formes sociales (propriété privée) qui se dressent contre le développement des forces productives.*

*L'appropriation collective des forces productives ayant pris possession du marché mondial ne peut s'accomplir que par une union obligatoirement universelle et par une révolution, qui renversera, d'une part, la puissance du mode de production et d'échange précédent (propriété privée), ainsi que le pouvoir de la structure sociale antérieure, et qui développera, d'autre part, le caractère universel du prolétariat et l'énergie qui lui est nécessaire pour mener à bien cette appropriation collective, une révolution enfin où le prolétariat se dépouillera en outre de tout ce qui lui reste encore de sa position sociale antérieure.*

*Avec l'appropriation de la totalité des forces productives par les individus réunis (associés), la propriété privée se trouve abolie."*

*(...) Aussi pourrissant qu'il soit devenu, le mode de production capitaliste ne*



peut survivre que par l'exploitation du prolétariat et l'oppression des masses. La nouvelle économie de la spéculation se nourrit de la destruction de la force de travail qui met en mouvement les forces productives (déréglementation, mobilité détériorant les conditions de vie et de travail, chômage, travail et militarisation des enfants, paupérisation absolue, etc.). "Qui l'emportera ?" reste la question historique majeure. Elle se pose dans des conditions nouvelles. Cependant, si la nouvelle économie de la spéculation se nourrit de la destruction de la force de travail qui met en œuvre les forces productives, elle ne peut survivre qu'à la condition de s'assurer l'exploitation renforcée de la force de travail.

C'est ainsi que le destin de l'humanité est posé en premier lieu en termes de rythmes : le rythme de la décomposition du système pourrissant de la propriété privée, détruisant les bases matérielles de la civilisation, sera-t-il freiné par la résistance de la force de travail à sa propre destruction ? Quelle réponse à cette question ?

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la résistance des exploités et des opprimés, autrement dit la lutte des classes, reste, dans les conditions les plus difficiles, le moteur de l'histoire. Cette réalité est paradoxale pour qui ne part pas, pour apprécier la situation, de la perspective historique concentrée dans

l'alternative socialisme ou barbarie. Plus précisément : la "nouvelle économie de la mondialisation", tout en nourrissant la destruction des forces productives, la destruction de la force de travail qui les met en œuvre, dépend toujours de l'extraction de la plus-value, qui reste le moteur du système putréfié de la propriété privée capitaliste des moyens de production.

C'est ainsi que nous pouvons déduire : le rythme de la décomposition des forces productives matérielles est plus rapide que la destruction de la force de travail qui les met en œuvre. Nous devons en conclure : objectivement, la lutte de classe, y compris dans cette période de décomposition accélérée du mode de production capitaliste, reste le moteur de l'histoire. **La révolution reste à l'ordre du jour.**

La société capitaliste s'est d'elle-même engagée dans l'impasse. Elle n'est plus capable de développer les forces productives. Au contraire, que ce soit dans les pays avancés ou dans les pays retardés, le système pourrissant de la propriété privée conduit la société à la barbarie. Seule la révolution est à même de résoudre positivement l'alternative "socialisme ou barbarie". Tel est l'enjeu mondial de la lutte des classes. "La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire". »

# Le Forum de Porto Alegre et sa signification pour le mouvement ouvrier brésilien

*Une correspondance de Julio TURRA*

Nous avons reçu du camarade Julio Turra, militant du courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs du Brésil (section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale), une correspondance sur la signification du Forum de Porto Alegre pour le mouvement ouvrier brésilien. Nous en publions ici des extraits.

Le cadre politique défini par le Forum social mondial, qui s'est tenu dans la ville brésilienne de Porto Alegre en janvier dernier, participe et nourrit les tendances poussant à l'intégration des organisations construites par les travailleurs brésiliens. Il s'agit, en particulier, de tenter d'associer le Parti des travailleurs et la Centrale unique des travailleurs (CUT) aux plans de destruction de l'impérialisme, par la voie de ce qui est appelé "l'accompagnement social" des plans d'ajustement structurel imposés par les institutions multilatérales (FMI, Banque mondiale et OMC).

Evidemment, la tenue du Forum social mondial à Porto Alegre avait pour but de présenter cette ville, capitale de l'Etat du Rio Grande do Sul (le Brésil est une République fédérale comptant 26 Etats et un district fédéral, Brasilia), gouverné par le Parti des travailleurs (PT) depuis quinze ans, comme une sorte de "laboratoire social", où des expériences de "démocratie participative" ouvriraient de nouvelles orientations à la "gauche".

Dans ce sens, le Forum social mondial n'est pas un "coup de tonnerre dans un ciel serein", mais constitue le point d'aboutissement d'une politique qui était déjà développée précédemment — au Brésil et à l'échelle internationale —, en même temps que la tenue de ce forum renforce cette politique — empruntant à Bill Clinton le slogan "*Donner un visage humain à la globalisation*" —, qui se transforme aujourd'hui en menace majeure pour l'existence d'organisations indépendantes des travailleurs sur les plans politique et syndical.

---

## LE "LABORATOIRE" DE PORTO ALEGRE

---

La particularité de l'Etat du Rio Grande do Sul est que son gouvernement comme la municipalité de la capitale sont entre les mains du Parti des travailleurs, ainsi que d'importantes villes de la pro-

vince. A Porto Alegre, c'est déjà le quatrième mandat consécutif reçu par le PT pour diriger la mairie.

Une autre particularité est que le PT local connaît une forte influence du courant Démocratie socialiste (DS), qui, au plan international, est lié au Secrétariat unifié de Krivine et de Bensaïd. Les militants de la DS occupent une position centrale aussi bien dans la structure du parti que dans les administrations du PT. C'est ce courant qui se revendique — et à juste titre — des propositions qui furent à l'origine du budget participatif (OP) pratiqué dans les villes et, désormais, depuis l'élection de Olivio Dutra comme gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul, à l'échelle de cet Etat.

L'article déjà publié dans *La Vérité* ("De Porto Alegre à l'ONU comme représentante des peuples", François Forgue, *La Vérité*, n° 27, de janvier 2001) a déjà analysé les grandes lignes du fonctionnement du budget participatif, résumant ses objectifs par la formule heureuse : "Impliquer les victimes de la globalisation dans la gestion de ses conséquences." Nous y renvoyons nos lecteurs.

La réalité de cette politique apparaît dans une interview accordée au journal *O Trabalho* — organe du courant O Trabalho du PT, qui est la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale — par Jorge Buchabqui, où il explique les raisons de sa demande de démission du secrétariat administratif du gouvernement de Olivio Dutra.

Buchabqui, avocat du travail, avait déjà été secrétaire administratif au cours du premier mandat du PT à Porto Alegre, dont le maire était le même Olivio Dutra (1989-1993), et, durant la première année du mandat suivant, celui de Tarso Genro (1993).

Son témoignage, parce qu'il est celui de quelqu'un qui ne s'oppose pas frontalement au budget participatif et qui se soucie "d'améliorer notre gestion et de corriger les erreurs", n'en est que plus frappant.

Interrogé pour savoir ce qui l'a amené à quitter l'administration municipale, Buchabqui répond :

*« J'ai dégagé quatre grandes raisons qui cernent les difficultés soulevées.*

*La première découle du manque de définition d'un projet. La simple affirmation d'un projet démocratique et la politique de gestion, qui accumule des actions fragmentées, ne signifient pas une position stratégique face à la lutte de classes et à la conjoncture. La participation populaire, qui, pour le gouvernement, est le budget participatif, ne définit pas en soi une ligne d'action stratégique, cela démontre à mon avis une absence de ligne politique.*

*Deuxièmement, l'incapacité de dialogue avec les mouvements organisés des travailleurs et la société en général. Un gouvernement qui se comporte de manière autoritaire avec ses adversaires et ses alliés, qui, par exemple, est en tension avec les grands propriétaires terriens, mais ne réalise pas la réforme agraire, entre en crise avec le MST et, quand il se sent menacé par les actions des travailleurs ruraux, décide que la force policière aille frapper les travailleurs, comme cela a eu lieu récemment.*

*La troisième raison réside dans l'incompréhension des relations institutionnelles et avec le mouvement social. Le gouvernement édicte des normes. Les liens légaux dans les actes administratifs, l'obéissance aux ordres judiciaires et l'indépendance entre les pouvoirs sont ignorés quand cela lui convient et, quand il y a intérêt, il utilise la législation pour étayer ses positions. Par exemple, au moment des réajustements salariaux pour les fonctionnaires, il invoque la loi de responsabilité fiscale du gouvernement Cardoso, mais en même temps il refuse de payer l'intégralité des retraites des fonctionnaires, en alléguant qu'il "s'agit d'une loi injuste et donc contraire à notre ligne politique".*

*Dans le document que j'ai écrit au parti, j'ai dit que nous n'avons pas fait la révolution, mais que si nous l'avions faite, il existerait des instances où les travailleurs se réuniraient pour construire un nouvel ordre. Ce que nous avons vu, c'est un gouvernement qui reprend à son compte une "tâche historique rédemptrice", de façon messianique, pour réaliser des projets déterminés, dont personne ne sait exactement ce qu'ils sont et qui passent obligatoirement par le cadre du budget participatif, comme si toute la question de la lutte des classes allait s'y résoudre.*

*La quatrième question est l'absence de lieu pour mener la discussion interne. Le gouvernement est contrôlé par un groupe qui exerce une hégémonie du pouvoir à partir de ses intérêts de courant, qui ne supporte pas la divergence et qui traite tous ceux qui pensent différemment comme des traîtres. Il n'existe pas dans le gouvernement de possibilité de débattre des positions, suivant la tradition socialiste. »*

---

### **"CAMISOLE DE FORCE"**

---

Buchabqui touche la plaie du doigt quand il dit que le budget participatif "peut être une camisole de force pour le mouvement social, qui doit enfermer toutes les exigences et revendications par le biais de sa structure", mais il se trompe quand il ajoute que cela procède "d'une absence de ligne politique". De toute évidence, le budget participatif est une ligne politique : celle qui vise à intégrer les syndicats, les associations de quartier et autres organisations populaires dans l'application d'un budget déterminé par le respect des consignes du gouvernement fédéral de Fernando Enrique Cardoso, lui-même exécutant servile des diktats du FMI et du paiement de la dette extérieure de 225 milliards de dollars qui étrangle la nation brésilienne.

"Camisole de force" qui est apparue lors de la grève des enseignants de l'Etat, qui, plutôt que de se mobiliser autour de leurs légitimes revendications, auraient dû, d'après les porte-parole de la "démocratie participative", "comprendre mieux toute la portée de l'opportunité démocratique qu'offre un gouvernement de participation populaire" (André Passos Cordeiro, dans une interview à *Rouge* [1], le 7 septembre 2000). "Camisole de force" qui entend s'ériger en référence internationale à partir du Forum social mondial.

---

### **UNE "MEILLEURE ALTERNATIVE" POUR LA BANQUE MONDIALE**

---

Récemment, dans un document d'une page entière publiée par le journal *O Esta-*

*do de Sao Paulo* — porte-parole des grands entrepreneurs du Brésil —, intitulé "Le budget participatif séduit depuis le PT jusqu'au PFL" (le PFL est le parti de la droite qui fait partie de la majorité gouvernementale au Congrès national), il est révélé que "le modèle lié auparavant à la seule gauche est d'ores et déjà en vigueur dans 34 mairies de centre-droit". Une étude a montré que, pour la gestion 1997-2000, le budget participatif a été adopté par 140 municipalités (2). Ce qui, par là même, jette à bas toute la phraséologie suivant laquelle le budget participatif serait un "projet stratégique de démocratie, de socialisation du pouvoir, ouvrant vers une société post-capitaliste autogestionnaire", comme le prônent ses défenseurs les plus radicaux, ceux-là mêmes qui s'identifient en général avec le Secrétariat unifié.

Mais le plus intéressant, c'est que, dans la même page, on trouve un encadré donnant l'avis d'un spécialiste en gestion publique de l'Institut de la Banque mondiale, Victor Vergara, qui est aujourd'hui formateur du Séminaire d'administration municipale supérieure, stage "on line" promu par l'Institut de la Banque mondiale et l'Institut technologique et d'études supérieures de Monterrey, au Mexique. L'interview, réalisée à Washington, mérite d'être reproduite :

• *Estado : Comment la Banque mondiale évalue-t-elle le budget participatif ?*

• *Victor Vergara : C'est une des expériences administratives les plus positives et les plus innovantes apparues en*

---

(1) *Rouge* est l'hebdomadaire de la LCR, l'organisation en France du Secrétariat unifié.

(2) A ce sujet, le journal *O Estado de Sao Paulo* (5 mars 2001) constatait que « le budget participatif a cessé d'être le drapeau brandi exclusivement par le PT et les partis de gauche. Dans la gestion 1997-2000, le modèle de consultation populaire pour les investissements publics municipaux a été adopté par 140 mairies — dont 34 sont dirigées par le PFL et d'autres partis, dont celui de Cardoso (...). »

*Surprise : le nombre de villes ayant adopté ce modèle a été la première grande surprise de l'enquête. "Nous pensions qu'il y aurait au maximum 70 cas au Brésil", affirme la directrice exécutive du Forum national de participation populaire et coordinatrice de l'enquête, Grazia de Grazia. Une autre découverte surprenante a été l'existence de budgets participatifs dans des municipalités de centre-droit. »*

*Amérique latine. La participation de la communauté dans la discussion des investissements publics est une attitude moderne de gouvernement qui commence à éveiller un intérêt dans divers pays. La Banque mondiale a traduit en espagnol le livre du maire de Porto Alegre, Tarso Genro, sur ce sujet, et il y a eu une demande importante dans divers pays. Deux mille cinq cents exemplaires ont déjà été distribués dans 9 pays latino-américains.*

• *Estado : Pourquoi le projet est-il considéré comme si positif ?*

• *Vergara : Parce qu'il démystifie le modèle de gouvernement et de gestion de finances publiques. Il a une forme moderne parce qu'il transforme la démocratie représentative en démocratie participative.*

• *Estado : Disposez-vous d'études concernant ce projet dans d'autres pays ?*

• *Vergara : Je crois que personne n'a d'étude complète, mais nous avons écho de son adoption par des municipalités de plusieurs pays d'Amérique latine.*

• *Estado : Le budget participatif serait-il plus adapté à des pays sous-développés ?*

• *Vergara : Non. Des villes américaines comme Phoenix, en Arizona, utilisent ce modèle, y compris au moyen d'enquêtes téléphoniques.*

• *Estado : Vaut-il mieux pour des petites municipalités ?*

• *Vergara : Non, il vaut pour des cités de toutes tailles. Porto Alegre en donne la preuve. Buenos Aires aussi est en train d'adopter le modèle.*

• *Estado : Est-ce un programme de partis de gauche ?*

• *Vergara : Il n'y a pas d'origine idéologique. Le budget participatif n'est qu'un bon modèle de gouvernement, de décision par consensus. Ce n'est pas une forme politique de gouvernement, c'est une technique de prise de décisions. Entendons-nous bien, nous ne sommes pas en train de dire que c'est un modèle idéal, mais cela nous semble la meilleure alternative" (O Estado de Sao Paulo, 5 mars 2001).*

La "technique de prise de décisions" mentionnée par le fonctionnaire de la Banque mondiale, en réalité, relève d'une

politique bien précise proposée par cette institution, inquiète face aux menaces d'explosion sociale dont sont lourds les plans d'ajustement qu'elle met en place, conjointement avec le FMI. Rappelons ce qu'a dit James Wolfensohn, le président de la Banque mondiale, aux ONG réunies à Prague en septembre 2000 :

*"Ce que nous essayons de faire sous une forme indirecte, c'est de convaincre les gouvernements de ce qu'ils ne peuvent pas imposer le développement aux communautés ou secteurs de la population, qu'il faut les consulter pour que le processus soit le leur et que rien n'est décidé à Washington ou à La Paz, mais que nos projets incluent les personnes (...). Donner aux personnes la possibilité de participer activement à la définition, la conception et l'exécution des projets et des prêts du capitalisme, cela leur permet de comprendre ce qu'est la participation aux prêts d'ajustement structurel."*

---

## LA DIRECTION DU PT PREND EN CHARGE CETTE POLITIQUE

---

Il serait injuste de notre part d'attribuer, en plus de la paternité, l'exclusivité de la défense du budget participatif comme "manière du PT de gouverner" au courant de la "démocratie socialiste" (le courant qui, au sein du PT du Brésil, représente les positions du Secrétariat unifié). Aujourd'hui, le budget participatif, conjointement avec les politiques sociales dites de compensation, comme la Banque du peuple, la Bourse école (3) — toutes objet des éloges de la Banque mondiale —, est la politique officielle du PT.

Cela trouve son prolongement dans le soutien enthousiaste apporté par les principaux dirigeants du parti, accompagnés de courants minoritaires du PT, y compris ceux qui se présentent comme de "gauche", au Forum social mondial de Porto Alegre.

---

(3) Organismes de micro-crédit rappelant les "banques des pauvres" qui existent en Asie du Sud-Est (notamment au Bangladesh).

Lula, principal dirigeant du PT, a déclaré dans le forum même que *"ni les partis politiques, ni les syndicats, par exemple, ne sauraient organiser en si peu de temps et au niveau mondial une chose aussi significative pour l'humanité"*, et que le Forum de Porto Alegre *"a introduit une relation nouvelle entre la société civile organisée et les gouvernements et partis politiques"*. Les slogans officiels du PT ont été adaptés au label du forum : *"Un autre monde est possible"*, sous la forme : *"Un autre Brésil est possible"*, *"Une autre ville est possible"*, etc. Cet enthousiasme est le reflet d'une politique concrète, que la direction du PT est déjà en train d'appliquer.

La situation politique actuelle du Brésil est marquée par la résistance des travailleurs à la politique de privatisations, contre les "réformes" de l'administration et de la Sécurité sociale, contre les tentatives de déréglementation et de flexibilisation des droits du travail, pour la lutte pour la réforme agraire toujours déniée et pour la lutte de la jeunesse.

En résumé, c'est un mouvement de résistance contre l'application au Brésil de l'ajustement exigé par les institutions multilatérales de l'impérialisme et par le gouvernement des Etats-Unis, qui a engendré d'importantes mobilisations — comme la Marche des 100 000 à Brasilia, en 1999 —, lesquelles ont mis en leur centre l'exigence d'en finir avec le gouvernement, popularisant le mot d'ordre *"Dehors FHC et le FMI"*, repris par la seule CUT.

Cette résistance a été à la base de la défaite des candidats gouvernementaux dans les principaux centres urbains du pays, dans les élections municipales d'octobre 2000, portant le PT à la tête de grandes villes — à commencer par Sao Paulo, centre économique et politique du Brésil.

Le PT, parti ouvrier qui s'est constitué au début des années 1980 en relation étroite avec le mouvement syndical et des mouvements populaires, a été le dépositaire, pour ainsi dire naturel, de l'immense mécontentement existant parmi les masses travailleuses.

Le mandat donné par le peuple au PT était de voir satisfaites ses revendications

les plus urgentes, ce qui, d'autre part, n'est rendu possible que par une rupture avec la politique du gouvernement fédéral — en particulier sur la question des dettes, qui étranglent les municipalités, et dont le paiement au gouvernement fédéral est exigé pour que les engagements pris auprès des créanciers de l'énorme dette extérieure du Brésil soient respectés religieusement.

Or, au bout de trois mois d'entrée en fonction des nouveaux maires du PT, ceux-ci continuent à gouverner dans les limites de la loi de responsabilité fédérale (fruit d'un accord avec le FMI, qui limite de manière drastique les dépenses administratives, les investissements dans les services publics), pour gérer les ressources tout en continuant à payer les dettes — tout en payant les dettes et, y compris, comme c'est le cas pour Porto Alegre, en mettant en place les dispositifs d'application de la "réforme" de la Sécurité sociale des fonctionnaires municipaux.

En même temps, les maires et gouverneurs du PT affirment leur "différence" par rapport à la politique traditionnelle de la bourgeoisie, avec les initiatives de budget participatif et de politiques sociales compensatoires (qui, à l'exemple du budget participatif, ont aussi cessé d'être le "patrimoine" du PT et sont au centre du récent train de mesures "sociales" du gouvernement FHC lui-même). C'est sur cette ligne que la direction du PT prépare sa participation aux élections présidentielles prévues pour 2002, probablement par une candidature Lula.

Cette situation annonce des heurts entre la direction du PT, ses maires et gouverneurs — trois Etats de la fédération sont gouvernés par le PT, c'est-à-dire non seulement celui du Rio Grande do Sul, mais aussi l'Acre et le Mato Grosso do Sul : Le gouverneur de ce dernier Etat, Zeca, s'est déjà heurté ouvertement au mouvement syndical pour appliquer par la force la "réforme" de la Sécurité sociale des fonctionnaires publics de l'Etat —, avec la base sociale même du parti, la classe ouvrière et la majorité exploitée et opprimée.

Dans ce processus de "modernisation" du PT, pour employer la formule chère à

ses dirigeants, nous trouvons la négation des origines mêmes du PT comme "parti sans patrons" tourné vers la transformation de la société. Ce processus, qui, poussé jusqu'au bout, mènerait à la dénatura-tion et à la destruction du PT comme parti ouvrier, ce processus encore inachevé, et qui sera tranché dans la lutte des classes, a été aggravé par le Forum social mondial de Porto Alegre, qui a fourni une "justifi-cation idéologique" aux positions liquida-trices.

Le récent voyage en France du maire PT de Sao Paulo, Marta Suplicy, est éclairant quant au type de "partenariat" que recherche la direction du PT sur la scène internationale. Outre le soutien enthousiaste apporté par Marta Suplicy dans des réunions électorales aux candidats du Parti socialiste à Paris et à Lyon, ses contacts avec Jospin, avec le MEDEF (le représentant du patronat français), avec les ONG qui lui ont été présentées par le ministre Kouchner, il démontre la recherche du même "socialisme rénové" ; celui-ci non seulement ne peut pas causer de souci aux capitalistes, comme l'a expli-qué Seillière, le président du MEDEF, à propos du gouvernement Jospin, mais est indispensable à l'application de la poli-tique destructrice de l'impérialisme — certes, avec un "visage humain" — inté-grant les organisations des travailleurs, en particulier les syndicats, dans sa couverture "sociale", dans l'objectif de priver les travailleurs des instruments pour leur lutte de classe.

---

## UN PIÈGE POUR LES SYNDICATS

---

La présence relativement restreinte d'organisations syndicales dans le Forum social mondial n'a pas amoindri la mena-ce que représente pour elles sa politique. On ne peut faire abstraction du fait que la CUT, la principale centrale syndicale bré-silienne, comptant 8 millions d'adhérents, faisait partie de la commission d'organisa-tion du Forum social mondial — aux côtés de l'association brésilienne d'ONG (ABONG), d'ATTAC, de la commission brésilienne Justice et Paix de la Conférence épiscopale brésilienne

(CNBB), de l'association brésilienne des entrepreneurs pour la citoyenneté (CIVES), du Mouvement des sans-terre (MST), de l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (Ibase) et du Centre de justice globale (CJG) — et qu'elle s'est engagée à fond dans l'opéra-tion Porto Alegre.

Pour comprendre ce que la CUT est en train d'y faire, il est nécessaire de partir de processus qui se développent aujourd'hui à l'échelle mondiale et conti-nentale.

Les syndicats ont été la cible privilé-giée de l'offensive de l'impérialisme pour neutraliser la résistance des travailleurs à ses plans de déréglementation-destruction de droits, de conquêtes arrachés par la lutte des classes et, aujourd'hui, font obs-tacle au but toujours réaffirmé des capita-listes, gouvernements et institutions multi-latérales à leur service, qu'il "faut réduire le coût du travail pour augmenter la com-pétitivité sur le marché global".

Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, autour d'une politique qui proclame la nécessité d'intégrer une "dimension socia-le" à la politique des institutions qui pro-meuvent la globalisation, une politique est en marche, dite de "refondation syndica-le", qui mène en réalité à la destruction des syndicats comme organes de défense des intérêts des salariés en opposition au capital et à ses institutions.

Un exemple éclairant de cette politique est un document récent du comité exécutif de l'Union Network International (UNI) — résultat elle-même d'une "refondation" par la fusion de quatre fédérations interna-tionales préexistantes sur le terrain des services dans le cadre de la CISL — où on lit :

*« Reconnaissant la nécessité de muta-tions radicales, l'UNI propose la créa-tion d'une nouvelle centrale syndicale mondiale, "Union World". Elle appelle la CISL à organiser une discussion avec un large spectre d'organisations, y compris la CMT, la CES, la CSC-TUA et l'OUSA, en vue de créer l'"Union World" (...).*

*L'UNI propose que les principaux objectifs de l'Union World soient les sui-vants : donner une priorité à la personne*

*dans la Net économie ; soutenir la démocratie, collaborer avec l'OIT pour renforcer la surveillance des droits syndicaux et des droits du travail ; réaliser de véritables consultations auprès des institutions mondiales et exercer une influence sur elles, en particulier sur l'OMC, la Banque mondiale et le FMI ; influencer sur les institutions régionales, ASEAN, Union européenne, NAFTA, Mercosul, APEC, etc. ; adopter une charte mondiale des droits des travailleurs, qui serve de base pour intervenir auprès des institutions internationales. »*

C'est tout un programme : il ne s'agit pas de combattre la politique de ces institutions et ces institutions elles-mêmes, mais bel et bien de les "influencer", ce qui est l'antichambre des "exigences" d'intégration des syndicats dans des forums de ces mêmes institutions, sous l'argument de l'ouverture à la participation de la "société civile" pour "les démocratiser".

Ce n'est pas un hasard si P. Jennings, secrétaire général de l'UNI, a été l'un des principaux dirigeants syndicaux invités à se rendre au Forum économique mondial de Davos, dans lequel il a participé à un séminaire et où un article de lui a été publié par les organisateurs, dans lequel est dit, notamment, que *"l'heure est venue de cesser de rejeter et de proposer un visage humain pour la globalisation"*.

Curieusement, le même "visage humain" est revendiqué par les anti-Davos réunis à Porto Alegre.

Ce qui montre que ce n'est pas seulement le gouvernement français qui parle *"le même langage à Davos et à Porto Alegre"*, et souligne, en dépit des apparences "d'affrontement", le caractère complémentaire des deux forums.

Le rôle que joue déjà la Confédération européenne des syndicats (CES) dans le cadre de l'Union européenne — comme courroie de transmission des directives de Bruxelles, légitimatrice des plans anti-ouvriers et de destruction des nations, pointe avancée pour remettre en cause les prérogatives des centrales et confédérations syndicales nationales — sert de modèle, qu'on prétend généraliser avec cette prétendue "refondation syndicale" (...).

---

## DANS LA FOULÉE DE PORTO ALEGRE...

---

A l'issue du Forum social mondial de Porto Alegre, un document intitulé *"Porto Alegre appelle aux mobilisations"* a été contresigné par 150 "forces sociales", en grande majorité des ONG.

Ce document — carte de visite du caractère prétendument "combatif" du Forum social mondial — est structuré à partir de l'affirmation :

*"Nous sommes contre l'hégémonie du capital, la destruction de nos cultures, la monopolisation des connaissances et des mass media, la dégradation de la nature et la dégradation de la qualité de la vie entre les mains des corporations multinationales et des politiques antidémocratiques. L'expérience de la démocratie participative, comme à Porto Alegre, montre que des alternatives concrètes sont possibles. Nous réaffirmons la suprématie des droits de l'homme, écologiques et sociaux, sur les exigences des capitaux et des investisseurs."*

Bien entendu, pas un mot touchant au système capitaliste en tant que tel. Il s'agit prétendument de contrebalancer "l'hégémonie" du capital en assurant la suprématie du "social", au travers de la sacro-sainte "démocratie participative".

Le document ajoute :

*« Nous demandons un système de commerce juste qui garantisse le plein emploi, la sécurité alimentaire, des termes d'échange égaux et la prospérité locale. Le "libre commerce" n'est pas aussi libre ainsi (...). Nous exigeons des gouvernements qu'ils respectent leurs obligations suivant les instruments internationaux sur les droits de l'homme et les accords multilatéraux sur l'environnement. Nous appelons à soutenir les mobilisations contre la création de l'Aire de libre commerce des Amériques (Alca), une initiative qui suppose la recolonisation de la région et la destruction des droits de l'homme fondamentaux, sociaux, économiques, culturels et écologiques. »*

Voilà de belles phrases d'appui aux mobilisations contre l'ALCA — qui, d'ailleurs, a été créée en 1994 ; ce qu'on



négoce aujourd'hui, ce sont les termes de son entrée en vigueur d'ici 2005 —, mais placées dans un cadre de défense d'un "système de commerce juste", fondé sur les rapports capitalistes, qui, eux, ne sont pas mis en cause.

C'est face à cette confusion que des responsables et des militants syndicalistes brésiliens ont pris l'initiative de lancer un manifeste, intitulé "*Non à l'Alca, pour la défense de l'indépendance syndicale et de la souveraineté nationale*", qui appelle à une réunion à Sao Paulo, au mois de juillet prochain. Nous en publions des extraits à la fin de cet article.

La résistance à l'ALCA, à sa mise en place, est une nécessité pour les peuples des Amériques, posant les problèmes centraux de la défense de la souveraineté et de l'indépendance nationale, de la défense

des droits des travailleurs, contre la pression destructrice de la politique de l'impérialisme par la voie du "libre commerce", fût-il baptisé "juste commerce".

Pour cette résistance, la défense de l'indépendance des syndicats, contre leur transformation en appendices des institutions utilisées par l'impérialisme pour appliquer ses plans, est décisive (...).

Le Forum social de Porto Alegre ne peut en rien contribuer à cette tâche. Bien au contraire, les positions qu'il avance, parce que, comme cela a été expliqué plus haut, elles mettent directement en cause l'indépendance des organisations de la classe ouvrière — en particulier de ses organisations syndicales —, sont frontalement contradictoires avec ce combat.

**Julio Turra**

## Manifeste

### ***"Non à l'ALCA, pour la défense de l'indépendance syndicale et de la souveraineté nationale"***

(extraits)

— Camarades,

Nous voulons vous faire part, en tant que syndicalistes que nous sommes, de notre préoccupation face à l'immense danger, à la menace immédiate qui pèse sur la souveraineté même de nos organisations syndicales au Brésil et sur tout le continent (...).

Au Brésil, ainsi qu'en Argentine, en Uruguay et au Paraguay, nous subissons directement les effets du MERCOSUL. Ses résultats, constatés par les organisations syndicales de la région, comportent la dénationalisation des processus de production de divers secteurs, la poursuite et l'accélération des privatisations de services comme les télécommunications et l'énergie, qui passent aux mains des multinationales, la délocalisation d'entreprises et de la production d'un pays à un autre par le biais d'avantages fiscaux accordés par les gouvernements, dans une pression croissante pour réduire les "coûts du travail" — ce qui signifie l'augmentation du chômage, les bas salaires pour les travailleurs, l'accroissement du travail informel et du travail des enfants. Cela se combine avec des tentatives répétées de flexibiliser et de déréglementer les droits sociaux et du travail de la part des gouvernements qui constituent le MERCOSUL.

Quant au NAFTA (traité de libre commerce de l'Amérique du Nord entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique), qu'on veut étendre aujourd'hui à tout le continent sous la forme de l'ALCA, dès novembre 1997, la conférence des travailleurs des Amériques contre le NAFTA et les privatisations, qui a réuni 400 délégués de vingt pays à San Francisco (Etats-Unis), disait déjà :

*"Le NAFTA et les autres accords de libre commerce, avec les plans d'ajustement structurel, sont une offensive contre nos droits et conditions de travail et de vie, ils constituent des barrières au progrès social et à la démocratie, ils placent les multinationales et leurs intérêts au-dessus des peuples de chaque pays... Ils ont pour objectif central la destruction des services publics, des conventions collectives, des lois du travail et de la capacité des peuples à résister aux tentatives pour les transformer en esclaves du capital global ; ils ne visent en aucune manière à élargir les opportunités d'emploi... A travers le NAFTA et les autres accords de libre commerce, patrons et gouvernements tentent de miner l'indépendance des syndicats, qui défendent le peuple travailleur et nos intérêts."*

Dans ce cadre, il est évident que l'extension du NAFTA à tout le continent, intégrant dans un tout contrôlé par les Etats-Unis (plus de 75 % du PIB continental) les autres traités régionaux de libre commerce (MERCOSUL, Pacte andin, CARICOM, etc.), ne pourra signifier qu'une intensification de toutes ces attaques contre les travailleurs, leurs organisations syndicales et la souveraineté nationale même des peuples du continent.

L'avancée des négociations pour l'entrée en vigueur de l'ALCA se combine au début d'exécution du Plan Colombie par les Etats-Unis. Sous prétexte de "combattre le trafic de drogue", il s'agit d'une intervention militaire directe des Etats-Unis en Colombie, dans une attaque claire contre la souveraineté des peuples d'Amérique du Sud, qui, prenant en compte le contrôle stratégique de l'Amazonie, vise aussi à intimider la lutte de résistance qui se manifeste dans nos pays (...).

La menace est plus grande encore, si nous constatons que des plans comme l'ALCA sont accompagnés par une politique délibérée des gouvernements et des institutions multilatérales visant à intégrer les syndicats dans leur application, ce qui, en plus de la tentative de légitimer leurs attaques par une prétendue "préoccupation sociale", qui intègre la "société civile" dans les "consultations", a pour objectif de neutraliser et de détruire les syndicats comme organisations de défense des travailleurs contre le capital et de priver ainsi les travailleurs de leurs instruments de lutte et de résistance (...).

Alors camarades, pourrait-on penser que la participation des syndicats à la définition des règles de l'Alca, ou même à l'intégration de clauses sociales ou environnementales, pourraient modifier la nature de cette offensive destructrice ? Serait-il possible de donner un "visage humain" à la destruction d'emplois, à la déréglementation-destruction des droits du travail, cela même qui a constitué le contenu concret du "libre commerce" contrôlé par les multinationales ?

Nous considérons que non ! Au contraire, nous devons affirmer clairement l'opposition et le combat de nos syndicats contre la mise en place de l'Alca. L'heure est venue d'affirmer l'indépendance de nos organisations dans le combat pour la défense de nos revendications, pour la défense de la démocratie et de la souveraineté de nos peuples, contre cette politique destructrice imposée par l'impérialisme des Etats-Unis.

Pour discuter de ces questions, pour adopter des mesures qui renforcent la lutte des travailleurs et de leurs organisations contre l'Alca, nous appelons à une réunion de syndicalistes à Sao Paulo, les 16 et 17 juin prochains. Informés de la tenue, en février 2002, de la conférence internationale contre la déréglementation à Berlin (Allemagne), nous voulons aussi contribuer par notre réunion à la préparation de cette conférence, en montrant le lien direct existant entre les traités ou accords de "libre commerce" et les attaques contre les droits du travail, la démocratie et la souveraineté nationale.

Nous invitons tous les camarades qui s'identifient avec les objectifs de la réunion proposée à souscrire à ce manifeste et à s'engager dans sa préparation.

**Sao Paulo, le 5 mars 2001**

**Premiers signataires :** Julio Turra, directeur exécutif de la CUT nationale ; Helcio Oliveira, vice-président de la CUT, Brasília ; Gardenia Baima, commission exécutive de la CUT du Ceara ; Walter Matos, commission exécutive de la CUT, AM ; Monica Giovanetti, commission exécutive de la CUT, PR ; Mauricio Rosa, commission exécutive de la CUT, Santa Catarina ; Luiz Bicalho, président du Syndicat des fonctionnaires fédéraux, Sindsef-Brasília ; Nilton de Martins, président du Syndicat des travailleurs de la radio de Sao Paulo ; Joao Batista Gomes, président des fonctionnaires municipaux de Sao Paulo ; Jesualdo Campos, commission exécutive de la CONTEE ; Verivaldo Mota, président du Syndicat des travailleurs du verre de Sao Paulo ; Alcides Souza Pinto, président de la Fédération nationale des agents fiscaux des retraites (Fenfisp) ; Jacqueline Albuquerque, présidente de la Fédération nationale des travailleurs de la justice fédérale (Fenajufe) ; Roberto Luque, président du Sindsef du Ceara ; Roque Ferreira, président du Syndicat des cheminots de Bauru (Etat de Sao Paulo) ; Cely Taffarel, présidente de l'Andes, syndicat national ; ainsi que 34 autres dirigeants d'organisa-

# Le VII<sup>e</sup> Congrès de Socialist Organizer face au tournant de la situation politique aux Etats-Unis

(San Francisco, 17, 18 et 19 février 2001)

Les 17, 18 et 19 février 2001, s'est tenu à San Francisco le VII<sup>e</sup> Congrès de Socialist Organizer, l'organisation qui, aux Etats-Unis, combat sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Cette réunion nationale des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis, rassemblés pour définir et décider de leurs tâches, coïncidait avec le dixième anniversaire de la parution du journal *The Organizer*.

Le premier numéro de *The Organizer* est, en effet, paru en février 1991, à la suite de la conférence internationale qui avait constitué l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, et qui s'était réunie à Barcelone. C'est donc dans la lutte contre la guerre déclenchée contre le peuple irakien par une coalition conduite par l'impérialisme américain que *The Organizer* est né, en relation directe avec la constitution de l'Entente.

Les militants qui ont constitué Socialist Organizer étaient à l'initiative de la publication du journal *The Organizer*, présenté comme une tribune libre de la lutte des classes, contribuant, comme l'indiquait sa manchette, à "la construction d'un Labor Party et d'une Internationale ouvrière".

Ces militants, pour la plupart, venaient du Socialist Workers Party des Etats-Unis, qui fut, pendant des décennies, l'organisation combattant sur la base des principes du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis. Cette organisation avait joué un grand rôle dans les luttes de la classe ouvrière et des couches opprimées des Etats-Unis dans les années précédant la Deuxième Guerre mondiale, au cours de celle-ci et dans les grandes luttes ouvrières qui marquèrent la fin de la guerre, dans la résistance au maccarthysme et enfin dans la puissante mobilisation du peuple américain, et d'abord de sa jeunesse, contre la guerre du Vietnam.

Les militants qui ont constitué Socialist Organizer avaient combattu jusqu'au bout

contre la dégénérescence du SWP, dégénérescence qui l'a transformé en une secte ayant rejeté tous les principes du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Après leur exclusion du SWP, ils avaient d'abord agi au sein de Socialist Action, une organisation résultant de cette crise du SWP, mais demeurée liée au Secrétariat unifié — c'est-à-dire au centre révisionniste dont les figures les plus connues aujourd'hui sont Alain Krivine, Daniel Bensaïd et Raul Pont, dirigeant de l'organisation du Secrétariat unifié au Brésil, grand idéologue du "budget participatif" (1). Ils avaient fait l'expérience, en relation même avec les nécessités de la lutte des classes aux Etats-Unis et de la pratique d'un internationalisme effectif, qu'il était indispensable, pour avancer dans la voie de la constitution d'une organisation ouvrière indépendante, de rompre tout lien politique et d'organisation avec le Secrétariat unifié.

C'est ainsi que Socialist Organizer participe, dès sa fondation, au combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et prit part au congrès de reproclamation tenu en 1993.

Socialist Organizer s'est donc formé à la jonction, d'une part, de la tradition du SWP de James P. Cannon, l'une des composantes essentielles de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée par Léon Trotsky, et, d'autre part, de la nécessité d'intégrer cette tradition et cette expérience à l'action pour le rassemblement sur une base d'indépendance de classe de toutes les forces, de toutes les organisations et de tous les courants s'opposant à l'offensive contre la classe ouvrière et ses droits déchaînée par l'impérialisme mondial dans sa phase de décomposition.

Ce qui a signifié que, dès le début, Socialist Organizer — tout en présentant et en défendant ses propres points de vue — a combattu sans relâche pour la constitution d'un Labor Party appuyé sur les syndicats, se définissant par la rupture politique avec les deux partis de la bourgeoisie, le Parti démocrate comme le Parti républicain.

C'est cette démarche qui a permis à Socialist Organizer de nouer des liens avec toute une série de militants ouvriers,

de militants noirs, de responsables syndicaux, et de faire que le journal *The Organizer* corresponde, dans les faits, à ce qu'il se fixait comme but :

*"Un forum ouvert à tous les militants et à tous les courants qui, dans le mouvement ouvrier, cherchent à construire un Labor Party et une Internationale ouvrière."*

Les militants de Socialist Organizer ont joué un rôle considérable — reconnu par tous ceux qui se sont associés à ses initiatives — dans la préparation et la tenue de la Conférence ouvrière des Amériques (1997) et la Conférence mondiale pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales, tenue à San Francisco en février 2000 à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et du comité exécutif de l'AFL-CIO de San Francisco.

L'une des marques de la place occupée par *The Organizer* et par l'organisation Socialist Organizer est le nombre et la qualité des messages qui leur ont été adressés à l'occasion du dixième anniversaire de la parution du journal. C'est aussi pourquoi le congrès de Socialist Organizer, pleinement et explicitement, inscrit dans la préparation du Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, n'était pas un congrès fermé.

Si les décisions qui ont été prises en conclusion n'engagent bien évidemment que les militants de Socialist Organizer, la discussion a été marquée par de nombreuses interventions de militants ouvriers, associés aux campagnes de l'Entente et à la préparation de la conférence mondiale de Berlin contre la dérég-

(1) Il s'agit de la continuation du courant "pabliste", du nom de Michel Pablo, qui, avec Ernest Mandel, fut l'un des principaux responsables de ce courant. Ce courant s'est d'abord constitué au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale et a remis en cause tous les fondements théoriques et politiques de celle-ci, s'alignant sur le stalinisme, chargé de "construire le socialisme à sa manière". Cette offensive liquidatrice a abouti à une dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale au travers de l'exclusion de la majorité de la section française (1952). C'est à partir de là que s'est développé le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui a abouti à sa reproclamation dans la conférence de reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale (1993).

glementation, mais qui ne sont pas membres de Socialist Organizer.

Ce congrès avait été préparé par un rapport politique commençant par un examen de la situation politique mondiale et des tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'introduction de ce rapport, partant de la situation mondiale, s'appuyait sur des textes issus du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale, et auxquels il est fait par ailleurs référence dans ce numéro de *La Vérité*.

Ce congrès se tenait dans une situation particulière, dominée par une crise politique d'une extrême profondeur aux Etats-Unis, se combinant avec les prémisses d'un véritable tremblement de terre économique.

Dans le rapport préparatoire (qui avait été élaboré en décembre), il était dit :

« A partir du 7 novembre (jour de l'élection présidentielle), une crise politique majeure a secoué les Etats-Unis. Il ne s'agit pas simplement d'une crise électorale. C'est une crise qui met en cause, plus profondément qu'aucune autre, la légitimité des institutions politiques des Etats-Unis. Le caractère antidémocratique de la camisole de force imposée à la vie politique par le système des deux partis a été visible pour tous, ainsi que la fraude, la corruption généralisées et les tentatives d'écarter du vote le maximum d'électeurs noirs. Ce qui a commencé comme une campagne électorale soporifique avec deux candidats s'affrontant pour savoir qui était "le plus au centre" s'est transformé en une crise majeure, minant la légitimité du président élu, la légitimité du processus électoral lui-même et minant la crédibilité de l'impérialisme américain dans le monde, lorsqu'il affirme intervenir au nom de "la démocratie" (ce qui ne l'empêchera pas de continuer à utiliser ce masque dans ses interventions). »

En effet, ce qui est nouveau, ce n'est pas qu'aux Etats-Unis, les élections soient truquées, dominées par l'argent. Ce qui est nouveau, c'est le point auquel cela est flagrant, et c'est là la conséquence d'une crise politique majeure. Cette crise politique majeure manifeste que les sommets de la classe capitaliste la plus puissante du

monde étaient déchirés au point que c'est avec la plus grande difficulté qu'ils ont finalement opté pour ce qui leur paraissait la moins mauvaise solution.

---

### CETTE CRISE POLITIQUE PROCÈDE DE LA RÉALITÉ DE LA LUTTE DES CLASSES

---

*La Lettre de La Vérité*, une publication du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs (qui est la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), donne un compte rendu de l'exposé d'un camarade sur la "lutte des classes aux Etats-Unis". Nous en reproduisons ici quelques extraits :

« Contrairement à une image qui est souvent répandue, les Etats-Unis sont non seulement le pays capitaliste le plus développé, mais de ce fait, c'est par essence le pays où les contradictions de classes sont les plus aiguës. Contrairement à ce que l'on pense, les Etats-Unis sont un grand pays de lutte de classe. Si la classe capitaliste est la plus puissante du monde, ce n'est pas simplement parce qu'elle assoit sa domination sur le monde entier, c'est d'abord et avant tout parce qu'elle assoit sa domination sur la base de l'exploitation de 100 millions de salariés américains, une classe ouvrière puissante avec des problèmes politiques, mais organisée et habituée à défendre ses intérêts.

Il est clair que la situation à laquelle l'impérialisme américain s'est trouvé confronté ces dernières semaines est d'abord et avant tout l'expression de ce que la crise majeure du système fondé sur la propriété privée des moyens de production atteint son niveau le plus élevé dans le capitalisme le plus développé, aux Etats-Unis mêmes.

Dans le dernier mois, il a été supprimé officiellement 120 000 emplois industriels aux Etats-Unis. Il y a un an, un an et demi, on était encore sous le coup du déferlement de la nouvelle économie, qui était censée ouvrir un avenir radieux à l'économie du monde entier ; c'était un nouvel âge du capitalisme, plus ce que l'on vendait était virtuel, plus c'était censé se vendre à un niveau très élevé ; et en fait, il n'y avait pas besoin de

vendre quoi que ce soit, il suffisait de prendre des parts de sociétés virtuelles qui vendaient des choses virtuelles pour que cela ne cesse de monter.

Et il s'est passé avec l'économie nouvelle ce qui se passe toujours avec les volants d'entraînement de l'économie parasitaire de l'économie capitaliste : cela monte très haut, jusqu'au moment où cela se casse la figure (...).

Dans les dernières semaines, General Motors, Ford et toute une série d'entreprises américaines ont annoncé que le marché se rétrécissant, eh bien, il fallait licencier 5 000, 10 000, 15 000 travailleurs, et cela a amené le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, à parler d'une croissance zéro et à agiter le spectre de la récession aux Etats-Unis.

Les mêmes qui, il y a un an, expliquaient que l'on était parti dans une vague de croissance considérable nous expliquent aujourd'hui que les temps sont extrêmement incertains. En réalité, derrière tout cela, il y a les éléments fondamentaux de la crise du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui est incapable de développer les forces productives et qui, de ce fait, ne parvient à se maintenir la tête au-dessus de l'eau qu'au prix d'une offensive constante contre la valeur de la force de travail, offensive de destruction de la classe ouvrière, offensive de déréglementation, en même temps que le recours à toute une série de facteurs d'entraînement artificiel de l'économie.

Cette crise place les cercles dirigeants du capital financier américain devant des choix qui sont difficiles. Et c'est par rapport à ces choix qu'ils sont divisés, et que cette crise s'est nourrie.

On pourrait prendre un autre exemple. Il suffit de voir les deux premières mesures prises par le gouvernement Bush pour comprendre où se trouvent les problèmes pour la classe capitaliste américaine. Les deux principales mesures annoncées par Bush ont été, premièrement, la réduction massive des impôts, deuxièmement, la confirmation du programme militaire dit "bouclier antimissiles". La réduction massive des impôts, c'est l'argument de la campagne électorale de Bush, renforcé par l'annonce par Greenspan que l'on serait arrivé à un taux de croissance zéro, et l'idée selon

laquelle le développement de l'économie n'est possible que si les capitalistes payent de moins en moins d'impôts — sous-entendu, des capitaux pour investir, condition pour la survie du système. Le problème étant que si vous réduisez les impôts, vous réduisez de ce fait les dépenses publiques.

Or au même moment, Bush confirme le programme du bouclier antimissiles. Informations ouvrières rappelle que c'est un programme d'une valeur de 60 millions de dollars, mais ce n'est pas exact. Ce qui coûte 60 millions de dollars, ce sont uniquement les études préalables à la mise au point de ce programme de bouclier antimissiles. Mais la réalisation du programme lui-même n'a jamais été chiffrée.

On peut aisément imaginer son ampleur. Si les seules études préalables représentent 60 millions de dollars, ce sont des sommes gigantesques que requiert ce programme militaire. Or pourquoi ce programme antimissiles est-il nécessaire ? Il fait partie de l'économie d'armement, c'est-à-dire du volant d'entraînement artificiel indispensable au maintien de l'économie capitaliste. D'un côté, il faut réduire les impôts et, de l'autre, il faut augmenter les dépenses militaires qui sont financées par l'impôt. Comment y arriver ? Il n'y a qu'un moyen : il faut réduire de manière drastique la partie des dépenses publiques qui ne sert pas directement l'économie capitaliste, c'est-à-dire la partie des dépenses publiques qui concerne les besoins de la population. »

Depuis, comme on le sait, la crise s'est précipitée, les suppressions d'emplois se sont encore multipliées, et ce que l'hebdomadaire britannique *The Economist* (24 mars) appelle "un plongeon global" est en cours :

"L'Amérique et le Japon, les deux plus grandes économies mondiales, qui, à elles deux, comptent pour 46 % de la production mondiale, chancellent toutes deux au bord de la récession. Presque partout, les Bourses s'effondrent : au cours de l'an dernier, près de 10 trillions (10 000 milliards — NDLR) de dollars ont été éliminés de la valeur totale des actions : c'est-à-dire l'équivalent de la valeur de la production annuelle des Etats-Unis. Et la crainte monte aussi dans des économies émergentes, en parti-

*culier celles de la Turquie et de l'Argentine."*

Pour sa part, un responsable d'investissement mutuel, qui joue la baisse, déclarait, dans une interview donnée à l'*International Herald Tribune* (17 mars) :

*« Les arrangements actuels ne font qu'exacerber les problèmes à plus long terme. Notre économie souffre de trop de dettes et vit au-dessus de ses moyens. Les remèdes actuels sont du type : "Pour ne pas avoir la gueule de bois, restons ivres." Cela ne peut durer toujours (...). Des initiatives artificielles visant à soutenir le marché des actions ne feront qu'exacerber les problèmes économiques en aval. »*

Puis, on lui pose la question :

*"Pensez-vous que la dichotomie entre les actions de haute technologie et le reste va se poursuivre, ou pensez-vous qu'il y aura une baisse plus généralisée ?"*

Il répond :

*"Nous nous attendons à un déclin touchant l'ensemble du marché (...). Nous pensons que le Dow Jones descendra jusqu'à 3 000 et le Nasdaq en dessous de 1 000. Cela pourrait prendre douze à dix-huit mois pour atteindre ce niveau."*

A la question sur l'ampleur de la chute, il répond qu'elle sera mondiale (comme nous l'avons vu plus haut) :

*"Les parties du monde où les excès et les déséquilibres ont été les plus grands seront ceux qui souffriront le plus. Aussi, je pense que le marché américain sera l'un des plus frappés. Mais les marchés européens devront descendre de plus de 30 %. Quant à ceux des pays émergents, ce sera encore pire."*

On demande alors au spécialiste si cette crise "pourrait conduire à des chocs politiques et sociaux, même à des guerres". La réponse :

*"Nous ne le souhaitons pas, mais c'est certainement possible. Il va s'agir d'un recul très marqué pendant que l'économie s'accoutume au fait que les consommateurs et les affaires recommencent à vivre dans les limites de leurs moyens. Cela n'a pas eu lieu depuis un certain*

*temps. Le monde est encore un endroit dangereux et les mauvaises passes économiques font sortir ce qu'il y a de pire dans nos dirigeants."*

La personne interrogée se nomme David Tice. Il gère un fonds d'investissement mutuel visant à faire des profits sur la chute du prix des actions.

La dernière question qui lui est posée est donc :

*"En dehors de votre fonds, où les investisseurs devraient-ils placer leur argent ?"*

Il répond :

*"Nous pensons que les investisseurs devraient occuper le terrain dans le secteur des métaux précieux, l'or, l'argent et le platine..."*

Ainsi, le spéculateur, qui a l'avantage de parler de ce qu'il connaît, fait du marxisme sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, en expliquant qu'en dernière analyse, l'or, qui joue le rôle d'équivalent général sur lequel est gagée la monnaie, voit son rôle se réaffirmer dans la crise qui s'ouvre.

Le *Washington Post* (28 mars) expliquait que,

*"pour certains économistes, l'économie est engagée dans un processus d'auto-correction pour se débarrasser de ce qui a été édifié en excès durant une décennie d'expansion : la bulle boursière, le surinvestissement dans la haute technologie, des salaires trop élevés à Wall Street et dans la Silicon Valey, le niveau record de l'endettement des ménages et des entreprises. Stephen Roach, économiste de la Morgan Stanley Dean Witter, considère qu'une récession est peut-être le seul moyen de purger l'économie."*

Comme l'explique le *Washington Post*,

*"ces excès se manifestent particulièrement dans le déficit courant actuel des Etats-Unis, qui n'a cessé de croître et qui a atteint l'année dernière le chiffre record de 435 milliards de dollars. Cette somme représente la différence entre ce que les Etats-Unis exportent comme marchandises, services et revenus des investissements, et ce qui est importé. Pour*

*parler plus simplement, c'est une mesure du point auquel les Américains vivent au-dessus de leurs moyens."*

Bien évidemment, pour le *Washington Post* comme pour l'administration Bush — et avant elle pour l'administration Clinton —, les "Américains (qui) vivent au-dessus de leurs moyens" ne sont pas les grands capitalistes qui contrôlent les multinationales et qui sont aussi les plus grands spéculateurs, mais l'immense masse des travailleurs et de ceux qui ont été ou qu'on est en train de chasser de la production. Les maigres prestations sociales dont bénéficie seulement une fraction de la population américaine, les salaires de misère, fondés sur une généralisation de la précarité de l'emploi, sont encore de trop.

Ces quelques indications, qui filtrent dans la presse, soulignent le caractère de l'offensive que Bush doit mener contre la classe ouvrière et la jeunesse, contre ses secteurs les plus exploités, comme les travailleurs noirs.

Dans cette offensive, s'inscrit la fameuse baisse des impôts proposée par Bush, dont l'économiste Paul Krugman écrit dans le *New York Times* (28 mars) qu'il s'agit de

*"grandes réductions d'impôts pour les riches, quelques miettes pour les familles de la classe moyenne qui ont des enfants dont l'âge correspond au plan de Bush, et rien pour les pauvres".*

Bush prépare également une offensive contre les droits syndicaux. Dans le numéro de février de *The Organizer*, Jerry Gordon, qui est président du Labor Party de l'Etat de l'Ohio, écrit :

*"L'administration Bush affûte ses couteaux pour prévenir et empêcher le recours à la grève. Il a déjà annoncé qu'il interviendrait pour empêcher les mécaniciens de la compagnie aérienne Northwest Airlines de cesser le travail à chaque fois que la loi fédérale le lui permettra. Cette menace a été dénoncée par les syndicats impliqués, ainsi que par l'AFL-CIO en tant que telle."*

Jerry Gordon ajoute que l'inculpation de Ron Carey (qui était le dirigeant du

syndicat des teamsters lors de la grande grève victorieuse contre la multinationale UPS) est une mesure d'intimidation pour dissuader

*"les dirigeants syndicaux d'organiser une riposte contre les attaques anti-ouvrières du gouvernement. Et Carey n'est pas la seule cible. Le Wall Street Journal réclame bruyamment depuis un certain temps qu'une action judiciaire soit entreprise contre le trésorier de l'AFL-CIO, Richard Trumka, Gerald Mc Entee, président de l'AFS-CME, et Andrew Stern, président du SEIU, pour leur prétendue participation à l'utilisation de fonds lors des élections au sein du syndicat des teamsters."*

*Cette affaire a été l'objet d'une enquête très poussée de la part du gouvernement pendant des années, mais sans résultat. Personne n'a pu apporter le moindre élément de preuves montrant que Carey et les autres avaient violé la loi."*

*Mais qu'importe ! Pendant ce temps, Mark Rich (le spéculateur grâcié par Clinton juste avant que celui-ci n'abandonne la présidence) se promène librement, tandis que les dirigeants ouvriers font face à des menaces."*

*Sous Clinton-Gore, le Parti démocrate avait porté des coups brutaux à la classe ouvrière avec l'ALENA (le traité de libre commerce de l'Amérique du Nord — NDLR), détruisant la protection sociale au nom de la mondialisation. Maintenant, les républicains pensent que c'est leur tour."*

---

## CONSTRUIRE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE SUR LA LIGNE DE LA CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE

---

C'est dans ce contexte que le congrès de Socialist Organizer, rappelant que la préparation du Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale a mis en son centre la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, a discuté de son activité.

Le rapport politique préparatoire au congrès notait :



*“Nous ne voyons pas la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme un développement linéaire, qui résulterait simplement de la croissance arithmétique de chacune de ses sections. Nous comprenons cette tâche de manière beaucoup plus dynamique. Nous voyons le besoin de constituer un cadre flexible, mais fondé sur des principes pour l'action commune. Ce cadre, c'est l'Entente internationale, dans laquelle des militants, des courants politiques et même des partis peuvent connaître la IV<sup>e</sup> Internationale, agir avec elle et éventuellement la rejoindre après une période de collaboration politique. La seule condition pour travailler ensemble est la défense intransigeante de l'indépendance de la classe ouvrière et la nécessité de mettre en avant l'internationalisme ouvrier.*

*Mais cette tâche ne peut être menée à bien que si, à chaque moment, nous renforçons la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections, si nous répondons aux besoins et aux revendications de la classe ouvrière dans chaque pays et aidons à l'orienter dans la direction de la révolution socialiste sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale (...).*

*Aux Etats-Unis, l'activité de l'Entente a pris la forme de la conférence mondiale ouverte. Commencant avec la conférence ouvrière des Amériques en novembre 1997, l'Entente s'est enracinée dans le mouvement syndical. Alors que, pendant des années, notre activité s'était limitée à des campagnes qui n'étaient prises en charge que par une poignée de militants et de syndicalistes non affiliés à la IV<sup>e</sup> Internationale, avec la conférence des Amériques, nous avons commencé à lier des secteurs importants du mouvement syndical avec la bataille d'ensemble pour défendre les droits des travailleurs sur un axe indépendant.*

*Avec la conférence mondiale ouverte de février 2000, cette activité a fait un pas de géant.”*

Dans les rapports préparatoires du congrès comme dans les discussions, on est revenu sur la signification et les formes des tentatives de soumettre les organisations ouvrières aux plans de mondialisation capitaliste et à la place que tenait le centrisme réactionnaire dans ces tentatives.

Nous ne reprenons pas ici les passages du rapport consacré au Forum de Porto Alegre, amplement traité dans ce même numéro de *La Vérité*, mais nous reproduisons ici le chapitre intitulé : *“La lutte contre la mondialisation à visage humain”*.

---

## LA MONDIALISATION “À VISAGE HUMAIN”

---

*« Pour imposer la destruction de la force de travail et la réduction des “coûts du travail” à l'échelle mondiale, le capitalisme international a de plus en plus recours à des structures et à des institutions néo-corporatistes pour intégrer le mouvement ouvrier et détruire les organisations syndicales. Nous avons vu cette politique à l'œuvre lors du sommet social de Copenhague, en 1995, patronné par les Nations unies, les ONG et, bien sûr, la Banque mondiale et tous les gouvernements à son service.*

*Cette offensive néo-corporatiste, lancée au nom du “terrain commun” de la “société civile”, devient de plus en plus un élément central de la situation mondiale.*

*A Seattle, l'OMC a accueilli un sommet social, qui se tenait le jour précédant l'ouverture du sommet de l'OMC, avec comme but, une fois encore, d'amener toutes les “forces d'opposition” sur la plate-forme commune de la “globalisation à visage humain” (...).*

*L'idée étant que l'introduction de normes sur les droits des travailleurs et l'environnement dans les traités élaborés par l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et dans tous les traités de libre commerce transformerait les plans de “libre commerce” des multinationales en un système de “commerce net”, acceptable.*

*Les ONG prétendent “d'opposition” étaient aussi présentes au sommet social de Seattle. Elles aussi appelaient à la “démocratisation” des institutions de la mondialisation (...). »*

A l'échelle nationale, la direction de l'AFL-CIO appelait à manifester contre l'OMC, mais en revendiquant une amélioration de celle-ci. Les 50 000 travailleurs

qui défilèrent à Seattle derrière les banderoles de leurs syndicats ne reprenaient pas, dans leur grande majorité, le mot d'ordre officiel, mais réclamaient la liquidation de l'OMC.

Les lendemains de Seattle furent dominés par la préparation des élections. La direction de l'AFL-CIO, qui avait endossé la candidature d'Al Gore, ne s'engagea pas dans la voie indiquée par les manifestants. Bien que l'AFL-CIO ait condamné nettement le traité signé entre le gouvernement des Etats-Unis et celui de la Chine sur l'entrée de cette dernière dans l'OMC, comme contraire aux intérêts des travailleurs américains et chinois, elle n'organisa pas une campagne comparable à celle qui avait bloqué le "fast track" (tentative de Clinton d'obtenir des pouvoirs spéciaux pour les négociations commerciales).

Comme il est dit dans le rapport politique :

*« Gore, comme Clinton et Bush, était fortement en faveur du traité avec la Chine. La direction de l'AFL-CIO ne voulait pas se heurter à celui qu'elle désignait comme le candidat "favorable au monde du travail". »*

---

## UN PROCESSUS EN COURS, MAIS INACHEVÉ

---

Les relations politiques entre la direction de l'AFL-CIO et le Parti démocrate sont en effet un facteur central de toute la situation, dans la mesure où l'AFL-CIO délègue au Parti démocrate la fonction d'agir sur le terrain parlementaire et gouvernemental en faveur des intérêts de la classe ouvrière, et qu'elle se refuse à appuyer les initiatives allant dans la voie de la constitution d'un parti politique se réclamant des intérêts des salariés. C'est pourquoi, aux Etats-Unis, le combat pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier se centralise dans l'action pour construire un Labor Party, un parti rompant avec les deux partis de la bourgeoisie.

Cette subordination ne va pas sans contradictions. L'AFL-CIO n'est pas

n'importe quelle organisation, elle est l'organisation de classe des travailleurs américains. Son existence même est liée à sa capacité d'agir et de négocier indépendamment des directives gouvernementales.

C'est pourquoi elle s'était, par exemple, dressée contre le "fast track", constatant que la généralisation de NAFTA multipliait les attaques contre les travailleurs américains chassés de leur emploi en liaison avec la surexploitation des travailleurs d'Amérique latine.

La direction de l'AFL-CIO s'était aussi rangée derrière la grève des teamsters de l'UPS. Mais ensuite, comme nous l'avons vu, le soutien électoral à Al Gore a empêché que se matérialise dans une puissante campagne l'opposition au traité sur les conditions de l'entrée de la Chine dans l'OMC. Mais les contradictions demeurent, et c'est ainsi que, face aux plans de Bush, qui prolongent ceux de Clinton, notamment en visant à étendre à l'ensemble du continent américain le traité de libre commerce qui est aujourd'hui appliqué aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, la direction de l'AFL-CIO vient de s'opposer explicitement à l'ALCA, c'est-à-dire au Traité de libre commerce des Amériques. Certes, comme lorsqu'elle s'était opposée à l'ALENA, elle déclare que si des clauses protégeaient les droits des travailleurs, son attitude pourrait être autre. Mais constatant l'absence de ces clauses et faisant le bilan des résultats désastreux de l'ALENA pour les travailleurs des Etats-Unis, du Canada et du Mexique, elle dit non. C'est là la base d'une action commune pour tous ceux qui s'opposent à l'ALCA.

---

## POUR UNE STRATÉGIE OUVRIÈRE INDÉPENDANTE FACE À LA MONDIALISATION

---

Le rapport préparatoire au congrès rappelle que

*« la conférence mondiale ouverte de février 2000 ne fut pas simplement une conférence ouvrière de plus contre la*

mondialisation et pour la solidarité ouvrière internationale. Elle fut plus que cela, dans la mesure où, plaçant en son centre la question de l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations face à l'offensive néo-corporatiste, elle constituait un pôle de regroupement contre l'acceptation des plans capitalistes au nom de la "mondialisation à visage humain". Et ce qui fait sa force, c'est qu'elle a constitué un front unique entre des courants au sein du mouvement ouvrier international, rassemblés à l'appel de l'Entente et des secteurs du mouvement syndical américain.

La conférence mondiale ouverte a franchi une première étape dans "l'américanisation" du mouvement de résistance internationale en se centrant sur la question de l'amnistie pour tous les travailleurs immigrés sans papiers et pour le respect des droits ouvriers pour tous. Cette campagne a permis de forger une alliance entre le FLOC (fédération des travailleurs agricoles de l'AFL-CIO), des secteurs du mouvement de défense des droits des travailleurs immigrés et une aile du mouvement des ouvriers noirs dans le Sud, en particulier le Black Workers for Justice.

Des centaines de milliers de signatures ont été recueillies sur une pétition lancée à l'initiative de la conférence mondiale ouverte. En octobre 2000, d'importantes manifestations eurent lieu à ce sujet, resserrant l'alliance entre les travailleurs noirs et les travailleurs originaires d'Amérique latine pour la défense de leurs intérêts communs.

L'exigence adressée au gouvernement des Etats-Unis pour qu'il ratifie les conventions de l'OIT fut mise à l'ordre du jour, notamment par le fait que la CISL a repris cet appel, ainsi que de nombreuses organisations syndicales des Etats-Unis.

Des articles, dans la presse syndicale, soulignèrent l'hypocrisie du gouvernement des Etats-Unis, qui parle sans cesse de droits ouvriers et de respect de l'environnement dans les traités de libre commerce qu'il négocie, tout en bafouant ces droits aux Etats-Unis mêmes. C'est ainsi que fut posée la question de l'abolition de la loi Taft-Hartley, contradictoire avec les conventions 87 et 98 de l'OIT (2). »

---

## LA QUESTION DU LABOR PARTY

---

Quelle est la question politique essentielle aujourd'hui ? Il est nécessaire, tout particulièrement dans les conditions politiques créées par la mise en place de l'administration Bush et par la situation économique, de développer l'action pour l'amnistie pour tous les travailleurs immigrés, pour les droits ouvriers pour tous, ce qui combine l'action pour la ratification des conventions de l'OIT et l'abrogation de la loi Taft-Hartley avec la lutte pour développer la syndicalisation au Sud, l'abrogation de NAFTA et la mise en échec de l'ALCA.

Le rapport préparatoire expliquait que c'est en relation avec ces campagnes dans la lutte des classes aux Etats-Unis que la conférence mondiale contre la déréglementation de Berlin prend toute sa signification :

*"Nous devons être les meilleurs constructeurs de cette conférence en l'enracinant dans les luttes concrètes des plus larges secteurs du mouvement ouvrier des Etats-Unis."*

Mais quel doit être le vecteur politique de ces campagnes ? Le rapport répond :

*"Le Labor Party doit être l'un des principaux moyens de développer cette campagne de front unique. Les activités qui procèdent de la conférence mondiale ouverte, qui visait à promouvoir l'action politique indépendante de la classe ouvrière, doivent être intégrées à la construction du Labor Party. Construire le Labor Party continue à être un axe stratégique de Socialist Organizer."*

Pourquoi le combat pour un Labor Party est-il central et, plus précisément, qu'est-ce que le Labor Party et quelle est la signification de ce mot d'ordre ? Nous reprenons ici des extraits de *La Lettre de La Vérité* déjà citée :

(2) La loi Taft-Hartley (du nom de ses promoteurs, le sénateur Taft et le représentant Hartley) fut promulguée en juin 1947 et est toujours en vigueur. Elle contient une série de dispositions qui restreignent le droit de grève et limitent l'activité indépendante des syndicats (possibilités d'intervention de l'Etat).

« La particularité des Etats-Unis, contrairement à l'image parfois répandue, c'est d'être un pays où le mouvement ouvrier a toujours connu, depuis très longtemps, une très forte structuration. L'AFL-CIO, bien qu'affaibli par la diminution du nombre de travailleurs suite aux restructurations massives, c'est quand même une centrale syndicale, aujourd'hui, de 14 ou 15 millions de membres. Il y a donc un mouvement ouvrier. Et il y a des traditions du mouvement ouvrier. Les traditions de la lutte des classes aux Etats-Unis n'ont rien à envier aux traditions de la lutte des classes en Europe. Et même, à certains égards, elles sont plus brutales. A de nombreuses reprises, dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, il y a eu des grèves extrêmement dures, des affrontements des piquets de grève avec la police, c'est quelque chose de très fréquent aux Etats-Unis.

Mais la particularité du mouvement ouvrier américain tient à deux aspects essentiels : le premier, c'est que le mouvement ouvrier, qui a toujours eu une existence sur le plan syndical, n'a jamais connu de manière significative de développement de représentation politique ouvrière aux Etats-Unis (...). Aux Etats-Unis, il y a eu le développement d'un mouvement ouvrier sur le plan syndical, au plan politique de façon très embryonnaire au sens de parti ouvrier ayant une reconnaissance de masse, comme a pu l'avoir historiquement en France le Parti communiste ou le Parti socialiste, comme le SPD en Allemagne, la social-démocratie en Angleterre... Et cela est dû au fait que, très tôt, les dirigeants de l'AFL-CIO ont accepté de se subordonner à un parti qui n'a rien d'un parti historiquement ouvrier, un parti ouvertement capitaliste, qui est le Parti démocrate. Entre démocrates et républicains, il y a des différences historiques. La principale différence historique, c'est que le Parti républicain, historiquement, était le parti du capitalisme industriel au XIX<sup>e</sup> siècle, et que le Parti démocrate était le parti des propriétaires d'esclaves du Sud et de la bourgeoisie marchande. Finalement, le Parti démocrate a fait un glissement vers la gauche, il est apparu comme le représentant des Noirs, du mouvement ouvrier, mais c'est un parti purement capitaliste, comme le Parti républicain.

Et donc, cette particularité, c'est que le mouvement ouvrier, qui est réellement existant sur le plan syndical, n'a pas d'existence politique propre. L'autre

particularité, qui est liée à celle-ci, et qui est aussi liée au caractère fédéral des institutions américaines, c'est que l'équivalent de ce qui en France constitue le droit du travail, le Code du travail, la réglementation nationale, est aux Etats-Unis pratiquement insignifiant. Et la constitution fédérale aux Etats-Unis fait que l'essentiel des dispositions sociales sont Etat par Etat, quand cela n'est pas comté par comté, ou ville par ville ; ce qui fait, par exemple, que des notions de chez nous comme "caisse nationale d'assurance maladie", "convention collective nationale" et, a fortiori, "statut national", n'ont pratiquement pas de réalité aux Etats-Unis.

Dans ces conditions, ceux qui combattent pour l'indépendance de la classe ouvrière, et donc les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont de tout temps avancé comme mot d'ordre la nécessité d'un Labor Party.

Nous avons toujours avancé le mot d'ordre de "Labor Party", c'est-à-dire que les syndicats rompent avec le Parti démocrate et constituent leur propre parti. Et il y a eu un pas fait dans cette direction, limité. Un secteur du mouvement syndical a constitué un Labor Party. Limité pas parce que deux millions sur treize millions, c'est limité. Ce n'est pas un problème quantitatif. Limité au sens où la constitution de ce Labor Party est un pas sur la voie de l'indépendance de classe, un pas important. Ce qui ne veut pas dire qu'il s'agit d'un parti ouvrier indépendant au sens plein et entier du terme. Par exemple, c'est un parti ouvrier indépendant qui n'a pas fait le choix, pour l'instant, de présenter des candidats aux élections. Il a fait le choix, et c'est important, de ne pas soutenir les candidats démocrates. Cependant, ce Labor Party est un point d'appui, mais qui, à ce stade, ne règle pas le problème de l'indépendance politique du mouvement ouvrier » (La Lettre de La Vérité, n° 166).

Le rapport ne masque pas que le Labor Party est dans une situation de crise, que dans de nombreuses villes, ses sections sont désorganisées. Le Labor Party paye ainsi le fait de n'avoir pas participé au processus électoral, cédant à la pression des cercles dirigeants du Parti démocrate et de leurs relais au sein de l'AFL-CIO.

Mais, poursuit le rapport,

"il y a à l'intérieur du Labor Party un large secteur de militants ouvriers qui veulent que le Labor Party soit présent sur la scène électorale, utilisant celle-ci pour des campagnes militantes capables de mobiliser les travailleurs. Ils combattent pour que le Labor Party joue son rôle. Il est significatif que le Labor Party de l'Etat d'Ohio, la section de Lehigh Valley, le Labor Party de New Mexico, celui de Minneapolis et de Washington aient pris fortement position pour que, dès 2001, partout où cela est possible, le Labor Party présente ses candidats et, d'une manière générale, que ce soit le cas lors des élections législatives de 2002. Cette volonté est aussi celle des principaux dirigeants de Black Workers for Justice, l'organisation ouvrière noire enracinée en particulier dans le Sud des Etats-Unis, qui pose la question de son intégration dans le combat du Labor Party."

---

### L'ACTION INDÉPENDANTE DES TRAVAILLEURS NOIRS COMME FACTEUR CONSTITUANT D'UN PARTI OUVRIER

---

Le rapport préparatoire au congrès insiste sur le fait que

*"Socialist Organizer a placé au centre de sa réflexion et de son activité la lutte pour développer l'action politique indépendante des travailleurs noirs. Notre but, dans cette activité, était de diriger ces efforts vers le Labor Party."*

A ce sujet, dans la conférence reproduite par *La Lettre de La Vérité*, il était rappelé :

*« Trotsky, dans les années 1930, a formulé la nécessité de combattre à la fois pour un Labor Party, un parti ouvrier appuyé sur les syndicats, et en même temps pour ce qu'il appelait à l'époque un parti noir, partie intégrante du Labor Party. Cette perspective est non seulement une perspective stratégique, mais elle est aujourd'hui plus encore indispensable à la construction d'une politique ouvrière indépendante qu'elle ne l'était dans les années 1930. C'est une question cruciale aujourd'hui. Les Noirs occupent dans la société américaine, et dans la classe ouvrière américaine, une place*

*tout à fait à part. Il y a 40 millions de Noirs aux Etats-Unis, cela représente 12-13 % de la population, mais historiquement, les Noirs ont une particularité : ce ne sont pas des immigrés, ce sont les plus vieux Américains, les plus anciens. Ils étaient là bien avant la plupart des Blancs. C'est ceux qui ont le plus contribué à ce que les Etats-Unis soient ce qu'ils sont devenus. Les Etats-Unis n'auraient jamais connu l'accumulation primitive de richesses, qui a vu notamment le développement de l'industrie du coton dans le Sud, sans l'utilisation de la main-d'œuvre des esclaves. Le passage de cette époque des grandes propriétés esclavagistes au capitalisme industriel moderne ne se serait jamais opéré sans la victoire du Nord sur le Sud dans la guerre de Sécession, et cette victoire sur le plan militaire doit tout à l'enrôlement des Noirs. Ce sont des faits historiques étayés.*

*Sur cette base, le développement des Etats-Unis comme puissance industrielle a dû beaucoup à l'incorporation des Noirs dans la classe ouvrière, et beaucoup à l'incorporation des Noirs dans l'armée américaine et dans ses capacités d'intervention impérialiste: Première Guerre mondiale, Deuxième Guerre mondiale, Corée, Vietnam...*

*Si les Noirs ne représentent que 12 % de la population américaine, du point de vue de la contribution à l'édification de la société américaine, ils représentent un élément majeur. Et en même temps, c'est un secteur expulsé de la vie politique et sociale américaine, expulsé y compris en partie de l'organisation même du mouvement ouvrier (...).*

*Pour remonter un peu plus loin : il y a soixante-dix ans, aux Etats-Unis, il était encore fréquent qu'il y ait des lynchages de Noirs dans le Sud, lynchages qui étaient annoncés par la radio plusieurs jours à l'avance. Et ce n'est pas un problème de racisme abstrait. C'est quelque chose de très concret, qui s'est passé dans l'histoire américaine, mais la place particulière des Noirs dans la société américaine ne tient même pas à l'esclavage, mais à la trahison dont ils ont été l'objet à la fin des années 1870. Après avoir été l'élément moteur de la victoire du Nord sur le Sud dans la guerre de Sécession, ils ont participé activement, pendant une dizaine d'années, dans le Sud, à une phase de l'histoire américaine qui s'appelait "la reconstruction radicale", et qui a vu les Noirs prendre très lar-*

*gement en main la direction politique des affaires dans les Etats du Sud.*

*Cela a été ce que certains historiens appellent la deuxième révolution américaine, qui commence avec le début de la guerre de Sécession et qui finit non pas à la fin de la guerre de Sécession, mais dix ans plus tard, à la fin de cette période de "reconstruction radicale". Durant cette période, les anciens esclaves arrachent le droit de vote, envoient au Sénat et au Congrès plus de députés et de sénateurs noirs qu'il n'y en aura jamais plus dans toute l'histoire des Etats-Unis. Quelques années après avoir été esclaves, il y avait 25, 30, 40 députés ou sénateurs noirs venus du Sud des Etats-Unis. Les Assemblées du Sud des Etats-Unis étaient dirigées majoritairement par des Noirs, en alliance avec des ouvriers blancs, des paysans blancs (...).*

*La bourgeoisie était à l'époque une classe en pleine ascension ; la bourgeoisie du Nord, qui a utilisé ce large mouvement révolutionnaire des anciens esclaves noirs, l'a fait pour asseoir son pouvoir contre les anciens propriétaires d'esclaves du Sud ; quand ce mouvement a été trop loin, quand il a commencé à menacer la propre base de son système de domination, cette bourgeoisie "progressiste" a inversé son cadre d'alliance et, ayant stabilisé son pouvoir, a refait alliance avec les anciens propriétaires d'esclaves et a écrasé les Noirs. A partir de là, la consolidation du pouvoir capitaliste s'est faite dans une politique visant en permanence à rejeter les Noirs dans une situation à part, dans un ghetto. C'est donc une situation spécifique, particulière (...).*

*Les Noirs se voient d'abord comme Noirs. Ils sont vus par le reste de la société comme Noirs. Un sondage de CBS dit que 59 % de la population américaine considère que Bush est un président légitime. A partir du moment où Al Gore a dit : Bush est légitime, la majorité des Américains disent : c'est légitime. Mais le même sondage chez les Noirs donne : 12 % seulement de la population noire considère Bush comme un président légitime. Et là, la différence entre les deux chiffres exprime quelque chose.*

*Dans ces conditions, il y a nécessité que la classe ouvrière noire soit au cœur d'un parti ouvrier, et cela passe nécessairement par la revendication et la constitution d'un parti noir ouvrier dans*

*un Labor Party plus large, d'une représentation politique ouvrière noire qui leur soit propre et qui, à ce titre, soit souverainement une composante d'un Labor Party » (extraits de La Lettre de La Vérité, n° 167).*

Ce problème a occupé une grande place dans les discussions au sein de Socialist Organizer. De même que les militants trotskystes américains ont rejeté — à travers leurs débats et dans le cadre d'une discussion internationale — toute orientation qui, au nom d'une condamnation sectaire du Labor Party tel qu'il est, nierait le combat véritable pour la constitution d'un parti ouvrier, ils ont aussi rejeté toute approche schématique (et donc antimarxiste) de la place des travailleurs noirs dans la construction d'un parti ouvrier indépendant. C'est-à-dire qu'ils se sont refusé à répéter que, puisque les intérêts des travailleurs "blancs" et "noirs" sont fondamentalement les mêmes, le problème ne se pose pas ou serait en tout cas automatiquement ou directement résolu par la construction du parti révolutionnaire. De même, ils ont refusé de s'aligner sur des positions qui, au nom de l'oppression particulière que subissent les travailleurs noirs américains, ceux-ci devraient être séparés du mouvement de la classe ouvrière dans son ensemble.

Le rapport préparatoire au VII<sup>e</sup> Congrès évoque cette discussion et montre comment elle a évolué :

*« Le mot d'ordre que nous avons adopté à notre précédent congrès était : "Pour une action indépendante des travailleurs noirs liés au Labor Party." Dans le cours de la campagne pour préparer la tenue du Tribunal international chargé de juger les responsables de l'évolution meurtrière qui menace l'existence même des travailleurs et des peuples d'Afrique, nous avons poursuivi la discussion sur cette orientation. Dans le cours de cette discussion, des camarades ont à juste titre souligné que la formulation "liés au Labor Party" était insuffisante et peut-être même dangereuse. Les travailleurs noirs, se regroupant en toute indépendance, étaient appelés à constituer une composante du Labor Party, et non seulement être liés à lui.*

*Dans cette activité, le tribunal international sur l'Afrique et les initiatives qui*

doivent en découler constituent un puissant levier pour aider à l'action politique indépendante des travailleurs noirs. Le tribunal a par lui-même constitué un grand pas en avant, dans la mesure où il liait la lutte pour une politique indépendante de la classe ouvrière en Afrique avec la lutte pour une action indépendante des travailleurs noirs aux Etats-Unis.

Les secteurs du mouvement des travailleurs noirs qui ont participé au tribunal étaient significatifs, représentant diverses organisations venues de sept grandes villes du pays. Mais les potentialités que recelait la tenue du tribunal sur l'Afrique n'ont pas été pleinement utilisées. C'est à la fois une question qui relève de notre activité ici, aux Etats-Unis, et de l'activité internationale.

*Il nous faut remédier à ces faiblesses. Il n'est pas trop tard. »*

C'est en discutant démocratiquement de ces différents aspects de l'activité de Socialist Organizer, en ne les séparant jamais des problèmes posés à l'ensemble du mouvement ouvrier aux Etats-Unis, que le VII<sup>e</sup> Congrès de Socialist Organizer s'est pleinement inscrit dans la préparation du prochain congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale et dans la préparation de la conférence internationale contre la déréglementation qui se tiendra à Berlin.

## Annexe

# Résolution sur les tâches adoptée par le VII<sup>e</sup> Congrès national de Socialist Organizer

(extraits) (1)

---

### 1. — AXE DU CINQUIÈME CONGRÈS MONDIAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

L'axe central de la préparation du Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. La construction de sections est reliée à la mise en œuvre d'une orientation de front unique, dont les éléments peuvent être résumés comme suit :

- Dans le monde entier, l'offensive de la classe dominante contre la classe

ouvrière, ses conquêtes et ses organisations, est entrée dans une phase nouvelle.

- Dans le monde entier, cette offensive ne peut être mise en œuvre qu'avec — et seulement avec — le soutien des appareils contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie.

- Dans le monde entier, les travailleurs cherchent les voies et les moyens de résister à cette offensive. A cette fin, ils cherchent à s'appropriier l'ensemble de leurs

---

(1) Cette résolution a été adoptée après de multiples amendements et ajouts de la part des délégués au VII<sup>e</sup> Congrès.

organisations ouvrières indépendantes (ou des segments de ces organisations), ainsi que toutes leurs conquêtes — et à les utiliser pour riposter à cette assaut destructif.

- La IV<sup>e</sup> Internationale n'a aucun intérêt distinct de ceux de la classe ouvrière internationale. Parce qu'elle combat pour la révolution prolétarienne et l'expropriation de la classe capitaliste — comme seule solution à la crise de décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production — la IV<sup>e</sup> Internationale situe toute son action concrète au sein du mouvement de masse des travailleurs pour chercher à préserver l'indépendance des organisations et institutions qui l'ont constituée comme classe ouvrière.

Dans ce cadre, la IV<sup>e</sup> Internationale met en œuvre une politique de front unique avec les militants et les dirigeants syndicaux et politiques à tous les niveaux, sans exiger d'eux qu'ils partagent le point de vue de la IV<sup>e</sup> internationale. La seule condition, c'est l'accord sur un seul point : l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations et le refus d'accompagner sa destruction.

---

## 2. — LA CONFÉRENCE DE BERLIN : UN CADRE DE FRONT UNIQUE

---

Tel est le contenu de la conférence internationale contre la déréglementation et pour les droits des travailleurs pour tous, qui se tiendra à Berlin, en février 2002. Le comité d'organisation de cette conférence internationale est un cadre de front unique rassemblant l'Entente, le comité de suivi de la conférence mondiale et un large comité préparatoire allemand à la conférence, regroupant au départ des dirigeants et militants du Parti social-démocrate opposés à la politique de déréglementation et de destruction mise en œuvre par le gouvernement dirigé par leur propre parti, c'est-à-dire le gouvernement Schröder.

Aux Etats-Unis, la conférence internationale contre la déréglementation et pour les droits ouvriers pour tous avait traité de

l'ensemble des questions majeures auxquelles est confrontée la classe ouvrière américaine après l'élection de Bush. Notre responsabilité, en tant que Socialist Organizer, c'est de commencer immédiatement à désigner les délégués possibles à la conférence, chacun d'entre eux devant lever 600 dollars en plus des frais des voyages pour aller à la conférence. Nous proposons de commencer la campagne d'autofinancement sur la base de 20 délégués à cette étape.

S'il est possible d'envoyer une délégation plus importante, nous devrions envisager de le faire, mais nous devons assurer au minimum la présence de 20 délégués, représentants des syndicalistes et des militants engagés dans le combat pour défendre et promouvoir les droits ouvriers.

- Les secteurs clés que nous devons toucher pour préparer la conférence : les militants et travailleurs de l'électricité, qui combattent pour la nationalisation de l'électricité en Californie (en ce sens, le forum du Labor Party du 9 février, à San Francisco, sur la question d'un service public de l'électricité, est lié au combat pour la défense des cheminots de Mourom, en Russie, et au combat international pour les droits ouvriers et la conquête-reconquête des droits ouvriers).

- Des femmes syndicalistes et militantes, qui soutiennent la conférence internationale des femmes, qui se tiendra juste avant la conférence contre la déréglementation.

- Les militants qui, à l'appel du FLOC, combattent à travers le pays pour l'amnistie pour les sans-papiers, ainsi que des militants de Organiser le Sud (en particulier le BWFJ).

- Des enseignants et des militants noirs de Los Angeles, tout comme les autres syndicalistes qui ont participé à la conférence mondiale ouverte.

- Il est possible d'associer des secteurs du Labor Party lui-même.

- La jeunesse (sur la base de la campagne en cours à la suite de la conférence internationale de la jeunesse).



---

### 3. — CONCERNANT LA PRÉPARATION POLITIQUE DE LA CONFÉRENCE DE BERLIN

---

Au sujet de la question d'un service public de l'électricité, le congrès a discuté d'une initiative : proposer la convocation d'un meeting international portant sur la défense des travailleurs de l'électricité et pour que l'énergie revienne au service public.

Une telle conférence pourrait se tenir en juin ou en juillet prochain. Elle devrait être préparée de manière à associer toutes les forces qui combattent pour le rétablissement du secteur public dans le secteur de l'énergie, notamment le Labor Party, en tenant compte des initiatives et des conférences de celui-ci.

Des camarades du Mexique — et éventuellement d'autres pays — devraient être invités pour qu'il y ait une discussion sur les problèmes communs des travailleurs de ce secteur.

---

### 4. — LA CONFÉRENCE TRIPARTITE CONTRE L'ALENA-ALCA

---

Cette conférence se tiendra à Mexico les 26 et 27 mai. Une délégation américaine sera présente, sur la base de la lutte contre les prétendus "accords de libre-échange" (ALENA, ALCA, Union européenne, etc.), dont le seul rôle est de détruire les garanties collectives, les droits et les organisations arrachés par les travailleurs par la lutte des classes. Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, le combat contre la déréglementation ne peut être séparé des slogans : "*Abrogation de l'ALENA ! Abrogation de l'ALCA ! Défense inconditionnelle des Codes du travail, des systèmes de protection sociale, des services et entreprises publiques, etc.*", que les travailleurs ont arrachés dans le cadre des nations.

Les camarades du Mexique demanderont aux électriciens, aux travailleurs de la santé, de l'éducation, du pétrole, aux étu-

dants et aux jeunes, aux travailleurs du transport, qui préparent la conférence de Mexico, d'envoyer des lettres d'invitation particulières à leurs collègues des industries et services correspondants aux Etats-Unis et au Canada.

Nous pensons donc recevoir des lettres des syndicalistes mexicains, que nous pourrions présenter aux travailleurs des différents secteurs qui intéressent les camarades mexicains (santé, électricité, éducation, etc.). Cela aidera à établir les liens de syndicat à syndicat et nous aidera à développer encore plus le soutien à la conférence de Berlin.

Nous allons également travailler avec le comité de suivi de la conférence mondiale pour nous assurer de la participation d'une délégation canadienne à la conférence.

---

### 5. — CONCERNANT L'ORGANISATION RÉGIONALE INTERAMÉRICAINNE DES TRAVAILLEURS DE LA CISL (ORIT)

---

L'ORIT coordonne les fédérations syndicales nationales affiliées à la CISL dans l'ensemble des Amériques.

Nous maintenons notre orientation de front unique pour la défense de l'ORIT et de tous les syndicats indépendants. Nous ferons circuler largement l'appel de nos camarades brésiliens à ce sujet. Nous chercherons à associer les syndicalistes dans notre pays à la conférence organisée au Brésil à la fin de l'année. Nous nous opposons à toute tentative tendant à transformer l'ORIT en une version pour le continent américain de ce qu'est pour l'Europe la Confédération européenne des syndicats (CES).

---

### 6. — EN CE QUI CONCERNE LE LABOR PARTY

---

Notre orientation peut être résumée par la formule de Trotsky : "*Ceux qui ne sont*

*pas capables de défendre les vieilles conquêtes ne seront pas capables d'en gagner de nouvelles.*" Le Labor Party existe, avec toutes ses faiblesses et ses militants — et cela en dépit de l'offensive engagée contre lui par les appareils syndicaux.

La question centrale — la seule et unique, en fait — qui nous est posée est la suivante : que pouvons-nous faire sur une ligne de front unique pour défendre et construire le Labor Party ?

Voici quelques éléments de réponse :

— Nous soutenons sans réserve la proposition, faite par des responsables du Labor Party, de tenir des conférences régionales du Labor Party à travers tout le pays, cet été. Si le conseil national du Labor Party adopte cette proposition lors de sa prochaine réunion, ce qui semble fort probable, la question qui nous est posée, c'est : comment prenons-nous la balle au bond et aidons-nous à les organiser en Californie du Nord comme du Sud, à Saint Louis, à Kansas City, dans l'Ohio, en Caroline du Nord, à Detroit, à New York et partout où nous existons ?

— Ces conférences régionales visent à le revitaliser. Sur la côte Ouest, la question d'un service public de l'électricité est un problème clé pour faire entrer de nouveaux militants au sein du Labor Party. Dans les autres régions, d'autres questions brûlantes (éducation, privatisation) peuvent faire de ces conférences un point central.

— Dans tous les cas, nous devons continuer à soutenir activement la campagne du Labor Party pour déposer sa candidature. Nous soutiendrons et ferons connaître les candidats du Labor Party. Nous soutiendrons et ferons connaître les efforts de ceux qui veulent soutenir un candidat du Labor Party. A San Francisco, par exemple, nous essaierons de faire élire un membre du Labor Party parmi les cinq membres du comité directeur de la commission municipale des services publics. Si nous obtenons le soutien de l'union locale et la participation active des syndicats de la baie de San Francisco, ce qui est notre objectif (nous allons créer à cet effet

une commission sur le service public d'électricité), nous croyons que nous pouvons faire face à toutes les hésitations du conseil national du Labor Party concernant cette candidature.

---

## 7. — CAMPAGNE MUMIA ABU-JAMAL

---

Jerry Gordon a distribué largement un appel qui s'adresse aux coordinateurs nationaux de la campagne Mumia, leur demandant de convoquer une manifestation nationale aux Etats-Unis le 12 mai, dans la tradition de Malcolm X, qui en appelait à l'ONU pour obtenir réparation. Nous soutenons sans réserve cette proposition. Nous chercherons à obtenir des coordinateurs nationaux qu'ils reprennent cette proposition et la fassent connaître au niveau international, de façon à ce que le *Comité international "Vie sauve pour Mumia Abu-Jamal !"*, entre autres, puisse l'utiliser et s'adresser aux gouvernements des pays où nous avons des sympathisants pour qu'ils soumettent (ou soutiennent) une résolution à l'ONU pour exiger un nouveau procès pour Mumia.

Jim Lafferty, de Los Angeles, a d'ores et déjà pris position en faveur de cette initiative et la soumettra aux coordinateurs nationaux. Nous soumettrons également cette proposition à la coalition Labor for Mumia, avec laquelle nous avons de bonnes relations de travail.

---

## 8. — LETTRE OUVERTE À KOFI ANNAN

---

Cette lettre ouverte nous donne la possibilité d'associer des secteurs importants du mouvement des travailleurs noirs, en particulier après le Tribunal Afrique, dans le but de créer un pôle de classe dans la communauté noire en liaison avec le travail de l'Entente et dans la perspective du Labor Party.

La lettre ouverte a d'ores et déjà été contresignée massivement dans tous les Etats-Unis. Nous devons à présent avan-

cer d'un cran dans ce travail, en cherchant à associer le BRC et d'autres organisations noires, telles que le BWFJ, à ce travail. Nous ne devrions pas, cependant, limiter ce travail aux militants et syndicalistes noirs — même si leur place est centrale.

Il nous faudra en particulier obtenir le soutien à une délégation des syndicalistes et militants à l'ONU, à New York, pour déposer la lettre ouverte, de préférence conduite par des militants ouvriers noirs-américains.

Nous devons nous souvenir que la conférence en trompe-l'œil de l'ONU contre le racisme se tiendra fin août, en Afrique du Sud. Nous devons avoir notre délégation organisée quelques mois auparavant, de façon à utiliser cette campagne comme un tremplin pour un véritable rassemblement contre le racisme, qui sera organisé par les camarades sud-africains quelques semaines avant la mascarade de l'ONU.

---

## 9. — LA JEUNESSE ET LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

---

Comme conséquence de la conférence pour une Internationale révolutionnaire de la jeunesse à Sao Paulo, notre responsabilité est d'aider à organiser des comités pour une Internationale révolutionnaire de la jeunesse à San Francisco et partout où cela est possible. Ces comités sont pluri-

tendanciels et doivent chercher à regrouper non seulement de jeunes militants, mais également leurs organisations.

Pour mettre en œuvre cette politique ambitieuse, nous avons besoin de renforcer la fraction trotskyste parmi la jeunesse, ce qui signifie que nous devons faire une priorité du recrutement de jeunes à Socialist Organizer.

Les trois principaux thèmes sur lesquels les jeunes semblent se concentrer sont :

- a) la défense de l'instruction publique ;
- b) la privatisation et la déréglementation ; "*A bas l'ALENA !*" ;
- c) la lutte contre le racisme, pour la liberté pour Mumia.

Les jeunes vont préparer la conférence trinationale de Mexico. Autre objectif : les actions dans le cadre de la semaine d'action internationale du 1<sup>er</sup> au 8 mai, décidée par la conférence de Sao Paulo. L'autre question centrale sera la conférence de Berlin contre la déréglementation. Puis, il y aura une nouvelle conférence du comité d'organisation de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse en Espagne, durant l'été 2002.

Des réunions de compte rendu devront se tenir sur les campus dans l'Etat et dans l'ensemble du Nord-Ouest.

La clé de tout ce travail est l'association des jeunes au travers d'un "Bulletin jeunes".

## Amendements au projet de rapport politique

La discussion a abouti à l'intégration de plusieurs amendements dans le rapport politique dont des extraits ont été publiés plus haut. Voici deux de ces amendements.

---

### «NOTRE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS»

---

Socialist Organizer soutient le *Manifeste de la IV<sup>e</sup> Internationale* adopté par le Quatrième Congrès mondial de 1999, qui proclame, concernant les travailleurs immigrés sans papiers :

*«Nous demandons le respect de tous les droits démocratiques pour les travailleurs immigrés et nous nous opposons aux mesures d'expulsion de leur pays d'accueil. Le devoir du mouvement ouvrier et d'organiser les travailleurs immigrés dans ses syndicats, de façon à unir la classe ouvrière contre les patrons et les gouvernements.»*

En conséquence, nous soutenons le droit des travailleurs de tous les pays de traverser librement les frontières pour chercher du travail et trouver un emploi. Nous soutenons également la destruction de ce qu'on appelle le «mur de cactus» entre le Mexique et les Etats-Unis et la dissolution des patrouilles frontalières, qui bloquent l'entrée des travailleurs sans papiers aux Etats-Unis.

Dans ce cadre, nous soutenons la campagne de front unique de masse lancée par une aile du mouvement syndicaliste et des organisations pour les droits des immigrés, pour l'amnistie sans condition pour les travailleurs immigrants et le respect de leurs droits démocratiques.

---

### «COMMENT COMBATTONS-NOUS LES PACTES DE «LIBRE ÉCHANGE»? »

---

Le caractère unifié de la lutte des classes internationale se fonde sur le fait qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière dressée contre la classe capitaliste, par-delà les frontières et les nationalités.

C'est pourquoi notre orientation comme IV<sup>e</sup> Internationale — qui nous a amenés à faire de la constitution du comité de liaison pour une Internationale ouvrière et la conférence mondiale ouvrière une priorité — a toujours été de combattre les prétendus «accords de libre-échange», qui ne se font pas de pays à pays, mais au niveau des régions et à l'échelle mondiale. C'est la raison de nos efforts pour organiser toutes les conférences internationales de l'Entente (Barcelone, Moscou, Komlo, Berlin, Lima, Banska Bystrica, Johannesburg, Dacca, Sao Paulo, San Francisco, Lomé et Berlin, à nouveau, en février 2002), ainsi que toutes les campagnes internationales lancées par ces conférences et les initiatives particulières pour l'abrogation de ces «traités de libre-échange».

C'est ainsi que nous pouvons donner un contenu de classe au combat contre ces pactes de «libre-échange» — sans la moindre concession à l'égard de ceux qui cherchent, en particulier aux Etats-Unis, à dévier la riposte internationale des travailleurs vers des schémas protectionnistes.

Nous attirons en particulier l'attention sur les nouvelles menaces protectionnistes en provenance de tous ceux qui voudraient introduire des clauses «sociales» (ouvrières ou écologiques) dans les «accords de libre-échange» pour les «humaniser». De telles clauses «sociales» peuvent être utilisées par les capitalistes comme des armes sélectives pour interdire l'entrée de produits manufacturés s'ils n'ont pas les «labels sociaux» des producteurs étrangers en concurrence avec les entreprises américaines pour obtenir une part du marché intérieur américain.

22

**Trois congrès  
de sections  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(Espagne, Mexique, France),  
trois contributions  
à la préparation  
du Cinquième Congrès mondial  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

Il n'y a pas eu, dans la dernière période, que le congrès de Socialist Organizer. Les sections mexicaine, espagnole et française ont également tenu des congrès.

Dans les pages qui suivent, on trouvera des extraits des rapports ou des résolutions présentés devant ces congrès.

Chacun de ces congrès illustre ce qu'est l'activité, le combat des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, et indique les problèmes auxquels elles se heurtent.

Chacun de ces congrès est une contribution à la préparation du Cinquième Congrès mondial, à la discussion internationale.

C'est donc autant comme éléments d'information que comme invitation à la discussion que nous en rendons compte dans *La Vérité*.

## Rapport au XV<sup>e</sup> Congrès du POSI (section en Espagne de la IV<sup>e</sup> Internationale)

# *“Organiser la lutte pour l'indépendance politique des travailleurs”*

Le POSI (Parti ouvrier socialiste internationaliste), la section en Espagne de la IV<sup>e</sup> Internationale, a tenu son XV<sup>e</sup> Congrès, les 7 et 8 décembre 2000.

Le POSI avait été constitué en février 1980, il y a vingt ans, dans les derniers mois d'existence du gouvernement Suarez, gouvernement issu de l'appareil politique du franquisme et qui a assuré la première phase de la transition après la mort de Franco et l'instauration de la monarchie sous l'égide de Juan Carlos, désigné par le dictateur.

C'est sous ce gouvernement qu'a été établie la Constitution monarchiste assurant la continuité de l'appareil d'Etat franquiste et déniait aux peuples et aux travailleurs d'Espagne le droit à démocratiquement décider de leur avenir. Constitution qui a été “octroyée” avec l'appui des directions du Parti socialiste et du Parti communiste. Constitution dont la mise en œuvre avait été précédée par le pacte de la Moncloa (la Moncloa était le siège du gouvernement), par lequel les dirigeants du PSOE et du PCE s'associaient à la transition, acceptaient la monarchie comme clé de voûte de l'Etat et s'engageaient à respecter le pacte social.

En 1982, après des élections donnant une large majorité au PSOE, le maintien des institutions antidémocratiques issues du pacte de la Moncloa était directement confié au PSOE et au PCE.

Le POSI s'est constitué dans la lutte contre ces institutions antidémocratiques, pour la rupture avec l'héritage du franquisme, pour le droit des peuples, pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, contre la monarchie, pour la République, pour l'union libre des Républiques libres d'Espagne.

Dans son XV<sup>e</sup> Congrès, la discussion a porté en particulier sur la manière dont ce combat s'exprime aujourd'hui dans le contexte de la situation internationale, et donc comme une expression de la préparation du V<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous publions dans les pages qui suivent quelques extraits du rapport politique présenté au congrès.

L'activité économique chute, et les multinationales et le gouvernement américain intensifient leur offensive féroce pour le “libre commerce”, sur tous les fronts : en Asie, en Amérique, en Europe et à l'échelle mondiale, en utilisant le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Que la crise soit payée par les autres. Pas de barrière au saccage des pays par les

multinationales. Pas d'entraves à la baisse du “coût de la force de travail”.

---

### L'OFFENSIVE DE DÉRÈGLEMENTATION EN EUROPE

---

L'ennemi numéro un, comme le précise l'appel lancé par des militants alle-

mands pour la conférence mondiale contre la déréglementation, ce sont les conquêtes sociales des travailleurs en Europe.

Sans aller plus loin, derrière le rapport sur l'Université, que nous dénonçons, se trouve l'offensive pour liquider l'Université et tout le système éducatif public.

Sans aller plus loin, ces jours-ci, à Nice, les gouvernements décident "l'élargissement" de l'Union européenne, qui consiste à soumettre les pays de l'Est à des conditions draconiennes, pour préparer leur entrée dans l'Europe, provoquer un chômage massif et, avec ces millions de chômeurs, obligés d'émigrer à l'Ouest, baisser le "coût de la force de travail" de moitié dans les pays actuels de l'Union européenne.

En 1999, le volume total des pensions payées en Espagne a baissé d'un point, malgré l'augmentation du nombre des retraités. Pendant ce temps, la Sécurité sociale a un excédent qui, pour cette année 2001, est estimé à un million de millions de pesetas, et le gouvernement le livre aux banquiers et aux multinationales sous forme de bonifications, de soutiens financiers ou en épongeant le déficit de l'Etat.

Cette baisse des pensions est le résultat de l'application, année après année, du pacte de Tolède (1). Mais pour les capitalistes, cela ne suffit pas, et ils ne cessent d'élaborer des plans pour substituer, à ce qui reste du système de répartition et de solidarité, un système de capitalisation entièrement individuel. Tous ces plans se heurtent à la même question : comment l'imposer aux travailleurs ?

Pendant ce temps, tandis que les représentants du patronat formulent les objectifs des capitalistes — en finir avec le salaire minimum, avec les conventions, avec les indemnités de licenciements, avec le congé de maternité... —, d'autres dirigeants du patronat précisent ce qu'ils exigent, dès à présent, du gouvernement, mais aussi des dirigeants syndicaux :

1. — "*réduire la prime de licenciement et en même temps restreindre les contrats temporaires*", car encore aujourd'hui, 6 des 14 millions de salariés ont encore

des contrats avec indemnisation de licenciement de 45 jours ;

2. — "*modifier le cadre actuel de négociation collective et surtout la surabondance des conventions*", en prônant l'individualisation et en vidant de leur contenu les conventions ;

3. — "*supprimer les obstacles à la mobilité géographique et inciter les chômeurs à chercher du travail*" : c'est ainsi que sont appelées la maigre assurance et la subvention, encore plus maigre, du chômage ;

4. — "*réformer la problématique contrat sur le temps partiel*", pour que tout paiement de salaire puisse être compris dans ce contrat déréglementé.

Dans le même temps, toutes les administrations essaient de fouler au pied le statut actuel de la fonction publique, et la loi d'accompagnement des budgets 2001 va plus loin que le projet lui-même de réforme du statut, que le gouvernement n'a pas réussi à imposer.

Candido Méndez et José Maria Fidalgo (respectivement secrétaire général de l'UGT et secrétaire général des Commissions ouvrières) ont réuni les délégués, province après province, pour leur expliquer que le patronat veut tout saccager, y compris la négociation collective. Ils disent que le patronat et le gouvernement veulent "*changer le modèle*", modifier l'ensemble des relations sociales et politiques établies dans les vingt-trois dernières années.

Candido Méndez et José Maria Fidalgo n'expliquent pas ce qu'ils vont faire pour mettre en échec le patronat et le gouvernement. Pourquoi continuent-ils à s'asseoir aux multiples tables où l'on ne négocie pas une seule revendication des travailleurs, mais seulement les revendications des patrons, même si quelques-unes

(1) Le pacte de Tolède est en fait une loi adoptée à l'unanimité du Parlement par tous les groupes parlementaires. Il a reçu l'accord des dirigeants des deux centrales syndicales (UGT et Commissions ouvrières). Son contenu est une réforme liquidatrice du système des retraites existant actuellement, ouvrant la voie aux fonds de pension.

sont déguisées en améliorations sociales ? Pourquoi continuent-ils à s'asseoir à ces tables et refusent-ils d'appeler à la mobilisation unie, à la grève générale ?

Depuis trois mois, les rues, les routes, les ports de ce pays sont parcourus constamment par des travailleurs, par de petits propriétaires autonomes, qui ne peuvent plus supporter les agressions du gouvernement.

Les travailleurs ont besoin de la mobilisation unie et les dirigeants parlent de "*l'agenda social européen*" et de la "*charte européenne des droits*". Et cela signifie liquider les salaires, les droits, la protection sociale, pour transformer les travailleurs en assistés de la bienfaisance par la rente de base ou le salaire social. C'est l'orientation des ONG, d'ATTAC, dans laquelle ils veulent entraîner les syndicats, pour qu'ils renoncent à défendre les droits des travailleurs et se convertissent en institutions de la mondialisation capitaliste. Pour cela, quelques renégats du trotskysme, d'autres "gauchistes" et ecclésiastiques organisent le Forum social de Porto Alegre (Brésil) et annoncent qu'il sera suivi de bien d'autres.

Mais, ne leur en déplaise, cette semaine, de nombreux travailleurs seront dans la rue et en grève, en cherchant à prendre appui sur leurs syndicats. La classe ouvrière et ses organisations n'ont pas disparu.

Aznar (2) cherche aujourd'hui, sur mandat de l'Union européenne, à mener à bien la plus ample des offensives antisociales. Mais avant qu'il ait pu en réaliser une part même minime, ce gouvernement a déclenché la plus grande crise de la bourgeoisie de ce pays. Et il en est ainsi dans chaque pays de l'Union européenne.

Ces jours-ci, à Nice, les gouvernements discutent des voix dont disposera chaque gouvernement dans l'Union européenne élargie. Ils se disputent les miettes, parce que les décisions relatives aux économies européennes ne dépendent d'aucun d'entre eux ; ils y ont renoncé, pour les remettre entre les mains de la Banque centrale européenne. Les décisions politiques fondamentales ne dépendent pas non plus

de ces gouvernements, mais de l'OTAN, c'est-à-dire des Etats-Unis.

---

## L'EUROPE DE L'EURO ET DES RÉGIONS

---

La Banque centrale européenne ne dépend que des "marchés", que des Bourses. Les gouvernements ont les yeux fixés sur le dollar, sur la Bourse de New York et sur la Banque centrale des Etats-Unis. La Banque centrale européenne (BCE) et l'euro en dépendent. Pour cette raison, la BCE et l'euro sont les instruments directs de l'offensive des multinationales contre les droits des travailleurs et les systèmes de Sécurité sociale européens. Les gouvernements européens cherchent à appliquer ce que la BCE exige au compte du capital international.

Les gouvernements s'empêchent dans d'interminables disputes, en cherchant à sauvegarder un minimum de stabilité dans leurs pays. Demain, ils nous diront que l'Union européenne est sortie renforcée du sommet de Nice.

Mais les échecs successifs de tous les projets d'unification européenne montrent que l'Union européenne et sa monnaie, loin d'être un projet unificateur des nations, ne sont qu'un instrument des multinationales, du capital spéculatif, des Etats-Unis, pour attaquer les conquêtes et les organisations ouvrières, attaquer les libertés et s'attaquer à la dislocation de chacun des Etats.

Et tandis que la classe ouvrière résiste à cette offensive de destruction, la décomposition des institutions de la bourgeoisie se poursuit.

**Le rôle que les centres du capital financier assignent à l'Europe des régions est de casser la classe ouvrière et d'organiser un gouvernement direct des multinationales par le moyen des zones économiques.**

---

(2) Aznar est le chef du gouvernement mis en place en 1996.



De multiples variétés de charlatans présentent la régionalisation comme une source de nouvelles opportunités démocratiques, mais une analyse sérieuse d'un partisan de cette Europe nous l'explique beaucoup mieux :

« La logique de la "subsidiarité" ne peut pas s'interpréter seulement comme une option bénévole décentralisatrice ou régionaliste des autorités communautaires. Il serait naïf de ne pas prendre en compte qu'elle se manifeste sous l'effet d'un vaste processus de déréglementation et de désétatisation des processus sociaux et économiques (...), un processus dans lequel la raison économique cherche à s'imposer à la raison politique (...).

En Europe, les Etats-nations ont été depuis l'ère moderne les vecteurs de tous les processus de modernisation politique et économique. Une reconsidération en profondeur du rôle du politique dans l'organisation de l'ensemble de la vie sociale ne peut cependant pas se réaliser par les structures étatiques, parce que celles-ci ont développé des inerties séculaires, dont la correction exigera un laps de temps imprévisible, mais en tout état de cause très long. On comprend mieux maintenant la cohérence entre l'aspiration à la subsidiarité et la logique (définie à tort comme) libérale : l'une et l'autre concourent à réduire le champ d'intervention des Etats traditionnels, au bénéfice d'une importance plus grande du cadre strictement économique.

Dans ce contexte, il est cohérent d'affirmer (au moins en paroles) le potentiel d'unités politiques plus petites, plus récentes, moins légitimées par des siècles d'histoire et chargées de symboles, et qui, de plus, se voient contraintes d'agir non pas par les modes traditionnels de l'action politique institutionnelle, mais par l'intermédiaire de techniques individualisées comme le "lobbying". Un bon affichage de ce style d'actions, c'est les voyages de délégations d'industriels à la recherche de nouveaux marchés dans des zones "émergentes", organisés et dirigés par le président d'une communauté territoriale : il serait peu imaginable que ce soit le fait de gouvernants "nationaux" (étant donné que les institutions étatiques sont trop "politiquement légitimées" pour se mélanger de cette façon à des intérêts privés) ou que ce soient les gouvernements locaux (puisque leurs unités politi-

co-administratives sont trop petites pour intervenir de manière significative). La promotion des unités régionales, en revanche, s'inscrit bien dans la logique du "gouvernement médiateur", qui ne signifie pas seulement la promotion des unités territoriales intermédiaires, mais aussi (et surtout) un nouveau mode d'articulation entre l'action politique et les intérêts privés.

Au plan européen, cette problématique est étroitement liée à l'alternative stratégique qui a été développée au cours des années 1990 : extension ou approfondissement ? (...) La situation des pays d'Europe centrale et orientale après la décomposition du bloc soviétique, et les changements dans les leaderships politiques occidentaux de la seconde moitié des années 1990 ont fait pencher la balance, de manière décisive, du côté de "l'extension" (...). L'échec relatif des discussions qui ont conduit au traité d'Amsterdam ou la stagnation du processus de révision institutionnel de l'Union illustre bien quelle est la logique aujourd'hui dominante du processus » (Joan Botella, *Les Espagnes en Europe*, dans *Revista de Occidente*, juin 2000).

---

## L'EUROPE DE L'OTAN

---

Le 30 septembre, le Conseil de défense nationale, présidé par l'héritier de Franco, le roi Juan Carlos, s'est réuni pour définir les trois objectifs prioritaires de la politique de défense pour les quatre années à venir. Les deux premiers sont "la sécurité partagée et la défense collective avec les pays membres et les alliés" et "contribuer aux missions d'aide humanitaire et aux opérations de paix", c'est-à-dire la mise à disposition de l'OTAN de l'argent, du territoire, ainsi que des hommes et des femmes.

Dans une publication du ministère des Affaires étrangères, Zbigniew Brzezinski, l'un des cerveaux de la politique extérieure des Etats-Unis, explique :

"L'Europe — en dépit de sa puissance, d'une intégration économique et financière significative, d'une authentique amitié transatlantique — est, de fait, un protectorat des Etats-Unis. Cette situation provoque des tensions et du ressentiment

*ment depuis que la menace qui le rendait nécessaire et d'une certaine manière tolérable a disparu. Cependant, l'alliance entre les Etats-Unis et l'Europe n'est pas équilibrée, et il est rien moins que certain que l'asymétrie du pouvoir entre les deux jouera encore plus en faveur des premiers.*

*Cette asymétrie est due à la puissance économique des Etats-Unis (...)" ("Vivre avec une nouvelle Europe", Politica Exterior, septembre-octobre 2000).*

Ainsi, le 30 septembre 1999, en présence d'Aznar et sous la présidence de Javier Solana, ex-secrétaire de l'OTAN, aujourd'hui responsable de l'OSCE, les généraux américains Clark et Ellis ont inauguré au cœur de l'Espagne l'un des vingt quartiers généraux de la nouvelle OTAN. Le lieutenant général Narro, chef de ce quartier général, a expliqué :

*"Avant, la défense de l'Espagne était coordonnée à celle de l'OTAN. Dorénavant, il n'y a plus qu'une seule défense, celle de l'OTAN."*

---

## RÉGIONALISATION ET GUERRE CIVILE DANS LE CADRE DE LA MONARCHIE

---

**Le gouvernement Aznar accentue la régionalisation développée par tous les gouvernements de la monarchie.** Il transfère aux autonomies jusqu'à certains centres de l'INEM (équivalent de l'ANPE) et de la Sécurité sociale. Avec l'approbation du gouvernement, la Cour suprême a cédé une partie de ses compétences aux tribunaux des autonomies. Le ministre Rato vient d'annoncer qu'il y aura des organes de contrôle des compétences des autonomies, c'est-à-dire des modes distincts de régulation du marché, au gré de l'implantation des multinationales dans chaque région autonome.

Le but recherché est de briser l'unité de la classe ouvrière, mais disloque toutes les institutions de la bourgeoisie, elles-mêmes déjà en décomposition. La dernière assemblée de la CEOE (association patronale espagnole) a fixé comme axe reven-

dicatif l'unité du marché. L'appareil judiciaire, tandis qu'il cède des compétences, s'est divisé sur la question des langues.

La régionalisation est l'un des aspects de l'action gouvernementale, l'autre aspect étant de nourrir **l'affrontement entre les peuples** pour préserver l'appareil de l'Etat, fondé sur l'héritage de l'Etat franquiste. Diviser pour préserver l'appareil et ainsi pouvoir appliquer les ordres de Bruxelles. S'appuyant sur les inégalités créées par vingt ans d'autonomie, le gouvernement lance sans cesse des provocations, profite de toutes les occasions pour attiser les conflits : l'enseignement, les langues, l'affrontement entre bassins hydrographiques et autonomies à propos de la privatisation de l'eau et du plan hydrologique, et ainsi de suite.

En même temps, la croisade du gouvernement pour l'unité "constitutionnelle" de la patrie cherche à restreindre le champ politique des autonomies qu'il engraisse économiquement. Aznar a bloqué le rapport sur la réforme du Sénat pour le transformer en chambres des autonomies. Il cherche à imposer le déficit zéro aux autonomies avec la loi de stabilité budgétaire. Il cherche à légiférer à propos des relations entre les différentes administrations : le ministre Posada a annoncé "*la prochaine rédaction d'un projet de loi générale de coopération, pour réguler et réduire la présentation de recours anticonstitutionnels entre le gouvernement central et les autonomies*". Aznar est le porte-parole de tout un secteur de l'appareil hérité du franquisme, qui cherche à contenir la dislocation de l'Etat par des moyens comme la LOAPA, loi qui précise le statut imposé par la monarchie après la tentative de coup d'Etat appuyée par certains secteurs de la hiérarchie militaire du 23 février 1981 (3). Suivant une vieille tradition de l'oligarchie réactionnaire espagnole des deux derniers siècles, un appareil d'Etat "unitaire" centraliste coexiste avec la préservation des autonomies, de réalités quasi féodales.

La semaine passée, au Conseil de politique fiscale et économique, qui réunit les

---

(3) Loi organique d'harmonisation des autonomies.

conseillers pour l'économie des autonomies, les conseillers du Parti populaire (le parti d'Aznar) ont été les seuls à approuver le projet de loi de stabilité budgétaire qui leur imposerait le déficit zéro. Ils sont d'accord avec le déficit zéro, mais ils protestent contre la "politique uniformisatrice du gouvernement", qui, selon CiU et le PNV (4), "fragilise leur souveraineté"...

C'est la division la plus totale de la bourgeoisie et de ses institutions.

Pourtant, les autonomies et les partis qui s'opposent à cette loi sont aussi pour le déficit zéro, ils sont aussi pour la régionalisation, pour l'Europe des régions. Le PNV et EA (représentation politique de l'ETA) collaborent dans le cadre du gouvernement basque à l'application de la politique de l'Union européenne, comme le font Pujol et les autres. Et ces derniers jours, les porte-parole de EA, Fernando Barrena et Arnaldo Otegui, ont défendu, à Irunea, "la proposition de transition vers un nouveau cadre formulé par EH comme réaliste et parfaitement intégré au cadre européen". Otegui lui-même a fixé comme objectif l'intégration de l'Euskadi dans l'Union européenne à l'occasion de l'élargissement de 2006.

---

## LA PLACE CENTRALE DE LA QUESTION BASQUE

---

La manipulation de la question basque articule toute la politique du gouvernement Aznar.

Pour appliquer les plans de régression sociale imposés par l'Union européenne et les multinationales, Aznar manipule la question basque pour diviser les travailleurs et pousser à l'affrontement entre les peuples.

Quand la mobilisation des ouvriers, des fonctionnaires, des agriculteurs, les résistances se font plus fortes, la croisade contre les "sécessionnistes du Nord" s'accroît. Nous avons signalé qu'on cherche avant tout à soumettre les syndicats et à recueillir leur appui (que Méndez et Fidalgo accordent généreusement) et,

en second lieu, à soumettre le PSOE, les gouvernements autonomes et le PNV lui-même. Dans le même temps, il utilise la question basque pour diviser la classe ouvrière, diviser chaque peuple, pour essayer de les dresser tous contre le peuple basque, qu'il cherche lui-même à diviser.

Mais les travailleurs et la population ont de moins en moins répondu à ces manifestations dites "antiterroristes", mais qui visaient à diviser les peuples travailleurs. Et au moment même où les employés du secteur public prennent la rue, vont aux Cortès, s'orientent vers la grève générale, au moment où ces Cortès votent, avec l'appui de Zapatero, le nouveau secrétaire général du PSOE, mais pas de tous les députés du PSOE, des mesures légales réactionnaires..., à ce moment-là, la manifestation d'unité nationale de Barcelone, sur laquelle s'étaient mis d'accord Aznar, Pujol, Zapatero et Ibarra, dirigeant du PNV et Premier ministre du gouvernement régional basque, est "annexée" par un million de citoyens, qui huent Aznar, qui exigent la fin des affrontements et le dialogue sans exclusive (5).

Il ne s'agit pas d'un comportement aberrant, lié au nationalisme catalan. Au contraire, des circonstances spécifiques ont fait que, à la suite du vide qui caractérisait les manifestations antiterroristes dans d'autres villes, les travailleurs et le peuple de Catalogne parlent au nom des travailleurs et des peuples de toute l'Espagne.

C'est une défaite du gouvernement, qui souligne la faiblesse d'Aznar. Après le 23 novembre, Aznar est dans une situation

---

(4) CiU (Convergence et Union) : parti autonomiste catalan, dirigé par Jordi Pujol ; PNV : parti nationaliste basque traditionnel.

(5) Il s'agit de la manifestation du 23 novembre 2000, convoquée par le parti gouvernemental et par toutes les forces politiques comme manifestation d'"union sacrée", utilisant un attentat de l'ETA contre un dirigeant du Parti socialiste partisan du dialogue et essayant d'utiliser l'indignation que cela avait suscitée. La manifestation a tourné à la confusion de ses organisateurs, les manifestants réclamant la paix, le dialogue et la fraternité entre les peuples d'Espagne.

difficile. Sa faiblesse est évidente. Plus que jamais, il a besoin de l'appui des appareils des vieilles organisations ouvrières, qui sont disposés à le lui donner. Mais ce n'est pas une tâche si facile. Le pacte antiterroriste qu'Aznar et Zapatero vont signer est un pacte non seulement pour appuyer la "croisade anti-Basques" d'Aznar, la croisade contre les libertés, mais pour appuyer le gouvernement sur tous les terrains, avant tout face aux travailleurs, qui, cette semaine, iront dans la rue et seront en grève avec leurs syndicats.

---

### AVANT TOUT, LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE

---

Certaines exigences s'imposent en priorité aux travailleurs, aux syndicats, aux responsables politiques qui parlent au nom des travailleurs, en raison de l'offensive de régionalisation et des attaques contre les libertés et les droits démocratiques.

Nous ne pouvons pas accepter que le gouvernement nous divise avec sa "croisade anti-Basques". Nous ne pouvons accepter que nos organisations démobilisent pour soutenir le gouvernement. Nous ne pouvons accepter les attaques contre les libertés, parce que nous allons en être les premières victimes. Et nous n'avons rien à voir avec ceux qui veulent préparer des solutions antidémocratiques.

Pour nous, l'unité des travailleurs est la base de la fraternité entre les peuples.

Toutes nos conquêtes, sociales et démocratiques, nous les avons obtenues dans la lutte contre le franquisme, dans l'alliance des peuples contre la dictature. Nous ne pouvons les défendre avec une autre orientation.

C'est pourquoi, depuis trois mois, avec d'autres camarades, dans le cadre de *Informacion Obrera* (6), nous menons une campagne pour l'unité des travailleurs et la fraternité des peuples. Nous avons eu des difficultés à développer cette campagne, à la développer de façon pratique et non idéologique. Et pourtant, malgré

les limites, cette campagne a eu des répercussions bien au-delà de ce qu'on pouvait prévoir à première vue.

Assez de répression, assez d'affrontements, dialogue avec toutes les organisations : c'est la volonté des peuples. Cela dit, le dialogue doit être pour la démocratie, pour donner la parole aux peuples, pour que les peuples décident. C'est pourquoi nous avons commencé à discuter avec des camarades de diverses organisations, en recherchant l'accord pour développer une campagne pour le dialogue sans exclusive ni conditions préalables, que ce congrès devrait concrétiser.

Le POSI, qui a joué son existence pour défendre la République et le droit à l'autodétermination, est totalement opposé non seulement à la politique d'Aznar, mais aussi à d'autres versions de l'Europe des régions. Toute issue démocratique dans ce pays passe par la chute de la monarchie et de ses autonomies, et par la mise en place d'une Union libre des Républiques libres (7).

Quels pas faisons-nous dans la lutte pour l'unité et la fraternité ?

---

### LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE POLITIQUE

---

Quel rôle jouent le PSOE et Izquierda Unida (IU) dans cette situation (8) ?

Des membres du Parti socialiste nous ont expliqué que, dans un récent congrès, une motion fut présentée, qui proposait que le PSOE appelle toutes les organisations à organiser la grève générale. Et cette motion fut approuvée à une écrasante majorité. Les dirigeants n'osèrent pas défendre devant les militants leur collaboration avec le gouvernement Aznar.

(6) *Informacion Obrera* est une tribune libre animée par des militants du POSI et de différents courants, qui combat sur la ligne de l'indépendance politique du mouvement ouvrier.

(7) Le POSI, dès sa fondation, s'est prononcé pour l'abolition de la monarchie, pour l'Union des Républiques libres d'Espagne, ce qui a mis en cause son existence légale.

(8) Izquierda Unida (IU) est le regroupement d'éléments issus de la crise du PC espagnol.

Il y a quelques mois, les Jeunesses socialistes du Pays basque se prononcèrent pour donner la parole au peuple basque, pour qu'il décide s'il voulait exercer le droit à l'autodétermination.

A partir de l'attentat contre Lluçh (9), se sont multipliées des prises de position de militants socialistes pour le dialogue avec toutes les forces politiques, pour une solution démocratique de la question basque.

Cependant, Zapatero a annoncé qu'il signera un pacte de soutien au gouvernement, de soutien à la croisade "antiterroriste" du gouvernement qui menace les libertés et les droits de tous, et de soutien en général au gouvernement Aznar, précisément au moment des mobilisations appelées par l'UGT et les Commissions ouvrières, quand de tout côté on réclame la grève générale pour renverser ce gouvernement.

En donnant son accord à ce pacte avec le PP, Zapatero s'oppose frontalement à ce qu'ont réclamé, à Barcelone, un million de citoyens.

Mais dans le PSOE, coexistent des positions différentes. Pour l'instant, tous soutiennent Aznar.

La position de IU, ou pour être plus exact les positions de IU, dans la mesure où IU agit encore comme une force politique unifiée, sont fondamentalement les mêmes. Pour le Pays basque, Anguita, qui a été le porte-parole de IU, proposait comme solution un accord entre le Parti populaire d'Aznar (PP) et le PNV. Dans la récente VI<sup>e</sup> assemblée de IU, il a été présenté deux propositions, celle de la majorité des provinces basques et celle de Navarre. Madrazo, responsable de la Gauche unie au Pays basque, a plaidé pour le cadre basque de division que propose le PNV. Llamazares, actuel porte-parole de la Gauche unie, ainsi que les dirigeants navarrais préfèrent mettre au premier plan le cadre espagnol imposé et surtout "l'unité des démocrates". La présidence fédérale vient d'affirmer qu'elle est pour le "dialogue sans exclusive et sans conditions préalables (...). Pour cela, notre position aujourd'hui est centrée sur (...) le dialogue et la concertation de

*toutes les forces politiques qui se prononcent pour les voies politiques contre les voies violentes", c'est-à-dire pour le dialogue sans EH et pour la concertation avec le PP.*

Non seulement les appareils des organisations qui assurent parler au nom des travailleurs se refusent à assumer l'exigence démocratique affirmée par un million de citoyens à Barcelone, qui était l'exigence des travailleurs et des peuples de tout l'Etat espagnol, mais ils soutiennent le gouvernement sur la question clé. Ils appuient le gouvernement néofranquiste (pour eux, gouvernement "démocratique") de toutes les façons possibles. Ils sont pour des "solutions" antidémocratiques, parce que le rôle qui est le leur est de participer à l'exécution des plans de la mondialisation, en particulier par la régionalisation, la division des travailleurs et l'affrontement entre les peuples, comme l'a révélé le congrès de l'Internationale socialiste.

---

## LES DIRECTIONS DU PSOE ET DE IU CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES SYNDICATS

---

Il en est ainsi également pour la question sociale. Au lieu de défendre les employés de la fonction publique, les pêcheurs, les agriculteurs, les travailleurs du commerce..., les dirigeants du PSOE et de IU se réunissent à Nice. Tous soutiennent la charte, dont le seul rôle est de définir le cadre de la liquidation des conquêtes des travailleurs dans chacun des pays d'Europe.

*"Nous comprenons les réserves de ceux qui estiment que la charte est inférieure aux droits qui sont consignés dans leurs Constitutions respectives. Mais (...) la charte a une signification politique, parce qu'elle consacre l'Europe comme un espace de droits et de libertés, comme*

---

(9) Lluçh, dirigeant du Parti socialiste en Catalogne, ministre du premier gouvernement Gonzalez (1982), était partisan d'un dialogue sans exclusive avec toutes les organisations basques. C'est son assassinat par l'ETA qui a provoqué la manifestation du 23 novembre 2000 à Barcelone.

*un espace de droits sociaux*" (discours de Llamazares à Nice, le 5 décembre).

Ils soutiennent Aznar confronté aux exigences des travailleurs et poussent les syndicats à soutenir Aznar. Quand l'UGT s'oppose au budget du déficit zéro, le porte-parole socialiste pour l'économie, Jordi Sevilla, défend le déficit zéro. Quand le gouvernement exige que les syndicats signent la réforme du droit du travail, le porte-parole de politique sociale du PSOE, Ramon Jauregui, considère comme "*raisonnable*" de baisser les primes de licenciement des travailleurs fixes, sur la base d'un entretien avec les agents sociaux.

Ils sont résolument pour abaisser le "coût de la force de travail". Mais aussi pour liquider la protection sociale et lui substituer la charité. Au Parlement basque, tous sont pour le salaire social. Le PP, le PSOE, le PNV veulent un salaire social plus bas, tandis que EH et ELA exigent un salaire social plus élevé et que IU s'aligne sur eux et se propose de recueillir 35 000 signatures. Qui peut s'étonner qu'un parti aussi réactionnaire que le PNV propose à IU de former un gouvernement de coalition ?

Aujourd'hui, le PSOE et IU déclarent appuyer les mobilisations organisées par les syndicats.

Ils soutiennent du bout des lèvres, ne bougent pas le petit doigt, mais se disputent avec les syndicats pour se faire valoir comme intermédiaires en appui à l'Union européenne et à son agenda social, c'est-à-dire en appui au gouvernement Aznar.

---

**QUE SE RASSEMBLENT  
TOUS CEUX QUI VEULENT LUTTER  
POUR LES INTÉRÊTS  
DES TRAVAILLEURS**

---

Et cependant, une grande partie des syndicalistes qui veulent organiser la mobilisation, qui manifestent devant les Cortès, qui se prononcent pour la grève générale, sont du Parti socialiste, et il y en a aussi de IU.

Les militants socialistes sont pour la paix, pour des solutions démocratiques au Pays basque, ne veulent pas suivre Aznar, aucun ne veut le suivre, quelle que soit leur position à propos du Pays basque ! Combien de militants du PSOE ont poussé un soupir de soulagement le jour de la manifestation de Barcelone, quand le peuple creva l'abcès de la croisade d'unité patriotique d'Aznar ! Ils espéraient que leur parti conduirait le dialogue à la recherche d'une solution démocratique et ils se retrouvent maintenant avec le pacte de Zapatero.

Le POSI, à partir de ses propres positions politiques, lutte pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier par rapport aux institutions du capital, aux institutions de l'Union européenne, à l'OTAN, à la monarchie.

Et dans la lutte politique, beaucoup de militants socialistes et communistes, beaucoup de militants et de responsables syndicaux aspirent aussi à ce que les organisations de travailleurs défendent les intérêts des travailleurs, luttent pour la démocratie. Sur ce terrain, notre combat est le même, il n'y a aucune différence.

Pour cela, ce congrès devra orienter toute l'action politique du POSI vers la recherche du dialogue et de l'action commune avec ces militants.

Face à la crise politique, que les capitalistes et les forces politiques qui se subordonnent à eux veulent faire payer aux travailleurs et à nos syndicats, face à la crise de la représentation politique, qui détermine si fortement la situation de crise du régime et des institutions internationales du capital, en particulier celle de l'Union européenne, ne doit-on pas consacrer tous les efforts à ouvrir la voie à l'indépendance politique des travailleurs ?

C'est le centre de notre XV<sup>e</sup> Congrès et cela devra se concrétiser, comme un premier pas, par la recherche de l'accord de militants de diverses organisations pour convoquer et réaliser une conférence pour l'indépendance politique du mouvement ouvrier. Une conférence pour rechercher les moyens et les formes qui nous permettraient d'agir ensemble pour l'indépendance des travailleurs.

## **XVII<sup>e</sup> Congrès de l'Organisation socialiste des travailleurs (section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale) (21 et 22 décembre 2000)**

A la fin du mois de décembre 2000, s'est tenu le XVII<sup>e</sup> Congrès de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les délégués qui étaient réunis avaient à débattre de leurs tâches, de la place et du renforcement de la section mexicaine, dans une situation marquée par des développements majeurs. L'arrivée au pouvoir du nouveau président Fox, candidat de droite du Parti d'action nationale (PAN), ne signifia pas un simple changement de majorité. Elle entraîna une crise de l'Etat, de ses institutions façonnées par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis plus de soixante ans.

En même temps, le gouvernement de Fox, directement patronné par Clinton et à qui Bush a réservé sa première visite présidentielle, a comme mandat (celui qui lui a été confié par l'impérialisme) de s'attaquer aux conditions de vie et aux droits de la population travailleuse, et d'accélérer la privatisation, la destruction des entreprises et des services publics.

Il s'agit, en fait, de livrer le Mexique au pillage sans frein de l'impérialisme ; il s'agit de mettre en cause la souveraineté et l'unité du Mexique.

La "régionalisation", la décentralisation ont comme objectif d'aider à cette mise en coupe réglée du pays et à la destruction de sa souveraineté.

C'est l'objectif de la loi Cocopa sur "*l'autonomie*" et la "*libre détermination des paysans indiens*", reprise à son compte par Fox après qu'elle eut été préparée par le gouvernement du PRI (gouvernement Zedillo). Comme il est expliqué par ailleurs dans *La Vérité*, le contenu de cette loi explique le battage médiatique organisé par le gouvernement lui-même autour de la marche des "zapatistes" du sous-commandant Marcos.

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale au Mexique, sur une ligne de défense de l'indépendance des organisations ouvrières et d'action pour la défense de la souveraineté et de l'unité du Mexique, sont aujourd'hui engagés dans un combat pour la constitution du parti indépendant des travailleurs.

Cette action se mène en liaison avec l'intervention politique dans les luttes des travailleurs mexicains, et notamment la tenue de conventions de délégués et de travailleurs, rassemblant des militants de différentes organisations syndicales se regroupant contre la déréglementation et les privatisations, pour la rupture avec le traité de libre commerce, liant leur action à la préparation au Mexique de la conférence internationale de Berlin.

# Résolution générale

## (extraits)

---

### LES TENDANCES DE LA SITUATION

---

(...) La défaite électorale du PRI (1), le 2 juillet dernier, a marqué le début d'une nouvelle étape politique au Mexique. La majorité de la population a rejeté le régime, le parti officiel et la politique qui a engendré 54 millions de pauvres (personnes qui vivent avec 2 dollars par jour). Sur une population totale de près de 100 millions d'habitants, 20 millions ont rejeté le régime par l'abstention ou par le vote nul, six millions l'ont signifié en votant Cardenas, 15 millions ont voté pour Fox, ce qui fait un total de 41 millions de votes contre le PRI, qui lui-même n'a recueilli que 13 millions des voix.

Sur les 15 millions qui ont voté Fox, la majorité l'a fait en pensant à tort qu'avec lui se produiraient des changements positifs dans les conditions de vie et de travail. Ces secteurs de la population — dans lesquels on trouve des travailleurs — vont se trouver rapidement confrontés aux mesures que Fox a d'ores et déjà annoncées.

Dans l'esprit de certaines catégories de travailleurs s'est fait jour une réflexion, qui s'apparente, toutes proportions gardées, au phénomène qui a eu lieu en Yougoslavie : si nous avons été capables de chasser le PRI du gouvernement, nous serons capables de chasser les "charros" (militants du PRI) des syndicats ; ce sont eux les responsables de la mise en application de la politique officielle, qui nous jette dans la misère.

Le mouvement des travailleurs de l'électricité du Suterterm (Syndicat unique des travailleurs de l'électricité de la République du Mexique) contre la réélection de son secrétaire général membre du PRI, Rodriguez Alcaine, et contre les privatisations de l'industrie électrique, va dans ce sens. Il est évident que cette action est encore timide et que se dressent de nouveaux obstacles face au mouve-

ment, comme par exemple peut l'être la direction de la coordination démocratique du Suterterm.

En même temps, la défaite électorale du PRI alimente les contradictions au sein des partis du régime et entre les dirigeants syndicaux du PRI et le gouvernement de Fox, contradictions que les travailleurs sentent pouvoir utiliser. Un exemple se trouve dans le mouvement des travailleurs d'Etat, qui pendant dix jours ont fait grève, ont manifesté, ont organisé des meetings, ont occupé les locaux dans tout le pays pour la revendication de la fameuse "prime semestrielle".

Un secteur de la direction de la Fédération des syndicats des travailleurs des services d'Etat (FSTSE), en rupture avec le secrétaire, Joël Ayala, a appelé aux mobilisations. Ce secteur de la direction de la FSTSE est lié au PRI, et pourtant la lutte qui s'est ouverte entre ces fractions a créé un espace pour la première mobilisation des travailleurs d'Etat, qui, jusqu'à présent, étaient restés sous le contrôle féroce du syndicat officiel.

Plus généralement, on peut souligner que l'investiture de Fox ne sera pas la marque d'un recul dans le mouvement de résistance de la classe ouvrière et des masses opprimées des villes et des campagnes. La résistance va continuer de gagner de nouveaux secteurs de travailleurs qui chercheront une issue de classe.

---

### LE GOUVERNEMENT DE FOX, AGENT DIRECT DES MULTINATIONALES

---

Le gouvernement Clinton avait contraint Zedillo à accepter la défaite du

(1) Parti révolutionnaire institutionnel, qui a exercé en permanence le pouvoir pendant plus de soixante ans.



PRI et la nouvelle orientation de l'impérialisme dite des "relèves démocratiques". C'est aussi le cas de Fujimori au Pérou, qui a quitté le pouvoir pour ouvrir la voie à Toledo, agent des institutions internationales.

Le gouvernement américain s'est rendu compte que le PRI, fidèle défenseur de ses intérêts pendant les dernières décennies, représentait un danger pour le maintien de l'ordre et pour l'application approfondie des plans de globalisation. Par exemple, le gouvernement Zedillo n'a pas été en mesure d'imposer sa contre-réforme des articles 27 et 28 de la Constitution (privatisation de l'électricité) et d'avancer vers une livraison de Pemex à l'impérialisme.

Avec le gouvernement Fox, ils essaient de redorer le blason du régime en lui donnant une base sociale, qu'il avait perdue au cours des dernières décennies, pour mener à terme la destruction des conquêtes de la nation mexicaine. Le cabinet Fox est formé d'agents des multinationales. Il est symptomatique que le directeur de Pemex, entreprise clé du pays, soit fonctionnaire chez DuPont.

Les mesures et plans d'application directe du gouvernement Fox touchent aux questions essentielles. La "réforme fiscale" en projet sera un dur coup porté aux conditions de vie de tous. C'est l'application de la TVA aux produits alimentaires et aux médicaments, l'augmentation générale de la TVA, qui passe de 15 % à 18 % ou 20 %, la réforme fiscale, qui cherche à libérer les entreprises du paiement de l'impôt, augmentant la charge qui pèse sur le travail et sur la population.

Afin de calmer le mécontentement ouvrier, Fox a déclaré qu'il ne privatiserait ni Pemex ni CFE, ajoutant pourtant qu'il ouvrira les portes de ces industries aux investissements privés. Dit plus clairement, le gouvernement ne privatisera ni Pemex ni CFE, mais il n'investira rien non plus et laissera pourrir la situation. Les nouvelles installations électriques et les nouveaux puits de pétrole seront réalisés au moyen de capitaux privés en faisant appel à des ouvriers contraints à la déréglementation. La concurrence entre les entreprises publiques et les nouvelles

entreprises privées va jouer en défaveur des premières. Les formes changent, mais les objectifs sont les mêmes : destruction des entreprises publiques, destruction de la souveraineté nationale.

Fox a déclaré qu'il respecterait l'école publique et laïque, et pourtant le plan des crédits-bourses est déjà mis en branle pour les écoles, ainsi que l'approfondissement de la décentralisation du système national d'éducation. Chaque Etat, chaque municipalité (les délégations dans le cas des départements fédéraux) vont se charger de l'éducation. Les ressources d'un Etat ou d'une municipalité n'étant pas suffisantes, les parents d'élèves devront prendre en charge la subsistance des écoles. Dans ce cadre de décentralisation, vont se mettre en place des "conseils de participation sociale" dans les écoles, ouvrant les portes de l'éducation au clergé, aux initiatives privées, etc.

Nous ajoutons que la décentralisation implique aussi la destruction de la laïcité. Ainsi, dans une municipalité dominée par le Parti d'action nationale (le parti du nouveau président Fox) ou dans laquelle l'Eglise aurait des possibilités, il sera facile d'imposer l'enseignement religieux, ouvrant la voie à la dislocation du caractère laïque du système éducatif. Ce sera un nouveau motif de division entre les populations.

De plus, le gouvernement Fox propose déjà de modifier — c'est-à-dire d'en finir avec eux — les droits du travail contenus dans la loi fédérale sur le travail. Le nouveau secrétaire au Travail, Abascal Carranza, ex-dirigeant de la Coparmex (chambres patronales de la République du Mexique) et promoteur d'ONG, a inauguré sa prise de fonctions en déclarant illégale la grève des sucriers, qui durait depuis plus d'un mois.

Ce que Zedillo n'avait pas osé faire, le gouvernement Fox-Abascal l'a fait dès les premiers jours. Il est évident que cela a été rendu possible grâce à la collaboration des dirigeants du PRI membres de la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), centrale liée à l'ancien président, qui ont maintenu la grève dans un isolement fatal.

Le gouvernement Fox, en application des plans, va aiguiser les mécontentements et la résistance dans les rangs des travailleurs et, à terme, dans l'ensemble de la population opprimée du Mexique.

---

## LES APPAREILS SYNDICAUX

---

Certes, le mouvement de résistance des travailleurs et des peuples du Mexique rencontre, comme nous l'avons dit, des obstacles sur sa route.

Les directions du mouvement syndical (CTM, UNT, FSTSE, SME, etc.) à différents degrés appellent à faire confiance à Fox.

Rodriguez Alcaine, secrétaire général de la CTM et du Suterterm, s'est mis à la disposition de Fox en soutenant les investissements de capitaux privés dans l'industrie électrique et le secrétaire général du Suterterm a été réélu avec la "bénédiction" de Fox.

Hernandez Juarez, secrétaire général du syndicat des téléphonistes, a applaudi la nomination de Abascal comme secrétaire au Travail.

Pour sa part, la direction du Syndicat mexicain des électriciens (SME) s'est vue contrainte de convoquer un meeting pour le 1<sup>er</sup> décembre, jour de la prise de fonctions du nouveau gouvernement. Lors de ce meeting, Rosendo Flores, le secrétaire général, a réaffirmé le refus du secteur de l'électricité et son opposition à la modification des articles 27 et 28 de la Constitution.

Pourtant, quelques jours plus tard, à l'occasion de l'anniversaire du syndicat, Fox, invité aux commémorations, a renouvelé ses déclarations en disant qu'il n'allait pas privatiser l'industrie, mais qu'il allait moderniser l'entreprise. Rosendo a déclaré alors être d'accord avec la manière de Fox d'aborder la question, à condition que le contrat collectif soit respecté.

Le gouvernement Zedillo, quelques jours seulement avant de quitter le pou-

voir, a cherché le moyen de faire passer, avec le soutien des appareils, le démantèlement des entreprises publiques et la déréglementation du travail. Les travailleurs ont ovationné leur secrétaire général lorsqu'il a affirmé son refus des privatisations et le respect des contrats collectifs. Ainsi, lorsque le moment sera venu pour le gouvernement et la direction syndicale de préciser leur "plan de modernisation", les travailleurs comprendront que la signification de la "modernisation" n'est pas autre chose que la dislocation des contrats collectifs, l'augmentation des tarifs de l'électricité pour la population et l'ouverture aux capitaux privés pour de nouveaux investissements.

Répétons-le, le gouvernement Fox change les formes, mais l'objectif central reste le même : démanteler les entreprises publiques, livrer les secteurs rentables aux entreprises de l'impérialisme. D'un autre côté, le mouvement et la résistance des travailleurs vont continuer. Dans ce domaine, l'expérience des travailleurs de l'électricité contre la privatisation est une référence.

Comme le montrent les événements de Yougoslavie et de Palestine, le mouvement de l'histoire pousse les travailleurs à chercher une issue de classe malgré les énormes difficultés qui existent.

---

## LE PRD SOUTIENT LA "TRANSITION DÉMOCRATIQUE" ET SOUTIENT LE GOUVERNEMENT FOX

---

Le mouvement de résistance des travailleurs, des paysans et des peuples opprimés se heurte à la politique du Parti de la révolution démocratique (PRD) (2) et aux initiatives de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et des ONG.

---

(2) Parti dont le principal dirigeant est Cuathemoc Cardenas, descendant du général Cardenas. Ce parti, affilié à l'Internationale socialiste, pratique une politique de soumission à l'impérialisme, contraire aux traditions du mouvement révolutionnaire national du Mexique.

Après la défaite politique lors des élections du 2 juillet dernier, et comme résultat de son refus de prendre en charge les revendications et les aspirations de la nation (refus d'avancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante), le PRD propose à "Fox, aux partis et forces de la production" (c'est-à-dire aux entreprises multinationales qui maîtrisent l'économie mexicaine — NDLR) un accord national pour la transition démocratique et le développement équitable".

Le contenu de cet accord est d'offrir à Fox les meilleures conditions pour qu'il puisse gouverner et appliquer les plans de privatisation et de destruction de la nation.

Le PRD, parti fondé par Cardenas il y a douze ans pour canaliser et contrôler le mouvement contre la fraude électorale de 1988, et qui mis en péril l'existence du PRI, a constitué un obstacle, depuis lors, à la création d'un parti politique indépendant, d'un parti des travailleurs.

L'accentuation de la crise du régime du PRI, exprimée par la défaite électorale du 2 juillet, implique aussi une sérieuse défaite du PRD, et aggrave son instabilité (de fait, il est une fédération de courants) et les tendances à sa dislocation. Certains secteurs de ce parti avertissent que le prochain congrès du parti connaîtra une rupture. Certains groupes militent pour la création d'un nouveau parti — le gouverneur de Zacatecas en dirige un — au travers de la fusion avec des secteurs du PRI (sans étiquette de gauche, disent-ils), alors que d'autres, ceux issus du stalinisme et du maoïsme, proclament la "réorganisation démocratique" du PRD.

Aucun de ces groupes de "gauche" n'exprime les intérêts des travailleurs et de la nation. La crise du PRD, pourtant, alimente la discussion avec des militants et des travailleurs qui, jusqu'alors, avaient fait confiance à Cardenas.

C'est dans le district fédéral (Mexico) que nous verrons se mettre en place plus clairement la politique du PRD. Le gouvernement de Lopez Obrador n'est pas simplement la continuité du gouvernement de Cardenas au niveau du district fédéral. Lopez Obrador se propose,

comme il le signale dans son discours d'investiture, de "*partager le pouvoir et la responsabilité avec les citoyens*", c'est-à-dire de "*partager avec les citoyens*" la mise en place des plans de globalisation. Nous activerons, a-t-il déclaré, "*les comités de quartier en tant qu'organismes de représentation citoyenne (...), les comités agiront comme d'authentiques gouvernements de quartier*".

*"Il s'agit, ajoutait-il, que chaque citoyen connaisse les engagements pris par le gouvernement et soit en mesure de participer, de superviser et de donner un suivi à l'utilisation à bon escient des ressources publiques.*

*A moyen et à long terme, à mesure qu'avancera l'organisation de proximité, il deviendra possible que ces programmes intégraux finissent par être élaborés à partir de l'assemblée de quartier en ne définissant que les normes et en décidant du plafond financier pour chaque unité territoriale."*

C'est-à-dire que le gouvernement de Lopez Obrador va déterminer le "montant du budget", qui à son tour déterminera le montant du budget que Fox assignera au district fédéral. Ce dernier est établi une fois que sont remplis les engagements du paiement de la dette extérieure et de la dette interne, qui, additionnés, donnent la somme minimum de 278 milliards de dollars pour la scandaleuse dette publique (3).

Lopez Obrador définit clairement sa stratégie lorsqu'il dit :

*"Cette stratégie de coresponsabilité a comme autre axe fondamental de donner une impulsion aux organisations de la société civile. C'est avec elles aussi que nous voulons partager le pouvoir et les responsabilités."*

Ainsi, ce gouvernement du PRD, au niveau du district fédéral, en accord avec la politique de l'impérialisme pour "l'alternance démocratique", voudrait mettre en place dans la capitale le nouveau corporatisme. Les lignes directrices du budget et des politiques sont décidées d'en haut : paiement de la dette, soutien

(3) Comme on le voit, c'est la méthode de Porto Alegre qui est adoptée pour coopérer avec le gouvernement présidé par Fox.

aux entreprises multinationales, plafond financier pour le budget "social", etc. Et en bas, on participe à la mise en œuvre des lignes, en signalant les secteurs qui seront les plus sacrifiés.

Dans ce cadre, Lopez Obrador se propose de décentraliser l'éducation, les corps de police municipale, etc. "*Les habitants n'ont qu'à engager (c'est-à-dire payer) les vigiles et les autres activités.*" Il est possible que ce gouvernement recueille certains succès dans les premiers temps, mais la résistance va continuer de se manifester et de s'amplifier.

---

### LA LOI COCOPA ET LE EZLN, OU LE SOUTIEN À LA RÉGIONALISATION ET À LA DÉCENTRALISATION DE LA NATION

---

a) Le gouvernement Fox a soumis au Sénat la "loi Cocopa" sur "*l'autonomie*" et "*la libre détermination des peuples indiens*". Le EZLN impulse en ce moment une initiative politique, qui bénéficie d'une grande couverture médiatique : la marche qui conduira, à la fin du mois de mars, Marcos et son contingent indien "zapatiste", en passant par le sud-est du pays, jusqu'à la ville de Mexico, pour "faire pression" sur la Chambre des députés afin qu'ils votent l'initiative de la Cocopa, élaborée comme nous le savons par une commission de députés qui ont — selon le Front zapatiste de libération nationale, branche politique du EZLN — "*recueilli les inquiétudes du EZLN, du Congrès national indien et du gouvernement fédéral*" (le gouvernement Zedillo à ce moment-là).

Quelles que soient les péripéties que connaîtra cette initiative, apparaît aujourd'hui une convergence entre le EZLN et Fox sur la question de la régionalisation, de la décentralisation et de la réforme de l'Etat.

La possible acceptation de la loi Cocopa ne va pas seulement résoudre des problèmes de la population indienne (double oppression, extrême pauvreté, droit à la

terre, etc.), mais conduira à parquer les Indiens dans des "réserves indiennes" et à de nouveau massacres d'Indiens perpétrés par les corps paramilitaires, et y compris, au moment venu, par l'armée.

La loi de la Cocopa, comme toutes les initiatives de Marcos et des ONG (nationales et internationales) qui le soutiennent, **se place dans le cadre de l'acceptation et de la défense du régime du PRI.** Déjà, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1994, Marcos déclarait que,

*"conformément à cette déclaration de guerre, nous demandons aux autres pouvoirs de la nation qu'ils s'engagent à restaurer la légalité et la stabilité dans le pays, en destituant le dictateur. Notre lutte se conforme au droit constitutionnel et se couvre du drapeau de la justice et de l'égalité."*

Les accords de San Andres, qui sont la base sur laquelle s'est élaborée l'initiative pour la loi, proposent entre autres choses de :

— Contribuer à la "réforme" de l'Etat (les textes parlent toujours de l'Etat avec majuscule, c'est-à-dire qu'ils accordent à l'Etat du PRI un caractère immuable, qu'il s'agit de respecter), ce qui signifie la fragmentation de la nation et des droits sociaux et du travail, en un mot cela signifie la déréglementation. La fragmentation sera entérinée grâce aux politiques pour "l'autonomie", la "décentralisation" et la "régionalisation".

C'est dans ce sens que va aussi l'initiative du couloir "Puebla-Panama" (4), que Fox a commencé de mettre en place et qui conduira à la livraison des énormes richesses naturelles — l'eau, le pétrole, la biodiversité — en plus d'une main-d'œuvre très bon marché aux multinationales.

— Impulser

*"l'unité nationale (que) l'actuel gouvernement, avec la participation des peuples indiens et de l'ensemble de la société, s'engage à mettre en œuvre (...), et qui devra servir à ce que le Mexique soit*

---

(4) Grand axe de communication qui doit traverser le Mexique et l'Amérique centrale jusqu'à Panama. Il passe par des territoires inexplorés, où se trouvent notamment des gisements de pétrole encore inexploités du Mexique.

*grand, assumant avec orgueil son histoire millénaire ainsi que la richesse spirituelle des peuples indiens, et qu'il développe dans toute sa plénitude ses potentiels économiques, politiques, sociaux et culturels".*

"Unité nationale" ? Avec un régime qui n'a pas cessé de livrer les richesses de la nation à l'impérialisme !

"Unité nationale" ? Avec le gouvernement Fox, agence directe du département d'Etat américain !

Pour développer les "potentiels économiques", la nation a besoin de récupérer sa pleine souveraineté et, pour jouir de ses richesses naturelles, d'abroger le Traité de libre commerce d'Amérique du Nord et d'annuler la dette.

Les accords de San Andres prévoient

*"un processus de décentralisation des compétences, des fonctions et des ressources des instances fédérales et de l'Etat vers les gouvernements municipaux (...), afin que ce soit la participation active des communautés indiennes et de la population qui assume les initiatives de celui-ci".*

La décentralisation signifie le renoncement du gouvernement fédéral à assumer ses responsabilités en matière d'éducation, de santé, de services, etc. Les fonds publics vont être donc destinés encore plus largement au paiement de la dette (extérieure et intérieure), aux subventions et à l'accomplissement des ambitions sans limites des multinationales. C'est dans ce cadre qu'est accordée aux communautés indiennes la possibilité "d'assumer l'initiative" en matière budgétaire.

b) Les accords de San Andres sont aussi présentés comme un "pacte social", un nouveau pacte social "qui intègre une nouvelle relation entre les peuples indiens, la société et l'Etat".

*"Ce pacte social pour de nouvelles relations se base sur la conviction qu'une nouvelle situation nationale et locale pour les peuples indiens ne pourra être alimentée et triompher qu'avec la participation des Indiens et de la société dans son ensemble, dans le cadre d'une profonde réforme de l'Etat."*

Il apparaît là que l'objectif fixé est de canaliser la lutte des peuples indiens et plus généralement de la lutte de la classe ouvrière. Il s'agit de **renouveler les possibilités de contrôle du régime sur les travailleurs et les paysans**. Voilà le contenu du nouveau "pacte social".

c) Par rapport à l'organisation, Marcos a été très clair, à aucun moment il ne s'agit de parler de classes sociales ni d'organisation de la classe ouvrière, mais bien de la "société civile".

*"Nous avons, nous tous, camarades, cette image en tête : ce dont il s'agit, c'est d'ouvrir une porte et de sortir, c'est de cela dont nous parlons. L'objectif du EZLN n'est pas seulement d'obtenir les droits pour les Indiens, d'en finir avec la guerre et de construire la paix, mais bien de sortir pour faire de la politique, pas comme un parti politique, parce que nous n'envisageons pas la prise du pouvoir, mais comme une organisation politique."*

— Quelle est la différence ?

— La différence, c'est qu'un parti politique lutte pour être au gouvernement, le EZLN n'a pas le point de vue de la prise du pouvoir, mais d'organiser les citoyens pour demander au pouvoir et au gouvernement de porter attention aux causes les meilleures pour le pays."

"Quelle autre guérilla a fait appel non au prolétariat en tant qu'avant-garde historique, sinon à la société civile qui lutte pour la démocratie ?", demande Marcos dans un de ses nombreux communiqués. Les termes sont clairs : la direction du EZLN nie l'existence du prolétariat, et donc de ses conquêtes et de ses droits, isolant et divisant de cette manière les paysans indiens du reste des travailleurs, qui pourraient lui donner une perspective pour une solution aux problèmes qu'ils rencontrent.

d) L'initiative prise par Fox de faire approuver par le Congrès la loi Cocopa comporte un objectif pratique et immédiat. Un journaliste de *La Jornada* la présentait ainsi :

*« Le gouvernement des patrons administré par Vincente Fox lancera, dans les prochains jours, un projet millionnaire pour le "développement" et la "modernisation" du Chiapas et du Sud-Est mexi-*

*cain, avec comme axe principal l'industrie pétrolière et hydroélectrique, ainsi que la construction de voies de communication sur l'isthme de Tehuantepec, qui transformera de manière radicale toute la région (...). En réalité, ce qu'on se dispute actuellement au Chiapas, c'est le contrôle et la propriété de la forêt de Lacandona, très riche en eau, en pétrole, en bois et en biodiversité, à quoi l'on pourra ajouter la "biopiraterie" des connaissances ethno-botaniques et pharmaceutiques ancestrales de la population maya, que des compagnies comme la Diversa Monsanto, Novartis ou Savia prétendent breveter (elles sont les principaux producteurs mondiaux d'organismes génétiquement modifiés qui opèrent déjà dans cette région). »*

Enfin, l'initiative de la loi pour "l'auto-nomie", la "libre détermination" des peuples indiens dans le cadre de la "réforme de l'Etat", de la régionalisation et de la décentralisation impulsées par le gouvernement Fox en continuité avec les réalisations des gouvernements précédents du PRI est un élément qui va accélérer la désagrégation de la nation provoquée par l'impérialisme et ses multinationales. Pour cela, elles ont besoin d'une totale liberté pour s'approprier l'ensemble des richesses naturelles du pays. L'impérialisme instrumentalise le problème des communautés indiennes pour accomplir ses objectifs, ce qui nécessite un affrontement entre les peuples et la destruction des nations.

---

## FORMATION DU COMITÉ PROMOTEUR DU PIDT

---

Une autre de nos faiblesses politiques s'est manifestée dans l'hésitation à entamer le travail pratique de construction du parti indépendant des travailleurs (PIDT), sur la ligne des partis indépendants, transition dans la construction du parti révolutionnaire, section de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En 1998, nous avons mené campagne pour l'enregistrement de ce parti. Nous avons réalisé un gros effort, et pourtant, cela n'a pas dépassé le cadre d'une campagne de propagande. Cela nous a conduits à reculer et à osciller sur la question des avancées pratiques dans ce sens.

Aujourd'hui, la nouvelle situation politique du pays, les menaces contre les intérêts de la classe ouvrière, la décomposition du PRD et sa défaite aux élections du 2 juillet posent avec plus d'intensité encore et élargissent les conditions pour la lutte pour un parti indépendant des travailleurs.

Sur la base de ces appréciations et tout en cherchant à surmonter nos hésitations, nous avons décidé d'organiser des réunions pour la constitution d'un Mouvement pour le parti indépendant des travailleurs.

Nous devons faire face à certains obstacles. La couche avancée des travailleurs subit la pression exercée par le PRD, par les groupes du PRD qui prônent la "démocratisation" de ce parti, du corporatisme, des groupes qui proclament la nécessité d'un "parti des travailleurs" basé sur "l'union des révolutionnaires", en définitive de la pression redoublé du EZLN-ONG, qui appelle à la création d'une organisation politique nationale qui ne sera pas un parti et qui "ne luttera pas pour le pouvoir", mais qui organisera la société civile, comme nous l'avons développé dans un paragraphe précédent.

Le EZLN se met en branle pour la défense du gouvernement Fox et du régime du PRI, utilisant la question des Indiens, tout en proposant d'introduire quelques changements afin de démocratiser le régime.

A Cuernavaca, après la septième convention, nous avons tenu une nouvelle réunion du parti et, au cours de la conférence trinationale (5) — mais indépendamment d'elle —, nous réaliserons une réunion avec des militants du Labour Party des Etats-Unis, afin de susciter la discussion sur l'importance du combat à mener pour les partis ouvriers indépendants et sur la relation qui pourrait s'établir entre des travailleurs américains, mexicains et canadiens pour aller dans ce sens.

---

(5) Au mois de mai 2001, en relation avec la préparation de la conférence internationale contre la déréglementation de Berlin, se tiendra une conférence de délégués ouvriers du Mexique, des Etats-Unis et du Canada pour l'abrogation du Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord et contre son extension à l'ensemble du continent.

**Rapport présenté au 42<sup>e</sup> Congrès  
de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(conférence nationale du Courant communiste  
internationaliste du Parti des travailleurs)  
(3 et 4 février 2001)  
(extraits)**

Le 42<sup>e</sup> Congrès de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale (conférence nationale du Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs) s'est tenu à Paris, les 3 et 4 février 2001. Il rassemblait les délégués élus par les conférences régionales du CCI (elles-mêmes composées des délégués élus dans les assemblées de militants) et la direction nationale sortante élue au congrès précédent.

Ce congrès se tenait immédiatement après une réunion du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale et les documents qui en étaient issus furent portés à la connaissance des délégués. C'est donc directement dans le cadre de la préparation du Cinquième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale que se plaçait ce congrès de la section française.

Aussi, le centre même de la discussion, c'était la mise en œuvre en France de l'orientation stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale : le combat pour la construction de partis ouvriers indépendants, le combat pour l'indépendance de classe au sein des organisations dans lesquelles les militants trotskystes sont appelés à lutter dans certains pays.

Cette discussion s'est concentrée sur la question du journal *Informations ouvrières*, hebdomadaire du Parti des travailleurs. La tâche des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale au sein du Parti des travailleurs, c'est, à égalité de droits et de devoirs avec toutes les composantes et tous les militants du parti, de contribuer au renforcement du Parti des travailleurs. L'arme principale de ce renforcement, c'est le journal, le facteur central d'organisation.

Faire de ce journal, sous des formes adaptées, "l'affaire" de tous les adhérents du parti, c'est permettre au parti de s'organiser pour son développement.

Le congrès du CCI se tenait à la veille des élections municipales, qui ont été marquées par un rejet des partis institutionnels, en particulier de ceux de la "gauche plurielle" liée au gouvernement Jospin-Chirac, et notamment du Parti communiste français.

Le congrès a été amené à discuter longuement de la situation politique en France et des développements dans la lutte des classes, pour souligner la place du Parti des travailleurs et de son activité comme élément central de la défense de l'indépendance des organisations de classe contre toutes les tentatives d'intégration et de liquidation qui les menacent.

Enfin, en liaison avec la préparation du Cinquième Congrès mondial, le congrès est revenu sur les problèmes de direction, du centralisme démocratique et de sa pra-

tique au sein de la section française, du développement de la discussion politique. La question se posait de modifier la composition de la direction nationale du CCI en fonction même de l'expérience acquise par des militants depuis le dernier congrès, en rapport avec le travail dans la jeunesse sur la ligne définie par la conférence pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse de Sao Paulo.

La position du congrès, à la fin de ses travaux, était que, malgré les pas en avant dans l'élaboration politique accomplis, notamment dans le travail des commissions, il eût été artificiel de procéder maintenant à cette modification pourtant nécessaire. C'est pourquoi un mandat a été adopté à l'unanimité des délégués, moins deux absentes, convoquant le 43<sup>e</sup> Congrès du CCI d'ici la fin de l'année 2001.

On trouvera ci-dessous des extraits des conclusions du congrès.

C'est donc dans le cadre de l'élaboration de toute l'Internationale que le congrès du CCI a inséré l'analyse de la situation politique en France et la définition des tâches dans le contexte international d'ensemble. Au cœur de cette discussion, la mise en œuvre en France de l'orientation stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale : le combat pour la construction des partis ouvriers indépendants ou pour l'indépendance de classe dans les organisations au sein desquelles nous militons dans certains pays.

---

### LA QUESTION DE LA CONSTRUCTION DU PARTI DES TRAVAILLEURS

---

En France, c'est la question de la construction du Parti des travailleurs. Au sein de la commission du congrès consacrée à la construction du Parti des travailleurs, la discussion s'est concentrée sur une alternative. De deux choses l'une : ou bien toute notre activité politique, dans tous ses aspects et dans toutes ses campagnes, converge en un point unique, qui est la construction et l'organisation du Parti des travailleurs autour du journal *Informations ouvrières*, dans son élaboration, sa discussion et sa diffusion ; ou bien la catégorie "organisation du Parti des travailleurs" est l'une des activités des militants du CCI parmi d'autres, parfois même en fin de parcours, quand toutes les autres ont été réalisées (...).

La discussion du congrès a montré que l'on ne peut pas, d'un côté, dire : l'orientation stratégique, c'est la construction du Parti des travailleurs et, de l'autre côté, faire comme si on pouvait réaliser les tâches qui sont les nôtres en passant par-dessus cette "petite étape intermédiaire" qui est l'organisation effective des adhérents du Parti des travailleurs, travailleurs dotés d'une conscience politique et candidats à être partie prenante de la construction d'un parti et de campagnes en commun (...).

Dans cette période où toutes les organisations voient leurs militants s'éloigner de toute activité politique, nous pouvons constater que, malgré le boycott sans appel des médias, le Parti des travailleurs a tenu. En dépit du fait que nous refusons tout financement par l'Etat, alors que toutes les organisations sans exception, de l'extrême droite à l'extrême gauche, vivent de ce financement, le Parti des travailleurs s'honore de verser l'intégralité de la subvention au Fonds d'aide ouvrière internationale (...).

---

### LA PLACE DU JOURNAL *INFORMATIONS OUVRIÈRES*

---

En décidant délibérément d'orienter la discussion sur l'élaboration collective du journal, le congrès a montré les possibilités ouvertes par l'exercice réel de la démocratie ouvrière. Tous les adhérents du Parti des travailleurs, à quelque cou-



rant qu'ils appartiennent ou non, démontrent qu'ils sont à même de construire collectivement leur parti en participant directement à la rédaction des articles de leur journal. Les derniers numéros rédigés dans ce cadre le prouvent.

La discussion de la commission et du congrès a, sur cette base, établi que c'est à partir de là que l'on peut poser de manière efficace la question de l'élargissement de la diffusion. En effet, un journal élaboré de manière à ce que chaque camarade soit partie prenante de la rédaction est un journal dont chacun est partie prenante quant à son utilisation comme instrument de conquête, de construction et de combat. Il ne s'agit pas de faire cela une fois dans un congrès ou dans une réunion (...).

Faire cela, c'est rétablir *Informations ouvrières* comme organe central de construction d'un parti ouvrier indépendant. L'expérience montre que, dès lors, le problème de la diffusion d'*Informations ouvrières* se pose de façon modifiée. Ce problème soulève en premier lieu, répétons-le, la question de l'élaboration collective, par tous les adhérents, de la politique du parti (...).

---

## UN TOURNANT DANS LA SITUATION MONDIALE

---

Toute la discussion politique du congrès du CCI a été cadrée par l'appréciation fournie par le rapport introductif, à savoir : d'une part, qu'un tournant de la situation mondiale, marquée par l'annonce de la récession aux Etats-Unis, fait obligation au régime fondé sur la propriété privée des moyens de production d'aller jusqu'au bout de son offensive de destruction des classes ouvrières et des peuples ; d'autre part, que cette offensive ne peut se mener qu'avec le relais des appareils, et que, dans la situation politique que nous connaissons aujourd'hui, en France, ce relais se constitue sur une ligne qui vise à aller jusqu'au bout du processus d'intégration, processus en cours, inachevé, mais que les sommets des appareils cherchent à achever. Mais situation marquée aussi, dans ce contexte, par l'extraordinaire

re volonté de combat et de résistance des masses, qui se réfracte à tous les niveaux au sein même des organisations et s'oppose à leur intégration-destruction. Dans ce contexte, il est évident que le rôle d'un parti ouvrier indépendant intervenant politiquement dans le respect de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats dans la lutte de classe, sur le terrain de l'indépendance de classe et du front unique, ce rôle est un rôle majeur. Tel est l'objectif, dont la section française estime qu'il peut être atteint.

---

## NOTRE INTERVENTION POLITIQUE DANS LA LUTTE DES CLASSES

---

Cela s'est exprimé dans la dernière période et une part importante de la discussion du congrès a porté précisément sur la question suivante : pouvons-nous aider la classe ouvrière à combattre contre les plans qui la menacent de destruction autrement que sur la ligne politique du combat pour la grève générale ? Pouvons-nous, en particulier, agir autrement que sur le plan de l'aide collective concrète au surgissement de la lutte de classe ? Certes, nul ne peut prétendre que la révolution prolétarienne victorieuse soit une perspective pour demain matin, mais la classe ouvrière peut faire reculer, elle peut combattre pour faire reculer et, en imposant à l'adversaire de reculer, elle gagne du temps pour se préserver comme classe et constituer les conditions de sa contre-offensive.

Y a-t-il tâche plus cruciale pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale que de répondre à la question : comment intervenons-nous politiquement pour aider à ce processus ?

Dans le congrès, se sont tenues en particulier des commissions qui ont travaillé à répondre à la question de notre intervention politique concrète sur cet axe dans quatre secteurs professionnels : l'industrie — et particulièrement la métallurgie —, les PTT, l'enseignement, la Sécurité sociale et le domaine de la santé en général. Des commissions qui se sont tenues, on peut dégager un certain nombre de

questions politiques et d'organisation. Toutes s'orientent autour des trois préoccupations suivantes :

1) En toutes circonstances, définir comment la forme particulière d'une attaque contre le secteur de la classe ouvrière ou de la jeunesse se relie et s'intègre à une politique d'ensemble (...).

2) La deuxième grande question politique qui se dégage, c'est la nécessité de combattre politiquement pour l'unité, qui est le seul moyen d'aider la classe ouvrière à avancer et à surmonter les obstacles des politiques mises en œuvre par les appareils.

3) Et enfin, il s'agit de définir le rapport entre le combat pour la grève en particulier et le combat pour la grève générale. C'est dans ce cadre que toute une série de questions politiques précises ont été consignées dans une résolution particulière, qui doit faire l'objet d'un retravail de précision par le comité politique (...).

---

### L'ARTICULATION ENTRE LE CENTRISME RÉACTIONNAIRE ET L'APPAREIL STALINIEN

---

La discussion a permis, cependant, de préciser nombre de questions, telle l'articulation entre l'appareil stalinien, le centrisme réactionnaire et les ONG. L'axe de la politique de l'appareil stalinien, c'est la destruction du mouvement ouvrier organisé. C'est d'être la colonne vertébrale du corporatisme. Mais la forme de la destruction du mouvement ouvrier organisé aujourd'hui, c'est sa transformation en société civile dans le cadre du Forum de Porto Alegre, des ONG, etc.

Il y a une complémentarité indispensable entre centrisme réactionnaire et appareil stalinien. La politique de l'appareil stalinien porte en elle comme une nécessité la remise en cause y compris de l'existence de la CGT comme centrale syndicale et, bien évidemment, du PC comme parti politique au sens classique du terme, le problème étant que les pro-

cessus de la lutte des classes en général font que la liquidation de la CGT comme telle, aujourd'hui, sous cette forme, n'est pas à l'ordre du jour. L'offensive visant à disloquer la CGT de l'intérieur, entraîner FO sur la voie de l'unicité corporatiste, pousser la FSU, utiliser le SUD, est un processus combiné pour arriver graduellement à insérer tout le mouvement ouvrier dans ce processus d'ONGisation.

Dans les liens avec les militants syndicaux ou politiques, le critère discriminant, ce sont les questions d'intervention politique dans la lutte des classes. Dans la situation actuelle, toute tentative de formaliser et d'organiser des liens politiques avec ces militants sans chercher à organiser ensemble l'intervention politique dans la lutte des classes risque de mener à une impasse.

---

### LA CONFÉRENCE MONDIALE DE BERLIN CONTRE LA DÉRÉGLEMENTATION

---

C'est en relation avec cette appréciation que le congrès a discuté de la préparation de la conférence contre la déréglementation. Le projet de résolution préparé sur ce point souligne :

*« La conférence de Berlin a en son centre le combat contre la déréglementation, c'est-à-dire le combat contre ce qui est au centre de l'offensive de l'impérialisme pour faire baisser le "coût du travail". La déréglementation généralisée de tous les droits collectifs de la classe ouvrière nourrit les processus de destruction des nations et la décomposition de l'ensemble de la société. »*

*La lutte contre la déréglementation, en ce qu'elle est concrète, pratique, permet d'opérer une délimitation parmi les courants du mouvement ouvrier. L'accompagnement social de l'OMC peut se satisfaire, et même se couvrir de grandes formules contre le capitalisme, la mondialisation, etc. La lutte contre la déréglementation nécessite la précision, les faits et les combats réels contre les politiques gouvernementales. »*

# Le trotskysme au Sri Lanka (contribution à une discussion)

## Deuxième partie

Par Jean-Marc SCHIAPPA

Dans le précédent numéro de *La Vérité* (janvier 2001), est parue la première partie de l'article de Jean-Marc Schiappa "*Le trotskysme au Sri Lanka*". Cet article se présente comme une contribution à la discussion et à la réflexion sur certains aspects de l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale.

De ce point de vue, l'histoire du Lanka Sama Samaja Party (LSSP), fondé en 1935, devenu une section de la IV<sup>e</sup> Internationale, jouant un rôle essentiel dans la lutte contre le colonialisme britannique pour ensuite dégénérer au point de s'intégrer à un gouvernement bourgeois, est importante.

Jean-Marc Schiappa l'aborde sous l'angle des relations du LSSP avec la direction internationale "pabliste" (le courant liquidateur qui disloque la IV<sup>e</sup> Internationale en 1951-1953) et des responsabilités de cette dernière.

Dans la première partie, l'article revenait sur l'évolution du LSSP et les origines de la crise. La seconde se concentre sur les années qui vont de 1960 à 1964.

## LA DIRECTION "PABLISTE" À L'ŒUVRE

Avec les années 1959-1961, une modification qualitative a lieu : le LSSP accentue son orientation électoraliste et le SI va changer la forme de son orientation. Lui qui expliquait que "*la révolution coloniale progresse à Ceylan sous une direction marxiste révolutionnaire*" (1) est maintenant fasciné par la victoire de Castro à Cuba. L'heure n'est plus à la "*voie électorale*".

Reprenons : la revue pabliste internationale de février 1959 (2) publie d'importants extraits du texte de la conférence annuelle du LSSP. Intitulée "*En avant vers un gouvernement du LSSP !*", elle a une tonalité radicale, des considérations et des mots d'ordre corrects en apparence. La perspective gouvernementale peut sembler excessive, voire gauchiste ; en fait, une phrase permet d'en comprendre la "substantifique moelle" :

*"Il y a place dans un gouvernement du LSSP pour d'autres qui seraient prêts à prendre le cours de mesures décisives anticapitalistes (3)."*

Ce qui, dans le cadre d'une perspective électorale, voire électoraliste, induit obligatoirement des négociations et des tractations, donc la possibilité inverse par laquelle le LSSP entrerait dans un gouvernement qui "*serait prêt à prendre des mesures*" (savourons le conditionnel). La revue du SI commente ce texte d'une très brève introduction, où l'on peut lire :

*"Le mouvement ouvrier (au Sri Lanka — J.-M. S.) est dirigé majoritairement par le LSSP (4)."*

Les temps changent ? Pas encore : dans la courte déclaration publiée par le numéro de janvier 1960 de la même revue, intitulée "*Aux côtés de la Révolution ceylanaise*", le mot "*parlementaire*" apparaissait six fois, notamment en affirmant "*la victoire de l'opposition révolutionnaire, (qui) sera le résultat d'une mobilisation et d'une organisation des masses, à la fois sur le terrain parlementaire et extra-parlementaire*" (5), donc d'abord électorale. Pierre Frank tenait lui-même une conférence le 26 février 1960 à

Paris, sur le thème "*La section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale prendra-t-elle le pouvoir ?*" (6).

Une fois de plus, les élections ne voient pas la victoire du LSSP : les masses paysannes se tournent vers le SLFP. Alors, les dirigeants du LSSP vont transférer résolument leurs vœux sur le SLFP. C'est la traduction locale de la politique du SI : trouver une bourgeoisie nationale plus ou moins radicale (Castro, Ben Bella, Nasser, Sékou Touré, pour rester dans les années 1960).

En avril 1964, le SU explique que "*Ceylan (peut devenir) un autre Cuba et une autre Algérie*" (7).

Comparaison qu'il rejettera après l'entrée du LSSP au gouvernement bourgeois :

*"La direction du LSSP prétendait qu'il (le SLFP — J.-M. S.) s'agissait d'une formation petite-bourgeoise, invoquait d'une façon aberrante les exemples de Cuba et de d'Algérie (8)."*

Les pablistes tiennent la balance égale — pour le moment — entre leur section et le groupe castriste. C'est la victoire du second et l'échec de la première qui va entraîner la désaffection de la direction internationale pabliste pour le LSSP : *Vae victis !*

Mais maintenant que les espoirs électoraux de 1960 à Ceylan n'ont pas été tenus et qu'à Cuba, une défaite inattendue de l'impérialisme était survenue, le SI change son fusil d'épaule et peut critiquer, en termes mesurés, le LSSP. Comme disait le fabuliste : "*Ils sont verts et bons pour des goujats.*" Le pablisme international demande un réexamen de la politique du LSSP, qui, par ailleurs, "*procède actuel-*

(1) *QI*, décembre 1956, p. 75.

(2) *QI*, "*Ceylan, en avant vers un gouvernement du Lanka Samasamaja Party !*", février 1959, pp. 80 à 84.

(3) *Ibidem*, p. 84.

(4) *Ibidem*, p. 80.

(5) *QI*, "*Aux côtés de la révolution ceylanaise*", janvier 1960, p. 7.

(6) *La Vérité des travailleurs*, février 1960, n° 102. Dans le même numéro, un article de L. Collonges affirme : "*L'action des masses porte notre parti vers le pouvoir, notre parti est prêt à assumer ses responsabilités historiques.*"

(7) "*Ceylan peut devenir un autre Cuba ou une autre Algérie*", lettre du SU citée dans *Inf. int.*, p. 13.

(8) Pierre Frank, *QI*, "*L'effondrement d'une équipe révolutionnaire à Ceylan*", juillet 1964, p. 41.

lement à une analyse critique de sa propre position" (9) ; si cette critique va s'accroître, comme le souligne la déclaration du SI du 10 septembre 1960 (10), elle sera toujours mesurée. Il faut dire que la direction du parti sri-lankais s'est libérée de toute attache : à force d'être considérés comme autonomes, capables, comme ayant assimilé "l'ensemble du programme trotskyste", ces "brillants intellectuels" (11), qui discutaient d'égal à égal, mais chacun dans son coin, avec le "Parti mondial de la révolution" (Pablo et les siens et le SWP), ont élaboré leur propre stratégie de passage vers le socialisme : le pablisme les avait encouragés en ce sens...

Le SI condamne du bout des lèvres plusieurs attitudes du LSSP (12), qui sont de simples trahisons non seulement du trotskysme, mais du mouvement ouvrier, comme le vote du discours du trône du Premier ministre ou le vote du budget. Par ailleurs, il y a une relation : la direction pabliste internationale et le LSSP identifient le trotskysme et le mouvement ouvrier de diverses manières, que ce soit l'hégémonisme, le refus de la transition, la conception ultimatisée du front unique, l'inappréciation du stalinisme (inexistant pour le LSSP, révolutionnaire de fait pour les pablistes, mais dans les deux cas, ce n'est pas un obstacle) ; par une mécanique aussi logique que la première, mais exactement symétrique, le rejet du trotskysme va aboutir au rejet du mouvement ouvrier indépendant. Mais la direction pabliste ne fait que condamner la "politique" du LSSP, qui reste section de la "IV<sup>e</sup> Internationale", et les députés qui ont voté le budget et le discours du trône restent membres de la même "IV<sup>e</sup> Internationale".

De plus, N. M. Perera, un dirigeant de la "droite" du LSSP, fait adopter par le congrès exceptionnel du LSSP de mai 1960 une décision qui vise simplement à entrer dans un gouvernement avec le SLFP. Il est vrai que cela "reflète l'incroyable faiblesse du niveau politique du parti" et que la direction du parti n'avait pas éduqué la base (13) ; mais Meryl Fernando, rédacteur de cet article, ancien dirigeant de la minorité du LSSP, "oublie" la responsabilité du SI dans cette affaire. Alors qu'une résolution d'entrée dans un gouvernement bourgeois avait été adoptée, le SI demande, dans un bulletin

intérieur, une "critique (sic) de l'attitude prise par le LSSP en avril à l'occasion de la formation du nouveau gouvernement (même si cette attitude n'a pu être appliquée...)" (14) et affirme :

"L'Internationale ne pourrait que condamner de la façon la plus énergique l'adoption d'un tel cours de la part de la section ceylanaise (15)."

Au conditionnel ! La décision d'élections anticipées interdisant à cette perspective de se mettre en place, le SI n'en parle plus : par exemple, ce problème est significativement absent de la déclaration du SI du 10 septembre 1960 (16).

En 1991, lors du "congrès mondial" du SU, Jaber mentionne négligemment "l'accord de 1960, qui a abouti à la coalition gouvernementale de 1964 (et qui) est un choix dangereux et nocif" (17). Et le choix de 1960, il vient d'où, il tombe du ciel ?

Pour éviter toute confusion, rappelons qu'il y a en 1960 :

— un accord électoral de "non-conflit" entre LSSP et SLFP (soutenu par le SI) ;

— un accord politique de soutien gouvernemental (rejeté par le SI, "tel qu'il est assuré") ;

— la résolution de N. M. Perera d'entrée au gouvernement, adoptée par le LSSP mais non mise en application (rejeté par le SI, mais qui n'en parle plus). Mais on ne peut séparer l'un des autres.

(9) *QI*, mai 1960, "Le résultat des élections à Ceylan", p. 83.

(10) *QI*, octobre 1960, déclaration du SI du 10 septembre 1960.

(11) Ernest Mandel, cité par Ed. Samarakkody, *art. cit.*, pp. 2-3, "brilliant marxist thinkers... They undoubtedly assimilated the whole body of the basic Trotskyist concepts." A la mort de C. de Silva, Ernest Mandel intitula la nécrologie "Homage to Colvin de Silva", *International Viewpoint*, 15 mai 1989, p. 27 ; la version française *Inprecor*, du 17 avril 1989, p. 27, titre plus sobrement : "Colvin R. de Silva est mort."

(12) Déclaration du SI du 10 septembre 1961 déjà citée ; texte du VI<sup>e</sup> "Congrès mondial", *QI*, 1961, numéro spécial, p. 75.

(13) M. Fernando, *art. cit.*, p. 82 ; *CLT*, n° 61, pp. 95-96.

(14) Résolution du SI du 28 juillet 1961, p. 1 (dossier SI, CERMTRI).

(15) *Ibidem*, p. 5.

(16) *QI*, octobre 1960, déclaration du SI du 10 septembre 1960.

(17) S. Jaber, cité dans *La Vérité*, n° 608, p. 78.

A l'aube de la conférence de 1964, on peut dire que tous les "défauts" théoriques, politiques, organisationnels, tant nationalement qu'internationalement, du LSSP ont été suscités, distillés, encouragés par le SI et le SU.

Comment va se dérouler la phase ultime de la dégénérescence ?

Le contexte général à Ceylan est celui d'une poussée des grèves ouvrières entre 1958 et 1964, dans lesquelles les cadres ouvriers du LSSP et même ses dirigeants jouent un rôle important, y compris dans une immense montée syndicale. L'instabilité politique, par voie de conséquence, est grande, et le seul SLFP n'arrive ni à canaliser ni à calmer les revendications ouvrières. Il a besoin d'alliés à gauche, d'autant plus qu'il est concurrencé sur sa droite par l'UNP, l'armée et les forces les plus étroitement liées à l'impérialisme.

Le VI<sup>e</sup> "Congrès mondial" tenu en 1961 — et le sommaire du numéro correspondant de *Quatrième Internationale* (18) est cohérent à ce sujet — adopte un certain nombre de textes, comme "*Bilan, problèmes et perspectives de la révolution coloniale*" (sans même ici discuter de la validité d'une révolution "coloniale" distincte de la révolution prolétarienne) sur vingt-cinq pages, avec un paragraphe sur Ceylan où il est conseillé au LSSP de "*raffermir sa structure bolchevique*" (19), "*sur la nature de la révolution cubaine*", qui compte quatre pages, et une résolution "*sur la politique du LSSP*", qui est limitée à moins d'une page. La priorité est clairement indiquée : ce n'est pas la IV<sup>e</sup> Internationale qui intéresse le SI ; au contraire, il commence à organiser le lâchage en douceur du LSSP, mais aussi de sa minorité qui cherchait à se situer sur un terrain indépendant, des ouvriers et des paysans sri-lankais et, enfin, de la IV<sup>e</sup> Internationale comme référence organisationnelle.

Que disent les quelques et succincts paragraphes de la résolution en question (20) ? Quatorze — quatorze ! — lignes d'une déclaration qui désapprouve la politique du LSSP, condamne le vote du discours du trône et du budget, fait appel au LSSP et se déclare confiant. Le paragraphe essentiel est celui-ci :

"La IV<sup>e</sup> Internationale n'exclut pas l'appui à l'adoption de mesures progres-

sives, même par un gouvernement bourgeois ou petit-bourgeois national dans un pays colonial ou semi-colonial, mais la nature sociale, la composition et le programme général du gouvernement Bandaranaike ne justifient pas un appui tel qu'il a été assuré (21)."

Il est difficile de faire plus jésuite : on peut imaginer un appui autre que celui qui a été assuré ! On n'exclut pas le soutien à des mesures d'un gouvernement bourgeois, mais la composition sociale (bourgeoise), la nature sociale (bourgeoise) et le programme (bourgeois) du gouvernement Bandaranaike ne justifient pas la manière dont il eut lieu. Le texte intérieur du SI du 28 juillet 1961, s'il se veut plus détaillé et plus pratique, ne fait que délayer cette résolution en y apportant des commentaires qui aggravent sa ligne, comme on le verra plus bas, et par lequel il établit un décompte de "*mesures partiellement progressives et de mesures conservatrices ou carrément réactionnaires*" de M<sup>me</sup> Bandaranaike (22).

En 1962, la conférence du LSSP adopte une résolution traçant le bilan des gouvernements récents, assez détaillé par ailleurs, et se concluant par le mot d'ordre : "*En avant pour un gouvernement véritablement socialiste*", qui a l'avantage

"de pouvoir prendre un contenu approprié suivant les forces et les organisations en action... C'est aussi un mot d'ordre qui peut convenir à une mobilisation des forces progressives dans le Parlement lui-même (23)."

Or seule l'hypothèse parlementaire de la mobilisation des "*forces progressives*" est mentionnée. Cette résolution est donc totalement électoraliste et elle est publiée sans un mot de commentaire dans la revue du SI, alors que la conférence affirme nettement :

"Le LSSP (a) aidé non seulement électoralement, mais aussi politiquement à

(18) *QI*, 1961, numéro spécial, p. 75.

(19) *Ibidem*, p. 56.

(20) *Ibidem*, p. 75.

(21) *Ibidem*.

(22) Résolution du SI du 28 juillet 1961, p. 5 (dossier SI, CERMTRI).

(23) *QI*, décembre 1962, "Résolution adoptée par la conférence du LSSP", pp. 57 à 63.

amener le gouvernement SLFP au pouvoir (24).”

Il s'agit d'un accord de fond avec la bourgeoisie nationale, revendiqué en 1962 par le LSSP, entériné par un vote en 1960, accord de fond que le SI approuve.

Toujours dans une perspective électorale, se constitue une coalition parlementaire, l'United Left Front, avec le PC sri-lankais, le MEP, groupe de l'ex-trotskyiste Philip Gunawardena, et le LSSP. Or ces deux premiers partis avaient participé au gouvernement Bandaranaike. La justification est simple : il faut "arrêter le mouvement à droite et aider les masses à choisir une alternative de gauche" (25). Notons, en passant, que c'est toujours la logique pabliste : "la droite" contre "la gauche" ("Vraiment à gauche", dirait Alain Krivine) en dehors des critères de classe. La constitution de ce front est saluée et soutenue par le SU (26) dans une déclaration de douze (pas une de plus !) lignes ; c'est la version publique, mais il existe aussi une critique interne adoptée par le SU, qui ne sera pas publiée (27). En avril 1964, le SU écrit que ce front

*"est un moyen pour endiguer la vague réactionnaire et pour unir les masses et la base de notre propre parti, pour la réalisation finale de nos perspectives. Ceylan peut devenir un autre Cuba ou une autre Algérie (28)."*

---

## UNE AGONIE RAPIDE

---

L'agonie fut rapide : les négociations commencent entre M<sup>me</sup> Bandaranaike (qui, d'après les journalistes présents, tremblait littéralement de peur devant les manifestations) et N. M. Perera, dirigeant du LSSP, sur fond de manifestations ouvrières monstres. Une conférence extraordinaire du LSSP eut lieu le 7 juin 1964 et scella l'alliance de la "droite" Perera et du "centre" L. Goonewardene-C. de Silva sur l'entrée des ministres trotskystes au gouvernement bourgeois.

Les 507 (!) militants qui avaient voté cette coalition furent suspendus, puis exclus du SU ; une aile révolutionnaire quitta la salle du congrès. Il ne semble pas

que la présence à Colombo de Pierre Frank, représentant du SU, ni celle de Gerry Healy ait fortement joué sur le déroulement des débats du congrès. Comme dans toute tragédie, la farce n'était pas absente : Healy et Frank avaient voyagé dans le même avion pour se rendre à Ceylan sur les dépouilles du LSSP (29).

Sans ambiguïté aucune, la déclaration du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, le 5 juillet 1964, stigmatise les dirigeants du LSSP comme "traîtres et ennemis de la classe ouvrière" et soutient ceux qui ont rompu avec lui. Il rappelait que la dégénérescence du LSSP "se développait à l'abri de son appartenance proclamée à la IV<sup>e</sup> Internationale" (30). Dans l'état du Comité international en 1964, il était difficile de faire autre chose que de prendre date.

Pour marquer un implacable destin du LSSP qui aurait été scellé d'avance, souvent, on oublie ou on mésestime les oppositions internes au LSSP, qui se sont manifestées avec force. Il ne s'agit pas de réécrire l'histoire ni de partager la responsabilité de ce que les oppositions ont pu écrire, ni a fortiori de ce qu'elles sont devenues, mais d'enregistrer ce fait incontestable : du sein même du LSSP, il y eut résistance au cours liquidateur et, en aucun cas, bien au contraire, ces militants ne furent appuyés par le SI-SU.

Dans son article de 1964, Frank parle d'une tendance de gauche constituée "il y a un an", en 1963, donc ; c'est totalement inexact (31). Déjà, en 1957, une tendance de gauche s'était constituée ; le SI n'arriva pas à les joindre. Cette tendance

(24) *Ibidem*, p. 62

(25) Texte issu du congrès de "réunification", cité par *Inf. int.*, p. 12.

(26) *QI*, novembre 1963, "La constitution du Front unique de gauche à Ceylan", pp. 65-66. Notons la remarque de Pierre Frank (après coup) : le Front unique de gauche "aurait pu, n'était l'insuffisance de son programme, constituer le point de départ d'une lutte extra-parlementaire pour le pouvoir" (p. 98).

(27) Pierre Frank, *op. cit.*, p. 99.

(28) *Inf. int.*, p. 13.

(29) E. Samarakkody, *op. cit.* ; *Inf. int.* ; *La Vérité*, n° 530-531, pp. 210 à 215.

(30) *La Vérité*, "Déclaration du Comité international", n° 528, pp. 7 à 10.

(31) Pierre Frank, *art. cit.*, p. 40 ; cette datation significative disparaît dans l'ouvrage *La Quatrième Internationale*.

condamne justement la politique de "coopération responsable" :

"Cette offre de coopération faite à un gouvernement capitaliste était fausse (32)."

Au VII<sup>e</sup> "Congrès mondial" (1963), c'était un minoritaire qui représentait le LSSP, et son groupe s'était "dissocié de la majorité centriste de la direction" (33). Ce sont 14 membres du comité central sur 44 qui s'opposent régulièrement à la politique de la majorité, notamment sur l'United Left Front, et s'organisent en tendance (34). Mais la direction pabliste "estimait cependant (que cette tendance était) sectaire et peu propre à convaincre la base" (35). La direction pabliste internationale ne publie même pas les textes de la minorité qui lui étaient parvenus (36). Sans vouloir utiliser de termes excessifs, la minorité (et par-delà, les centaines de militants membres ou sympathisants du LSSP qu'elle pouvait influencer) était sacrifiée. Critiquant pour ses propres raisons fractionnelles l'attitude du SU, un membre du SU ("Anderson") demande la publication de différents textes en décembre 1963, c'est-à-dire six mois avant l'entrée du LSSP au gouvernement. La réponse du SU a été publiée à l'époque dans *Informations internationales* et dans *La Vérité*. Malgré sa longueur, il faut la republier (37).

---

## LA QUESTION TAMOULE

---

Une question clé au Sri Lanka est l'attitude envers la minorité tamoule (38). Dans le cadre de ce texte, il ne s'agit que de chercher à établir le bilan et l'histoire du LSSP ; pour des raisons d'exposition, ce problème important, crucial tant dans l'histoire du Sri Lanka que dans celle du LSSP, est ici traité à part (et fort succinctement, il faut le reconnaître).

Pendant de longues années, le LSSP a correctement défendu les droits de la minorité tamoule, avant l'indépendance comme après, comme on l'a vu. Par ailleurs, aussi bien le cinghalais que le tamoul étaient rejetés comme langues

minoritaires au bénéfice de la langue officielle, l'anglais (ce qui, par ailleurs, est significatif du degré d'indépendance formelle de l'île quand on sait que 7 % de la population parle anglais).

Une modification s'opère dans le contexte politique général avec la montée, puis l'arrivée au pouvoir du SLFP, parti nationaliste cinghalais, dans les années 1950. Le SLFP au pouvoir rejette l'anglais comme langue officielle au profit du seul cinghalais. La LSSP s'y oppose nettement dans sa "déclaration" de 1955 (39) : concernant la minorité tamoule (20 % de la population, privée en majorité du droit de vote), le LSSP demande un statut égal pour les deux langues (sri-lankaise et tamoul) et s'oppose "au communalisme, qu'il soit majoritaire ou minoritaire". C'est une position de principe nette. Elle s'affirme encore (même avec des formulations discutables) en 1958 (40). La conférence du LSSP tenue en octobre 1958 (41) rappelle fortement et correctement ses positions, comme celle de "donner au tamoul la parité de statut comme langue officielle avec le cinghalais" (42).

Avec les premières violences communalistes, qui vont aboutir, entre autres, à l'assassinat du Premier ministre, Bandaranaike, par un moine bouddhiste ultranationaliste, l'éclatement des émeutes raciales, l'interdiction de fait, puis de droit, des organisations tamoules, accompagnée des violences contre les activités et les militants du LSSP, la situation change. Celui-ci se tient à l'écart des manifestations pacifiques organisées par le Federal Party (Parti tamoul) et modifie certains de ses textes, notamment lors des élections de 1960, ce qui est un premier et sensible

---

(32) Ed. Samarakkody, *op. cit.*, p. 11.

(33) Pierre Frank, *op. cit.*, p. 99.

(34) Ed. Samarakkody, *op. cit.*, pp. 13-14.

(35) Pierre Frank, *op. cit.*, p. 98.

(36) Résolution de la minorité du 7 juillet 1963 publiée début 1964 par le SU dans *Inf. int.*, p. 24.

(37) *Inf. int.*, pp. 18-19 ; *La Vérité*, n° 530-531, pp. 214-215.

(38) E. Meyer, *Ceylan, Sri Lanka*, Paris, 1994.

(39) *QI*, "Les langues officielles à Ceylan (une déclaration du Parti Lanka Sama Samaja)", décembre 1955, pp. 59 à 62.

(40) *QI*, "Les émeutes communalistes", juillet 1958, pp. 90 à 92.

(41) *QI*, "En avant vers un gouvernement du Lanka Samasamaja Party", février 1959, pp. 80 à 85.

(42) *Ibidem*, p. 83.



glissement (43). Ainsi, la déclaration du LSSP d'avril 1961 (son auteur est le groupe parlementaire, est-elle ratifiée par le comité central, ce qui en dit long sur la réalité des centres de décision au sein du parti) défend les "justes revendications de la population de langue tamile" (44) et ajoute d'autres considérations parfaitement justes, comme la condamnation de l'état de siège, par exemple. Cependant, au détour d'un paragraphe, il y a une réfutation nette de l'action du Parti tamoul ("a agi de façon tout à fait erronée"), mis sur le même plan que le gouvernement ("politique erronée et les actes aberrants du gouvernement").

Cela est très discutable, car on ne peut mettre sur le même plan le nationalisme d'un Etat oppresseur et celui d'une nation opprimée, comme le disait Lénine. On peut trouver des formulations plus que critiquables de la part du responsable parlementaire du LSSP, N. M. Perera, dès 1958, à propos des mesures contre les organisations tamoules, critiquées par Perera parce que "ces partis auraient pu antérieurement être déférés devant les tribunaux pour avoir incité à des violences communalistes" (45).

Pourtant, dans la plate-forme syndicale de 1963 unifiant la grève générale (les fameux "21 points"), des revendications sont édictées pour unir socialement les deux composantes ouvrières des deux communautés, ce qui, soit dit en passant, souligne bien la place du front unique de la classe ouvrière non seulement s'opposant positivement au communalisme, mais garantissant les droits des minorités (46).

Ces années constituent la deuxième phase de l'histoire du LSSP sur la question des minorités : attitude formellement correcte, mais avec des distorsions de plus en plus significatives et des contradictions.

On notera qu'il s'agit des années d'incertitude théorique (nature de la bourgeoisie nationale), politique (accord avec le SLFP) et même principielle (place de la IV<sup>e</sup> Internationale) : il ne s'agit pas d'un hasard.

Le tournant décisif sur cette question a lieu avec la modification du programme du LSSP au moment de la négociation de l'United Left Front (47).

Cherchant à tout crin l'alliance avec un parti national ceylanais, le LSSP modifie

sa position de parité tamoul-ceylanais et accepte que la question soit "réglée" par un accord entre les Etats de l'Inde et de Ceylan à propos du rapatriement des Tamouls ; en ce sens, le mot "déportation" est nettement plus approprié. C'est explicitement formulé dans le programme électoral de l'ULF, signé par le LSSP.

La direction pabliste internationale approuve ce que, par pudeur, on appellera "canaillerie".

Le 1<sup>er</sup> juillet, le SU écrit :

"Il n'y a rien de faux dans le principe de négociations entre l'Inde et Ceylan à ce sujet (48)."

Négociateur d'Etat à Etat le sort de peuples minoritaires : en 1964-1965, 500 000 à 600 000 Tamouls furent forcés de "retourner" en Inde par la grâce d'une organisation, de ministres qui étaient des "trotskystes" officiels il y a quelques semaines !

Il faut — avons-nous précisé — établir le bilan : le SU, après 1965, ne parlera pas plus de cette question, ni dans l'article de Frank ni dans les années suivantes, mais Ernest Mandel, à la mort de C. de Silva, en 1989, qualifie cette attitude de "crime" (49) ! "Rien de faux" en 1964, mais "crime" en 1989...

Le changement programmatique de 1960 à lui seul — avant même l'entrée du LSSP dans le gouvernement Bandaranaike — aurait dû provoquer une ferme attitude (euphémisme !) d'une direction internationale digne de ce nom. Ce fut l'inverse. Les conséquences immédiates furent terribles :

(43) M. Fernando, *art. cit.*, p. 95. Y. R. Amarasinghe, "From independant party to coalition partner, the aftermath of march 1960", *RH*, pp. 180 à 208, ici p. 195 et p. 197.

(44) *QI*, "Une déclaration du LSSP", juillet 1961, p. 78.

(45) *QI*, "Les émeutes communalistes", juillet 1958, pp. 90 à 92.

(46) *Inf. int.*, pp. 14 à 16 ; par exemple, point 21 b), "pas de discrimination sur la base de la langue parlée, comme pour les instituteurs" ; d'autres exemples pourraient être cités.

(47) M. Fernando, *art. cit.*, pp. 96-97.

(48) *Inf. int.*, p. 13.

(49) L'article de Pierre Frank ne mentionne pas la question nationale tamoule. Ernest Mandel, *Inprecor*, "Homage to Colvin de Silva", *International Viewpoint*, 15 mai 1989, p. 27, et *Inprecor*, 17 avril 1989, p. 27.

*"Les immigrants tamouls, employés dans les plantations, rejetés en partie, exclus en tout cas de la vie politique, (furent) abandonnés même par les syndicats d'obédience communiste ou trotskiste qui s'étaient naguère efforcés de les organiser (50)."*

Comment peut-on parler de "la tragédie du peuple tamoul" (51), revenir sur les émeutes communalistes à partir de 1958, sans mentionner l'activité anticommuniste et pour la défense des droits des Tamouls du LSSP, puis ensuite son rôle en 1964 ? Ce n'est pas un hasard si cet article de la revue pabliste *Inprecor* ne donne aucune perspective ; il se termine par :

*"Beaucoup de gens sont condamnés à une existence qui ressemble de plus en plus à celle des Somaliens, surtout après la récente réduction des maigres allocations que touchaient les réfugiés",*

et ne mentionne pas les "zones franches". La dislocation de l'Etat sri-lankais au profit de l'impérialisme passe par le développement de ces zones franches et, en même temps, par la division de l'île suivant des frontières "ethniques".

Après 1964, la politique du LSSP est devenue ouvertement celle d'un parti réformiste. Il revint au pouvoir en 1970, participa totalement à la répression militaire contre la guérilla paysanne du JVP (Front de libération populaire) à partir de 1971, par exemple, et il siégea au gouvernement jusqu'en 1975.

La rupture de la coalition gouvernementale eut lieu en 1975 sur la question de l'indemnisation (refusée par le LSSP) de compagnies étrangères, ce qui, pour anti-impérialiste qu'elle fut, n'est pas, en soi, une mesure ouvrière indépendante (52).

Le LSSP (Revolutionary), formé par les oppositionnels dès 1964, explosa après sa rupture avec le LSSP et le retour d'un gouvernement de droite en 1965 par les voies électorales : une partie retourne au bercail "samamajiste", un petit groupe rejoint la tendance de Gerry Healy et le reste de l'organisation, lié au SU, se divise encore en deux (53). Le manque de discussion sur le bilan du LSSP et le manque de perspectives internationales expliquent en grande partie cet isolement, puis cette fragmentation.

Quelle fut l'action des gouvernements de M<sup>me</sup> Bandaranaike, celui de 1960-1964 comme celui de 1970 ? Il faut ici relever l'appréciation de V. Nanayakkara, dirigeant de l'actuelle section du SU, le NSSP, formé d'une scission du LSSP en 1977, affilié au SU en 1992 :

*"Entre les années 1950 et le début des années 1970, sous les gouvernements populistes, plusieurs entreprises industrielles, telles les aciéries et les industries du textile, se développèrent sous l'impulsion du gouvernement ou avec sa coopération. Cela permit une croissance économique harmonieuse (54)."*

Il faut examiner cette curieuse "harmonie" : violation des libertés démocratiques élémentaires, expulsion de 500 000 ouvriers, paysans et jeunes tamouls en 1964, répression de la guérilla du JVP en 1971. Cette "croissance harmonieuse" de l'économie ne serait possible que séparée des questions démocratiques, ce qui serait d'ailleurs une drôle de conception : comment l'expulsion de centaines de milliers de producteurs est-elle compatible avec une "croissance harmonieuse" ? Examinons alors la seule question "économique" :

*"Le retour au libéralisme en 1965, entrepris par le Parti national uni, est un appel au capital étranger et notamment à la Banque mondiale de développement. Les partis de gauche (...) revenus au pouvoir ne peuvent guère échapper aux contraintes et aux séductions de l'aide financière (55)."*

---

## LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

---

On est loin de l'harmonie... Cela pose deux questions :

(50) M. Roncayolo, "Le second XX<sup>e</sup> siècle", *Le Monde et son histoire*, tome IV, p. 603, Paris, 1998.

(51) *Inprecor*, 20 novembre 1992, pp. 22-23.

(52) Léon Trotsky, qui soutenait totalement la nationalisation du pétrole mexicain par Cardenas en 1938, précisait : "L'expropriation du pétrole, ce n'est ni du socialisme ni du communisme" (*Euvres*, tome 18, p. 57).

(53) Ed. Samarakkody, *art. cit.*, pp. 16 à 22.

(54) *Inprecor*, 17 juillet 1992, p. 25.

(55) M. Roncayolo, *ibidem*.

• La caractérisation du SLFP. Pour la résolution du SI de septembre 1961 (non publiée dans les revues du SI), c'est un

*"parti qui dispose d'une large base de masse, surtout petite-bourgeoise et paysanne, qui a des prétentions réformistes et ne peut être identifié avec l'UNP, qui a subi des changements surtout après la mort de son leader, Bandaranaike, mais qui continue tout de même à avancer un programme qui n'enfreint pas les cadres du régime existant et en dernière analyse agit dans l'intérêt de la conservation du capitalisme"* (56).

Cette longue définition peut s'appliquer à des dizaines de partis : Istiqlal marocain, Parti radical français avant 1958, socialistes de droite italiens des années 1960, etc. Elle "oublie" de répondre à une question : le critère de classe de ce parti, ouvrier ou bourgeois ? S'agirait-il d'un parti "interclassiste", comme Staline définissait le Kouo-min-tang (57) ? Discutant avec les dirigeants du LSSP, le SI écrit :

*"Une tactique de soutien critique général s'applique lorsqu'on estime qu'un gouvernement va appliquer tout un programme progressif et que notre soutien devra être accordé à tout ce programme. Est-ce que l'Internationale exclut, en principe, une telle attitude ? Absolument pas. Par exemple, on pourrait caractériser comme étant de cette nature l'appui assuré par l'Internationale au gouvernement de Fidel Castro — même avant d'avoir caractérisé Cuba comme un Etat ouvrier (58)."*

Cette longue citation permet de comprendre la politique des pablistes. Le SLFP est un parti bourgeois, nationaliste, d'un pays opprimé (Destour tunisien, Baas syrien, péronisme argentin, etc.), pas même radicalisé. Dans le cadre du maintien d'un impérialisme de plus en plus décomposé, pillant au point de les anéantir les pays sous sa domination, ce "nationalisme" est devenu le relais de l'impérialisme, prenant à sa charge l'application des plans du FMI (59).

• L'attitude de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les marxistes ont toujours distingué le combat anti-impérialiste de la nécessaire indépendance politique et organisationnelle, depuis Engels, qui écrivait à Bernstein le 9 août 1882 :

*"A mon avis, nous pouvons parfaitement prendre la défense des fellahs opprimés, sans partager leurs illusions du moment présent... et nous pouvons intervenir contre les violences des Anglais sans nous solidariser pour cela avec leurs adversaires militaires actuels (60)",*

jusqu'à Trotsky, qui écrivait à propos de la nationalisation du pétrole au Mexique :

*"Sans abandonner sa propre identité, chaque organisation ouvrière honnête dans le monde entier, et avant tout en Grande-Bretagne, a le devoir de prendre une position intransigeante face aux brigands impérialistes, leur diplomatie, leur presse et leurs mercenaires fascistes (61)."*

Les décisions les plus récentes de la IV<sup>e</sup> Internationale s'inscrivent totalement dans cette continuité : un authentique combat contre l'impérialisme et une nécessaire indépendance de l'Internationale. Il s'agit aussi bien du texte du congrès de reproclamation (62) que des résolutions du IV<sup>e</sup> Congrès mondial (63).

(56) Résolution du SI du 28 juillet 1961, p. 1 (SI, archives CERMTRI).

(57) Léon Trotsky, *La Révolution permanente*, Paris, rééd., 1972.

(58) Résolution du SI du 28 juillet 1961, p. 5 (SI, archives CERMTRI).

(59) Ce texte, publié pour la première fois dans *Tribune internationale*, n° 17, de septembre 1983, est cité à plusieurs reprises, notamment dans l'article de François Forgeu, *La Vérité*, n° 614, p. 60.

(60) Marx-Engels, *Textes sur le colonialisme*, Moscou, Editions du Progrès, 1977, p. 357.

(61) Léon Trotsky, *"Le Mexique et l'impérialisme britannique"*, Œuvres, tome 18, pp. 53 à 57.

(62) *La Vérité*, n° 613 : *"Le combat du front unique anti-impérialiste, incluant le front unique ouvrier, exige donc en toutes circonstances l'indépendance de classe et d'organisation dans l'accomplissement des tâches nationales et démocratiques"*, p. 52.

(63) *"Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale"*, *La Vérité*, n° 630, mai 1999, résolution sur la question nationale, pp. 65 à 70, et cet extrait du point 8 : *"Pour les nations dominées, qui n'ont eu accès qu'à l'indépendance politique et dont la souveraineté a toujours été limitée par leur dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, les processus de décomposition prennent une forme extrême (Afrique, etc.) ; mais également, pour ces pays, le combat pour les revendications nationales, revendications de survie contre le FMI, la Banque mondiale, etc., ne sauraient être accompli que dans la perspective de l'expropriation, au travers de revendications transitoires et de la constitution (ou de la défense) des organisations indépendantes"* (p. 70).

Il est évident que dans le cadre, fort limité, de ce texte, on ne peut que mentionner ces éléments politiques sans pouvoir les développer.

Le bilan du LSSP a-t-il été établi ? Passons sur ceux pour qui tout était vicié dès le départ (Healy, Samarakoddy et les spartacistes). Passons aussi sur les révélations post mortem : "Cette faiblesse était bien connue des dirigeants du mouvement trotskyste à l'échelle internationale" (64) et sur les conditionnels passés : "La poursuite vigoureuse d'un tel cours (...) aurait offert", "elle aurait même pu..." (65).

On peut sérier quelques problèmes, qui ne sont en aucun cas limitatifs. Des questions comme celle des syndicats au Sri Lanka, la question des zones franches et des privatisations, la question tamoule ou plus exactement la question de l'unité de l'Etat sri-lankais, qui implique la levée de toute mesure de guerre et de répression avec les garanties pour les minorités, la question de la guerre et celles des relations dans l'ensemble du subcontinent indien (66) ont pris depuis dix ans une place essentielle, mais il ne s'agit pas, dans les limites et dans l'objet de ce texte, de les aborder.

— La trahison de 1964 n'est ni le paroxysme de la crise ni un accroc : il y a cohérence dans la politique du LSSP, du SI-SU et de ses continuateurs. Cette cohérence est revendiquée, par exemple, dans l'affirmation de Jaber, dirigeant du SU, en 1991, assurant sa continuité entre l'accord électoral de 1956 et la politique du NSSP, ou par la politique du NSSP aux élections de 1990. La politique à l'égard de la bourgeoisie nationale, et plus particulièrement du SLFP, est un élément essentiel.

— Le LSSP n'était pas autre chose à l'origine qu'un groupe d'étudiants nationalistes petit-bourgeois radicalisés qui sont allés vers la IV<sup>e</sup> Internationale. Pourquoi pas ? Mais quelle discussion s'en est suivie ? Quel rôle a joué la direction internationale dans cette discussion ou dans son absence ? Nombre de trotskystes ont été gagnés à la théorie de la révolution permanente et à ses conclusions organisationnelles à partir de leur pratique nationaliste révolutionnaire. Comme l'a écrit le CORQI lors de la rupture avec le groupe argentin Política Obrera, issu comme le LSSP du nationa-

lisme révolutionnaire (mais l'analogie s'arrête là) :

*"Il n'y a pas de péché originel pour qui s'attache à la construction du parti révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale (67)."*

Profonde affirmation en 1979, en 1964, en 1935, et encore plus en 2000-2001, eu égard à la crise du mouvement ouvrier.

— Un autre élément du bilan est l'absence de discussion et de démocratie internes au sein du LSSP. Visiblement, ce problème perdure dans les organisations issues du LSSP. Jaber, dirigeant du SU, parle même d'un "héritage" à ce propos (68) ! L'éviction des stalinien en 1940 est un "coup", un "fait accompli" de la majorité de la direction sans intervention de la base, on l'a vu. La fusion BSP-LSSP reproclamé en 1950 a lieu également sans discussion, tout comme la première tentative de réunification en 1946. De même, la lutte fractionnelle de 1952-1953 contre la tendance stalinienne-pabliste n'a pas aidé à l'éducation des membres du parti (69).

Pierre Frank donne des éléments significatifs de la vie interne du LSSP : "Ses congrès étaient en fait des assemblées générales, dans lesquelles l'éloquence l'emportait parfois plus que la valeur des arguments politiques (70)" ; Ernest Mandel parle d'un "parti social-démocrate de gauche" (71), mais l'un comme l'autre le font après coup. Voilà pourquoi on aboutit à des chiffres de congressistes énormes, mais totalement dépourvus de signification, comme "un millier de délégués" au congrès de 1957 (72) ou ces "507 délégués (qui) votent l'entrée au gouvernement" en 1964 (73) ; et que penser des "200 délégués du NSSP représen-

(64) Pierre Frank, *art. cit.*, p. 40.

(65) *QI*, juillet 1965, "La leçon des élections à Ceylan", p. 47.

(66) "Construire la IV<sup>e</sup> Internationale en Asie", *La Vérité*, n° 630, pp. 75 à 77 ; article de François Forgeu déjà cité.

(67) *La Vérité*, n° 585, p. 77.

(68) S. Jaber, cité dans *La Vérité*, p. 77.

(69) Ed. Samarakkody, *art. cit.*, p. 9.

(70) Pierre Frank, *op. cit.*, p. 96.

(71) Ernest Mandel, cité par Ed. Samarakkody, *art. cit.*, p. 3.

(72) *QI*, mars 1957, p. 93.

(73) *Inf. int.*, p. 4.

tant 3 000 membres votant en 1991 à l'unanimité — moins une abstention — l'affiliation" au SU (74) ? Que dit le SI avant 1964 sur ce problème ? Pablo a eu cette formule formidable, lors du III<sup>e</sup> Congrès mondial :

"Notre organisation cinghalaise aura à affermir sa structure, à élever le niveau théorique et politique de ses militants, à s'intégrer davantage dans la vie idéologique de l'Internationale (75)."

Ce qui est valable pour toutes les sections à toutes les époques, mais qui aurait demandé des développements dans le cas précis du LSSP. En 1961, au "congrès mondial", la résolution "coloniale" demande au LSSP de "raffermir sa structure bolchévique" (76), ce qui implique qu'elle existe déjà, mais qu'elle peut être améliorée. Vérité avant 1964, mensonge au-delà...

Où est un bilan sérieux ?

Quelle première leçon peut-on tirer d'une rapide lecture des textes : tirer le bilan et discuter du LSSP, du LSSP (R), du NSSP, etc., présuppose discuter de ce qu'est une Internationale, de ce qu'est la IV<sup>e</sup> Internationale (théorie, pratique et organisation), de son passé et de son présent ; cela présuppose de discuter dans et avec un cadre organisé. On ne peut pas discuter du Sri Lanka sans discuter du bilan de la IV<sup>e</sup> Internationale, des liens entre la dégénérescence du LSSP et l'existence d'un centre liquidateur.

Soumettant publiquement à l'ordre du jour de son prochain congrès mondial le bilan de l'Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale assume ses responsabilités. Un centre organisateur a dans ses attributions le pouvoir d'ouvrir une discussion organisée (ce n'est pas une tautologie).

Commencer une discussion implique que personne ne souhaite qu'elle soit terminée dès son ouverture ni que ses conclusions soient déterminées à l'avance.

Ce texte — obligatoirement incomplet et limité — veut être une première contribution à une discussion qui apparaît nécessaire.

Jean-Marc Schiappa

#### Nota :

Une grande partie des sources se trouve dans le numéro spécial de *Revolutionary History* : "Blows against the Empire. Trotskyism in Ceylon : The Lanka Sama Samaja Party, 1935-1964", volume 6, n° 4, Londres, 1997 (infra RH) ; certains de ces textes ont été traduits en français dans le n° 61 des *Cahiers Léon Trotsky* (infra CLT), parfois avec des coupes curieuses (ainsi, la note n° 3, p. 75, concernant la biographie du dirigeant du LSSP de Souza compte 16 lignes dans RH ; elle est raccourcie à deux lignes p. 87 des CLT) ou des ajouts inexistant dans l'original (cf. CLT, p. 35, la note 2 est différente de la "traduction" de RH, p. 5, note 2, puisque les mots "répandue mais fausse" ne figurent pas dans l'original, etc.).

Il est donc préférable de se reporter à l'édition originale. Des textes anciens (1964) de dirigeants du SU avec un article de la dirigeante du SWP, C. Lund, ont été collationnés dans "Revolutionary marxism vs. class collaboration in Sri Lanka", *Education for Socialists*, août 1975 (publié par le SWP). Citons, enfin, les archives du CERMTRI (publications et textes internes).

(74) *Inprecor*, 17 janvier 1992.

(75) R. Prager, *op. cit.*, p. 204.

(76) *QI*, 1961, numéro spécial, p. 56.

## La délégation de Ceylan au III<sup>e</sup> Congrès mondial (1951)

Il faut dire un mot de la composition de la délégation ceylanaise au III<sup>e</sup> Congrès mondial.

Composition qu'il est difficile de démêler, mais on verra que cela possède une certaine importance politique.

Le premier délégué était Leslie Simon Goonewardene, alias "Tilak".

C'est avec le second que les choses se compliquent. Deux dirigeants portent le même nom.

L'un est Robert Gunawardena, le cadet, fondateur du LSSP, membre du "groupe T", dirigeant de la section "dissidente" ; il joua un rôle actif dans la fusion des groupes trotskystes en 1950, puis dans la gauche du LSSP en 1960 (RH, p. 181, n. 4) avant de rejoindre un bref instant le parti dirigé par son frère et, enfin, de devenir ambassadeur de Ceylan en Chine en 1965 (RH, p. 203, n. 77). Son nom de parti (au moins pendant la guerre) était "Vaiday" ou "Prakash" (RH, p. 220, n. 5, et CLT, n° 61, p. 7, n. 3). Il était dirigeant du LSSP en 1951.

L'autre, l'aîné, fondateur et longtemps principal inspirateur du LSSP, s'appelait Don Philip Rupasinghe (parfois orthographié Hupasinghe) Gunawardena (1901-1972). Membre du "groupe T", il fonda la section "dissidente" à Ceylan en 1945, refusa l'unité des deux groupes en 1950 (RH, p. 10, n. 12). Il avait donc rompu avec la IV<sup>e</sup> Internationale en 1951 ; il s'allia étroitement avec les staliniens et, dès 1953, il qualifiait le trotskysme d' "idéologie morte" (cité dans RH, p. 112, n. 37, et CLT, n° 61, p. 80, n. 2). Il semble que ce long patronyme soit son véritable nom. "Philip Gunawardena" n'est pas un pseudonyme. Quand le n° 21 des CLT, p. 24, n. 40, le présente comme "Don Philip Hupasinghe, dit Philip Gunawardena", cela doit être une confusion. Il signe parfois de son nom entier, "D. P. R. Gunawardena", exemple cité par Ch. W. Ervin, "Trotskyism in India", *Revolutionary History*, n° 4, hiver 1988-1989, p. 33, n. 83. Ph. Gunawardena utilise également comme nom de plume une autre partie abrégée de son pseudonyme : Rup Singh. Exemples cités par Ch. W. Ervin, pp. 33-34, notes 85 et 112, ou RH, p. 84 et p. 91. Le texte "Le combat d'août 1942", publié par les CLT, n° 21, pp. 91 à 95, signé "Rup Singh", est de Ph. Gunawardena. Il utilisa aussi le pseudonyme "Guruswami" (RH, p. 220, n. 5 ; CLT, n° 61, p. 7, n. 2). En 1951, il n'était pas membre de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Complicé ? Oui. Sans intérêt ? Qu'on en juge. Le tome 4 du recueil sur *Les Congrès de la Quatrième Internationale (1950-1952)* donne les informations suivantes : les deux délégués de Ceylan sont "Leslie" ou "Tilak", soit Leslie S. Simon Goonawardene, et "Robert" ou "Philippe", soit "Don Ph. Hupasinghe" (p. 129). Il est cité comme "Hupasinghe" dans la commission des mandats et la commission Extrême-Orient et celle des finances (p. 123) et comme "Robert (Ceylan)" p. 125 et p. 126. L'index est plus aléatoire : p. 506 et p. 507, il est écrit : "Gunawardene Philip, voir Hupasinghe", "Hupasinghe Don Philip, dit Philip Gunawardene" et, enfin, "Robert, voir Hupsasinghe" (on relèvera l'erreur "Gunawardene" et l'autre erreur, probablement, aussi, de dactylographie "Hupsasin-ghe"). Qui est ce second délégué ? S'agit-il de Robert Gunawardena, dirigeant trotskyste, ou, comme l'indique R. Prager, de son frère Philip Gunawardena, scissionniste ?

RH écrit : "He (Philip Gunawardena) appears to have attended the Third World Congress" et il a siégé à la commission Extrême-Orient (p. 136).

Si tel est le cas, si R. Prager et *Revolutionary History* ne se trompent pas (et leurs arguments sont sérieux), Pablo et les siens ont fait siéger et voter (avec voix délibérative) au III<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale le représentant d'une organisation qui avait rejeté la IV<sup>e</sup> Internationale.

# John Archer

## (1909-2000)

Le camarade John Archer, militant de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'est éteint dans la nuit du 23 au 24 décembre 2000.

*La Vérité*, revue de la IV<sup>e</sup> Internationale, salue la mémoire du militant qui déclarait dans une conférence faite à Londres, en novembre 1999, à l'occasion de son 90<sup>e</sup> anniversaire :

*"En 1927, je m'affiliais au Labour Party. C'était le premier pas dans la voie qui m'amena en 1934 à me prononcer pour la nouvelle Internationale, à rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale lors du congrès de fondation en 1938 et à me réjouir de sa re proclamation en 1993."*

C'est en effet en 1927, alors qu'il était âgé de 18 ans, que John Archer rejoignit les rangs du Labour Party. C'est au sein du Labour Party qu'il devait rencontrer des militants qui fondaient leur action sur les positions de Léon Trotsky.

C'est en 1934, après l'écrasement du prolétariat allemand par le nazisme, et conscient de la responsabilité de la direction stalinienne dans cette défaite aux conséquences historiques, que John Archer rejoignit les rangs de ceux qui combattaient pour une nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale.

Toute sa vie, il est resté fidèle à cet engagement, cherchant toujours à appliquer, dans l'action politique comme dans l'élaboration (par exemple, dans ses contributions à l'histoire du mouvement ouvrier britannique), les principes et la méthode de Trotsky.

John Archer était profondément convaincu du fait que l'on ne pouvait entreprendre la construction d'un mouvement révolutionnaire en se détournant du mouvement réel des travailleurs, et donc de leur organisation. Il pensait avec Trotsky que, en Angleterre, l'attitude d'un courant politique à l'égard du mouvement des masses "*s'identifiait avec son attitude à l'égard du Labour Party*" du fait des liens historiques de celui-ci avec les Trade Unions forgés par l'action de la classe ouvrière.

C'est pourquoi il mena de manière consciente son combat pour l'indépendance de classe au sein des organisations syndicales, au sein du Labour Party. Il fut à plusieurs reprises exclu par l'appareil du Labour Party, puis réintégré, sans jamais renoncer à l'expression de ses positions.

Durant la guerre, John Archer resta fidèle aux principes de l'internationalisme

et de la lutte des classes : la guerre n'abolissait pas la lutte des classes, la nécessité de défendre les droits des travailleurs.

C'est ce même attachement à l'internationalisme qui amena John Archer, lors de la crise destructrice de la IV<sup>e</sup> Internationale, provoquée par le courant liquidateur conduit par Pablo et Mandel, à se ranger sous le drapeau de la défense de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1953. Il fut l'un des constructeurs de la Socialist Labour League (SLL) et du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale. Sa rupture avec la politique imposée par Gerry Healy à la SLL, transformée en Workers Revolutionary Party, ne tient pas qu'aux méthodes antidémocratiques pratiquées par la direction Healy, mais avant tout au fait que cette politique tournait le dos au mouvement réel de la classe ouvrière britannique, à ses organisations et au combat pour son unité. Une politique qui, à cause de cela, rejetait l'internationalisme et le combat pour l'Internationale.

John Archer s'engagea alors avec une poignée de militants dans l'action pour reconstruire une organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale, action menée dans des conditions extrêmement difficiles, marquée par des crises et par des ruptures, qui amenèrent d'ailleurs pour un temps John Archer à s'éloigner de l'organisation internationale.

C'est sur la base de l'expérience, de sa propre décision, de la discussion démocratique que John Archer s'associa pleinement au combat pour la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il fut l'un des délégués britanniques à la conférence de reproclamation de 1993.

John Archer ne sépara à aucun moment son action pour la continuité du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale de la mise en œuvre en Grande-Bretagne des campagnes et des initiatives de l'Entente, dans le respect de l'indépendance de ses différentes composantes.

Il participa activement, non seulement à la préparation politique, mais à l'organisation pratique du rassemblement international du 1<sup>er</sup> février 1997 à Londres, réunissant militants syndicalistes, membres

du Labour Party, représentants du mouvement ouvrier de nombreux pays d'Europe, contre le traité de Maastricht.

Il devait également aider à constituer une délégation représentative du combat de la classe ouvrière britannique pour la conférence de San Francisco (février 2000), qui, à l'appel de l'AFL-CIO de San Francisco et de l'Entente, associait différents courants du mouvement ouvrier international.

John Archer participa comme délégué au Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Jusqu'à ce que la maladie l'en empêche, il intervenait régulièrement dans sa section du Labour Party, tout en traduisant de nombreux textes pour l'Internationale.

John Archer a été incinéré le 3 janvier 2001. Plus de cent personnes assistaient à une brève cérémonie. Le représentant de la IV<sup>e</sup> Internationale rappelait que

*“John Archer fut avant tout un internationaliste. C'est précisément pour cela qu'il incarnait les meilleures traditions, le meilleur héritage et l'avenir du mouvement ouvrier britannique. Cela s'exprimait dans son attachement passionné aux moindres développements dans les organisations de la classe ouvrière, dans le Labour Party et dans les syndicats, et aussi dans son profond attachement à la démocratie ouvrière. Pour lui, la discussion devait aboutir à des décisions d'action. Mais pour agir, il fallait toujours être librement convaincu et pouvoir librement convaincre.”*

John Archer a durant toute sa vie été un combattant. C'est comme un combattant qu'il est mort.

Hospitalisé dans la deuxième quinzaine de décembre 2000, à la suite d'une pneumonie, très affaibli, mais parfaitement lucide, John Archer avait conversé quelques minutes avec l'un des jeunes camarades britanniques avec lesquels il militait. Il lui avait dit : *“Nous avons encore beaucoup de batailles à livrer”*, et l'avait salué en levant le poing...

Le 4 septembre 1998, se tenait à Paris un meeting international commémorant le 60<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la



IV<sup>e</sup> Internationale. John Archer était l'un des orateurs. Il expliquait :

*« En 1934, un militant trotskyste me demanda ce que je pensais de Hitler. Je lui répondis que le nazisme menaçait tous les acquis de la classe ouvrière et que c'était tragique que les travailleurs allemands n'aient pas été mobilisés pour vaincre le nazisme. Il me demanda : "Quels dirigeants juges-tu coupables ? Les sociaux-démocrates ou les stali-niens ?" Je lui répondis que je pensais que les uns et les autres étaient égale-ment responsables et que les uns et les autres avaient fait faillite.*

*Alors, il m'a demandé : "Est-ce que la classe ouvrière a vraiment besoin d'une direction internationale ? Qu'en penses-tu ?" Et j'ai dit : "Certainement, car le capitalisme est international." Il répliqua d'emblée : "Nous aideras-tu à construire la nouvelle Internationale dont les tra-vailleurs ont besoin ?" Je réfléchis un instant et je lui dis : "Oui, bien sûr, bien que je ne sache rien de ce qui est néces-saire pour le faire." Il me répondit que je l'apprendrais dans le mouvement et c'est ainsi que je me suis engagé sur le chemin qui m'amène ici. Ce chemin, pour moi, a commencé par œuvrer à organiser des militants dans ce parti de masse de la classe ouvrière britannique qu'est le Labour Party, du fait de ses liens avec les syndicats, un parti dont en Grande-Bretagne nous sommes toujours membres, alors que les militants doivent combattre pour son existence même, contre la liqui-dation menée par Blair (...).*

*Pour arriver à la situation que nous voyons ici, des générations ont dû com-battre pas à pas pour pouvoir se faire entendre de la classe ouvrière. A maintes reprises, notre travail a été détruit et il a fallu recommencer ! Que de temps et d'énergie nous avons dû dépenser pour simplement nous défendre contre les calomnies absurdes de ceux qui falsifient l'histoire ! La bourgeoisie, les socialistes*

*de Parlement et nos autres adversaires avaient à leur disposition de bien plus grands moyens que nous.*

*Ce qui nous a permis de tenir, c'était notre confiance dans le fait que la lutte de la classe ouvrière ne s'interromprait pas tant que ses tâches historiques ne seraient pas réalisées ; c'est-à-dire quand la propriété privée des moyens de production sera abolie et quand la route sera ouverte à l'épanouissement de la civilisation, quand chacun contribuera selon ses moyens et recevra selon ses besoins. Entre-temps, les possédants et ceux qu'ils ont mis à leur service ont sou-vent été capables de nous isoler de nos alliés naturels dans la classe ouvrière et nous avons eu de grandes difficultés à apprendre comment dépasser cet isole-ment et à dialoguer avec les travail-leurs (...).*

*Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, cette première étape difficile de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale se termine. L'actualité mondiale confirme nos pronostics : les idées sur lesquelles nous nous étions fondés en 1938 ont fait face à l'épreuve du temps. La crise de l'humanité est bien, comme nous le disions, celle de la direction de la classe ouvrière."*

A l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de John Archer, une réunion fut organisée, au cours de laquelle il revint sur ses plus de soixante-dix années de combat dans le mouvement ouvrier, sur la signification de son adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale et sur les raisons pour lesquelles la poursuite de ce combat s'incarne aujourd'hui dans la construction de la section britannique de la IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée en 1993, dans une conférence mondiale à laquelle participait John Archer.

Nous publions ci-après des extraits de cette conférence.

## "Certains aspects de ma vie militante dans la classe ouvrière"

« J'avais juste dix ans quand la Première Guerre mondiale s'est terminée, en 1918. Déjà, je savais ce que c'était que les raids aériens, le service militaire, le rationnement de la nourriture et les révolutions. Quand j'ai grandi, dans les années 1920, j'ai compris que tous les triomphes de l'esprit humain et du travail étaient au service du minuscule groupe de gens qui possédaient les moyens de production. On m'a fait comprendre que si tu ne possédais pas de propriété, tu devais travailler pour le compte de ceux qui en avaient, s'ils avaient besoin de toi.

Bien que je ne sois pas né dans une famille ouvrière, j'ai eu cependant besoin de travailler et j'ai commencé à chercher un emploi juste au moment de la plus grande dépression jamais connue dans l'histoire à ce jour, avec le krach de Wall Street, en 1929. Le chômage s'est répandu dans tout le monde développé. Le gouvernement travailliste britannique, qui essayait de gouverner avec le soutien d'un petit parti bourgeois, était incapable de réconcilier les forces opposées des travailleurs et de la bourgeoisie. Il n'a pas recherché le soutien des travailleurs dans la perspective d'exproprier les riches, tandis qu'il n'osait pas réduire les allocations des chômeurs. Il s'est brisé : une fraction de ce qui s'appellerait aujourd'hui le "nouveau Parti travailliste" ("New Labour") est allée rejoindre une coalition "nationale" des conservateurs (...). Nous étions persuadés qu'à un moment donné, les masses des travailleurs allaient ressentir la nécessité de l'action.

Au cours de l'élection générale de 1931, qui a suivi la chute du gouvernement travailliste, j'ai voté pour un candidat du Parti communiste. J'avais le sentiment que la Russie soviétique et les mouvements des masses en Inde et en Chine pour la liberté étaient le bon côté à choisir. Par ailleurs, beaucoup de gens, à cette époque et depuis, ont le sentiment

qu'il faut, ici et maintenant, essayer de mettre en place une forme de gouvernement qui représente la grande majorité, le peuple travailleur. Nous ne savions pas ce qu'il fallait faire pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir, mais nous étions persuadés que, à un moment donné, les masses des travailleurs ressentiraient la nécessité d'agir d'une manière qu'elles n'envisageaient jamais habituellement (...).

Ensuite, au printemps 1933, Hitler et les nazis ont pris le pouvoir en Allemagne. Ils ont immédiatement détruit jusque dans leurs fondements les syndicats, les partis politiques, les bibliothèques et les clubs de sports, que les travailleurs d'Allemagne avaient mis un siècle à construire. En Grande-Bretagne, le Daily Worker, journal du Parti communiste, nous avait assuré que rien de mauvais n'allait se passer en Allemagne, puis ensuite ce journal a essayé de faire croire que rien de mauvais ne s'était passé ("Il n'y a pas eu de défaite. Le parti est plus fort que jamais."). Au même moment, le Kremlin a annoncé que la politique des dirigeants du Parti communiste allemand avait été entièrement correcte. Entre-temps, les exilés affluaient, et nous avons vu clairement que la réaction avait pris le pouvoir en Allemagne, que l'Union soviétique était en danger d'être envahie. »

---

### POURQUOI CETTE DÉFAITE ?

---

« Aucune des directions reconnues "officielles" de la classe ouvrière allemande, le Parti social-démocrate (le parti de la II<sup>e</sup> Internationale) et le Parti communiste (le parti de la III<sup>e</sup> Internationale) ne pouvait expliquer de manière satisfaisante pourquoi elles avaient été incapables de prévoir la catastrophe. J'ai posé la question à un jeune ami, un ouvrier qui était membre du Parti communiste. Il ne connaissait pas la réponse et il a promis de poser la question à l'un des

dirigeants dans le parti. Il l'a fait et il m'a rapporté la réponse : "Si Archer ne ferme pas sa grande gueule, on va la lui fermer."

A l'évidence, quelque chose ne tournait pas rond, bien que jusque-là je n'eus aucune idée de ce que c'était.

Ce qui rendait si difficile à comprendre la catastrophe en Allemagne, c'était que, partout dans le monde, en 1933, il se levait une grande vague d'activité indépendante de la classe ouvrière. On ne peut pas comprendre les luttes politiques des cinq années qui ont suivi si l'on ne saisit pas que les forces conservatrices du monde, les pouvoirs impérialistes et les bureaucrates soviétiques avaient besoin de faire des efforts gigantesques pour manipuler, faire diversion et finalement arrêter cette vague. Ils n'auraient pas pu faire cela sans l'aide des parlementaires qui se proclamaient socialistes ("réformistes") ni l'aide des dirigeants des partis staliniens qui se proclamaient communistes. »

---

## LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS

---

« Tout naturellement, le mouvement des travailleurs s'est tourné vers les organisations et les dirigeants qu'ils connaissaient et qu'ils considéraient comme les "leurs". Leurs espoirs de paix et de vie meilleure furent déçus. La façon dont les choses se sont déroulées est une mise en garde aujourd'hui pour se méfier des efforts de Blair afin d'augmenter l'influence des conservateurs et des libéraux sur le mouvement travailliste. Dans les années 1930, le procédé qui a été utilisé s'appelait le "Front populaire". C'était une alliance électorale entre des partis de la classe ouvrière et des partis bourgeois. L'expérience a montré que de tels gouvernements formés sur cette base ne pouvaient jamais s'attaquer sérieusement aux positions privilégiées des banques et des grandes entreprises. Sous la pression des travailleurs, de tels gouvernements avançaient toujours l'excuse que cela pouvait rompre "l'unité" et faire peur aux "amis du peuple". »

En 1933, tout cela était encore à venir. Un conflit se faisait jour au sein du mouvement ouvrier britannique. Le Parti travailliste avait subi une cuisante défaite aux élections générales fin 1931 et, comme d'habitude, l'aile droite conservatrice du parti s'était renforcée. Bientôt, de nouvelles forces entrèrent en scène. Comme le chômage se développait, les militants voulaient se venger des défaites que les employeurs et l'Etat avaient infligées aux travailleurs en 1926 et en 1931. En même temps, les masses ouvrières avaient appris à considérer le Parti travailliste comme leur création et leur instrument politique.

En 1933, il y a eu une opposition organisée à la direction à la conférence annuelle du Parti travailliste, sous la forme d'une organisation affiliée, la Ligue socialiste ; elle a avancé un certain nombre de propositions, telles que la nationalisation de la Banque d'Angleterre, au moyen de laquelle un gouvernement travailliste pourrait exercer un certain contrôle sur une économie autrement incontrôlable.

Toutes ces propositions, et bien d'autres encore plus avancées, ont été mises en place par les gouvernements aussi bien conservateurs que travaillistes depuis 1945. Mais, en 1933, la direction les a rejetées, parce que la presse bourgeoise avait annoncé que ces propositions étaient une ingérence inacceptable d'ouvriers ignorants, qui n'avaient aucun droit de s'immiscer dans les affaires de ceux qui leur étaient supérieurs.

La direction "officielle" du Parti travailliste avait besoin de réduire au silence la Ligue socialiste, mais elle n'en avait pas les moyens. Le Parti communiste lui était également hostile et a servi d'instrument pour sa destruction. »

---

## POUR LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE !

---

« Fin 1934, j'ai découvert qu'il existait en Grande-Bretagne une section d'un mouvement socialiste international, qui cherchait à intervenir dans le mouvement

*travailleuse, indépendamment des directions aussi bien de la Deuxième que de la Troisième Internationales, et qui pouvait expliquer comment Hitler avait pu prendre le pouvoir. Ces gens considéraient Léon Trotsky comme la source principale de leurs idées, dont ils pensaient qu'elles exprimaient les intérêts des travailleurs à l'échelle internationale comme Marx et Lénine les avaient conçus. Ce mouvement était parti des luttes dans l'Internationale communiste depuis 1923 contre la politique de la bureaucratie conduite par Staline et les conséquences de la théorie du "socialisme dans un seul pays".*

*Ils m'ont fait étudier. Nous avons commencé avec ce que Trotsky avait écrit sur l'Allemagne entre 1930 et 1933. Nous avions en anglais plusieurs des petits livres qu'il avait écrits pour mettre en garde contre les conséquences catastrophiques que constituerait une victoire des nazis. J'ai appris comment les camarades allemands s'étaient battus pour que les membres du Parti social-démocrate et ceux du Parti communiste forment un front uni, pour faire de l'agitation en faveur d'un accord économique entre l'Allemagne et la Russie afin de créer des emplois en Allemagne et aider le peuple soviétique, et pour chasser des rues les nazis qui criaient à la guerre contre l'URSS.*

*Les trotskystes ont tiré la conclusion inévitable, à l'été 1933, que dix années de contrôle stalinien avaient détruit politiquement les Partis communistes et que, comme la II<sup>e</sup> Internationale en 1914, l'Internationale communiste n'exprimait plus l'internationalisme de la classe ouvrière. Ils avaient devant eux le fait que la classe ouvrière ne disposait désormais plus d'organisations indépendantes, d'Internationale et de ses partis, dont elle avait besoin. Les tâches immédiates étaient d'annoncer que de nouveaux partis et qu'une nouvelle Internationale étaient nécessaires, et d'en bâtir les fondations. »*

Dans cette conférence, John Archer revenait sur différentes expériences de sa vie militante, notamment sur l'activité qui avait été menée au lendemain de la guerre

au sein du Labour Party, sur les tentatives des staliniens de la détruire en secondant la volonté de la direction bureaucratique du Labour Party et sur les résultats positifs qu'avait représentés la constitution de Socialist Labour League après 1958.

John Archer notait qu'en 1954, « le Parti communiste britannique comprenait parfaitement que Pablo était leur ami et que ce que nous appelions le "Club" (la fraction trotskyste au sein du Labour Party) était leur ennemi. Le PC publia dans son hebdomadaire le nom de nos membres dirigeants et la liste des sections du Labour Party où nous exercions une influence. Le comité exécutif du Labour Party nous donna le choix : ou interrompre la publication de notre journal, Socialist Outlook, ou être exclus. Nous décidâmes de rester dans le Labour Party parce que l'opposition à la direction conduite par Aneurin Bevan était en plein essor. 1 700 000 mandats se prononcèrent contre l'interdiction de notre journal lors du congrès du Labour Party. L'année suivante, une grève importante se développa parmi les dockers de Liverpool (...). En 1956, se développa une crise au sein du Parti communiste. »

Nombre de responsables et de militants du PC rejoignirent alors les rangs de l'organisation trotskyste, participant à la constitution de la Socialist Labour League. John Archer note qu'à ce moment, « le mouvement de la IV<sup>e</sup> Internationale en Grande-Bretagne était à un carrefour. La SLL, durant les années qui suivirent, regroupa un nombre de responsables ouvriers important ainsi qu'un grand nombre de militants valeureux, même s'ils étaient inexpérimentés. Mais, dès 1964, la direction de Healy s'engageait dans la voie du national-trotskysme, qui devait finalement conduire à un désastre qui eut des effets tragiques pour notre mouvement à l'échelle internationale comme en Angleterre. »

En conclusion, John Archer soulignait qu'aujourd'hui, les ennemis de la IV<sup>e</sup> Internationale utilisent ce bilan pour attaquer la IV<sup>e</sup> Internationale, notamment en prétendant que le "régime" au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale est "le même que celui de Healy".

John Archer expliquait :

« J'ai les meilleures raisons de savoir que cela est totalement contraire à la vérité, précisément parce que j'ai fait l'expérience de ces deux "régimes". Au Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, au printemps 1999, j'ai pris part à de sérieux débats politiques. Ni le camarade Lambert, ni qui que ce soit d'autre dans la direction n'a fait quoi que ce soit qui mette en cause les droits démocratiques de ceux qui étaient en désaccord. Au contraire, le congrès prêta un soin pointilleux — au point de paraître trop généreux — à l'égard des camarades qui étaient en minorité.

Mais la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas un cercle de discussions perpétuelles : ses activités sont décidées par la majorité dans ses congrès. Si, au bout du compte,

*la minorité ne peut accepter les décisions de la majorité, afin qu'on puisse en faire l'expérience dans la pratique, alors, il faut nous séparer. Il n'y a pas d'alternative, parce que nous existons pour agir dans la lutte de classe. »*

•  
• •

Le texte intégral de cette conférence a été publié par *Socialist Newsletter*, le bulletin publié par la section britannique de la IV<sup>e</sup> Internationale. On peut se le procurer pour 50 F. Par ailleurs, de plus larges extraits de la première partie de cette conférence ont été publiés en traduction française dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 12, décembre 2000-janvier 2001.

## LA VERITE

### Bulletin d'abonnement

Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,  
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,  
Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein,  
Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie,  
Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



---

Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X